



Procès-verbaux de l'Assemblée des Membres

Congrès mondial de la nature
Honolulu, Hawaï'i, États-Unis d'Amérique
6 au 10 septembre 2016



Procès-verbaux de l'Assemblée des Membres

Congrès mondial de la nature
Honolulu, Hawaï'i, États-Unis d'Amérique
6 au 10 septembre 2016

Compilé et édité par Tim Jones
Chef Rapporteur au Congrès d'Hawaï'i

La terminologie géographique employée dans cet ouvrage, de même que sa présentation, ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'UICN sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, ou sur la délimitation de ses frontières.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN.

L'UICN et les autres organisations concernées rejettent toute responsabilité en cas d'erreurs ou d'omissions intervenues lors de la traduction en français de ce document dont la version originale est en anglais.

Publié par : UICN, Gland, Suisse

Droits d'auteur : © 2016 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite préalable du [des] détenteur[s] des droits d'auteur à condition que la source soit dûment citée.

La reproduction de cette publication à des fins commerciales, notamment en vue de la vente, est interdite sans autorisation écrite préalable du [des] détenteur[s] des droits d'auteur.

Citation : UICN (2016). *Procès-verbaux de l'Assemblée des Membres*. Gland, Suisse : UICN. 128pp.

Traduction : Danièle Devitre

Préparé par : Unité des Publications de l'UICN

Disponible à : www.iucn.org/resources/publications

Table des matières

Procès-verbaux de l'Assemblée des Membres du Congrès mondial de la nature 2016	5
Annexe 1 – Déclaration du Gouvernement des États-Unis sur le processus de vote en ligne des motions de l'UICN	94
Annexe 2 – Tableau des résolutions et recommandations	96
Annexe 3 – Recommandations du Comité de vérification des pouvoirs sur l'amélioration du processus	103
Annexe 4 – Naviguer sur l'île Terre : Les Engagements d'Hawai'i	105
Annexe 5 – Chefs de délégation des Membres de l'UICN prenant part à l'Assemblée des Membres	112

Procès-verbaux de l'Assemblée des Membres du Congrès mondial de la nature 2016

Centre des conventions d'Hawaii, Honolulu, Hawaii, États-Unis d'Amérique,
6 au 10 septembre 2016

Note : Sauf indication contraire, toutes les décisions de l'Assemblée des Membres ont été prises par vote électronique. Pour chaque décision, le vote électronique peut être consulté sur le site web du Congrès. Dans les procès-verbaux, le numéro de référence du vote pertinent est donné entre crochets au-dessus de chaque décision. Toutes les déclarations faites par les Membres concernant le vote des motions (y compris les motions approuvées par vote électronique avant le Congrès) sont publiées avec les textes définitifs, approuvés, des motions concernées. Les déclarations officielles « à verser aux procès-verbaux » faites ou annoncées oralement durant les séances plénières, qu'elles concernent des motions ou d'autres décisions du Congrès, sont également enregistrées dans les présents procès-verbaux.

Cérémonie d'ouverture du Congrès mondial de la nature

Jeudi 1^{er} septembre 2016 (10:00–12:00)

À la Cérémonie d'ouverture du Congrès mondial de la nature de l'UICN 2016 qui a eu lieu à Hawaii, 10 000 participants ont assisté à un spectacle traditionnel de danses et de musique d'Hawaii, au Neal S. Blaisdell Center, Honolulu, le jeudi 1^{er} septembre 2016. Le **Maître de cérémonie, Kamana'opono Crabbe**, PDG du Bureau des affaires hawaïennes, accueille les participants en soulignant l'importance de forger des liens de collaboration pour lutter contre le changement climatique et en invitant tous les participants à partager l'« aloha » les uns avec les autres.

David Ige, Gouverneur d'Hawaii, décrit les îles comme des « microcosmes de la planète Terre » et souligne que les communautés insulaires sont témoins des impacts d'espèces envahissantes, d'incendies sauvages et de pratiques de pêche non durable à proximité de chez elles. Il annonce l'Initiative d'Hawaii pour le développement durable, qui a notamment pour objectifs de : protéger 30% des bassins versants les plus productifs de l'État ; gérer efficacement 30% des eaux côtières ; doubler la production alimentaire locale avant 2030 ; élaborer un plan de biosécurité concentré sur les partenariats pour prévenir, détecter et contrôler les espèces envahissantes ; et utiliser 100% de sources d'énergie renouvelable dans le secteur électrique avant 2045. Il annonce également qu'Hawaii adhère au Global Island Partnership dans le but de mettre au point des modèles pour le développement durable au niveau local. Il exhorte les participants à collaborer pour faire une différence pour l'« île Terre ».

La Secrétaire de l'intérieur des États-Unis, Sally Jewell, déclare que « l'identité et la culture de l'humanité sont façonnées essentiellement par les eaux et les terres qu'elle habite. » Elle rend hommage à Barack Obama, le Président des États-Unis, qui a agrandi le Monument national marin Papahānaumokuākea, dans l'ouest d'Hawaii, de plus de 1 146 790 km², créant ainsi la plus grande réserve marine mondiale à ce jour. Elle fait observer que les îles sont particulièrement vulnérables à la perte de biodiversité et que si les espèces en danger peuvent être conservées et restaurées avec succès, il faut pour cela une planification stratégique. M^{me} Jewell poursuit en soulignant la nécessité de protéger les corridors pour les espèces sauvages, de lutter contre la plaie du trafic des espèces sauvages, de respecter et d'utiliser le savoir traditionnel des peuples autochtones et d'encourager l'application de l'Accord de Paris sur le changement climatique en envoyant des signaux clairs à tous les acteurs.

M. Brian Schatz, Sénateur d'Hawaii, estime que, malgré les impacts actuels du changement climatique, de la sécheresse et de la perte de biodiversité dans les forêts et les océans, les raisons d'être

optimistes sont de plus en plus nombreuses. Il observe qu'au niveau mondial, les dirigeants et les praticiens des domaines de l'infrastructure, de l'agriculture, de l'assurance et de la gestion des catastrophes font preuve de plus en plus de volonté politique. Heureusement, la notion qui consiste à agir pour atténuer le changement climatique et s'y adapter est moins coûteuse et plus intelligente que celle qui consiste à simplement réagir aux catastrophes et elle est maintenant devenue pratique courante.

M. Tommy Remengesau, Président des Palaos, considère que la création du Monument national marin Papahānaumokuākea par le Président Obama « *cimente son héritage en tant que leader pour les océans.* » Lançant un défi amical, il ajoute que lorsque les États-Unis seront arrivés, comme les Palaos, à protéger 80% de leur Zone économique exclusive, ils seront « *enfin prêts à entrer dans la cour des grands.* » Il cite les efforts des Palaos en matière de protection des ressources marines, notamment la création du premier sanctuaire mondial pour les requins puis note que la création de nouvelles aires marines protégées, dans de nombreuses régions, depuis deux ans démontre que « *nous avons le vent en poupe* ». Il souligne qu'il faut agir vite, avec détermination, pour relever les enjeux urgents.

M. Erik Solheim, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), cite des exemples innovants en matière de conservation, dans le monde entier, et insiste sur la nécessité de rassembler les initiatives de tous les acteurs en un flux cohérent. Notant que les humains doivent prendre soin de la « Terre nourricière », il salue les efforts que déploie le G20 pour réaliser une transition rapide vers un financement vert. Exprimant les félicitations les plus chaleureuses et le soutien déterminé du Secrétaire général des Nations Unies, M. Solheim rappelle aux participants « *qu'il n'est pas de tâche trop grande si nous agissons ensemble.* »

M. Norbert Kurilla, Secrétaire d'État et Ministre de l'environnement de Slovaquie, s'exprimant au nom de l'Union européenne, appelle le Congrès à trouver des solutions pratiques pour la nature, pouvant être appliquées sur le terrain, et rappelle qu'il y a des possibilités de progrès lors de futures réunions organisées par plusieurs accords multilatéraux sur l'environnement.

M. Corbett Kalama, Administrateur des Écoles Kamehameha, explique que son école a à cœur de perpétuer la culture et la bonne gestion des ressources naturelles hawaïennes comme étant la plus grande fiducie foncière autochtone du monde. Observant que « *nous cherchons les réponses dans le passé* », il ajoute que les peuples autochtones ont toujours eu les réponses. Il exprime sa gratitude à l'UICN pour ses travaux visant à préserver le monde pour les générations futures et à « *agir maintenant.* »

M. Zhang Xinsheng, Président de l'UICN, déclare que le Congrès doit jouer un rôle important en traduisant les accords mondiaux historiques de 2015 en action pratique. Invitant les participants à montrer comment ils prévoient de contribuer à l'application du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur le changement climatique, il leur rappelle que leurs décisions « *définiront les possibilités et les limites pour les générations futures.* » Soulignant la nécessité de mener des efforts conjoints au niveau mondial pour « *ramener le monde du point de basculement au tournant décisif* », il déclare le Congrès mondial de la nature de l'UICN pour 2016 ouvert.

1^{re} séance de l'Assemblée des Membres

Mardi 6 septembre 2016 (08:30–13:00)

L'ouverture de l'Assemblée des Membres est précédée par un chant traditionnel hawaïen exprimant la loi de l'esprit Aloha.

Le **Président de l'UICN** (M. Zhang Xinsheng) prononce une allocution d'ouverture. Il demande à l'Assemblée d'observer une minute de silence pour rendre hommage à tous ceux qui ont donné leur vie au service de la conservation depuis le Congrès mondial de la nature de 2012.

Déclarant la 1^{re} séance de l'Assemblée des Membres ouverte, le **Président** accueille tous les délégués représentant aussi bien des Membres de l'UICN que des observateurs, et présente les personnes qui siègent avec lui sur le podium : la **Directrice générale**, Inger Andersen, le **Directeur du Congrès**, Enrique Lahmann, le **Conseiller juridique du Congrès**, Sena Wijewardane, la **Conseillère juridique de l'UICN**, Sandrine Friedli Cela et le **Secrétaire du Conseil** qui fait aussi office d'**Administrateur de l'Assemblée des Membres**, Luc De Wever.

Point 1.1 de l'ordre du jour – Nomination et premier rapport du Comité de vérification des pouvoirs du Congrès

L'**Administrateur de l'Assemblée des Membres** explique l'utilisation du système électronique permettant de demander la parole, de s'exprimer, de voter et de présenter des motions d'ordre. Il décrit aussi brièvement les moyens de communiquer avec le Secrétariat du Congrès via le site assembly@iucn.org, par exemple pour soumettre les textes écrits d'interventions ou de déclarations concernant les votes et encourage les délégués à utiliser les documents en ligne dans l'esprit d'un « Congrès sans papier ». Répondant à une motion d'ordre soulevée par **Environment and Conservation Organizations of New Zealand**, il explique plus en détail le système permettant d'enregistrer dûment les votes par procuration.

Le **Président** renvoie aux documents du Congrès WCC-2016-1.1/1 Rev 1 *Cahiers des charges et composition des Comités du Congrès*, WCC-2016-1.1/1-Annexe 1 *Comité de vérification des pouvoirs du Congrès* et WCC-2016-1.1/1-Annexe 7-Rev 3 Proposition du Conseil concernant la composition des Comités du Congrès. Il invite l'Assemblée à approuver la composition proposée pour le Comité de vérification des pouvoirs.

Le Congrès prend la décision suivante [[numéro de référence](#)] :

DÉCISION 1

Le Congrès APPROUVE le mandat et la composition du Comité de vérification des pouvoirs :

George GREENE (Canada) Président
Froilán ESQUICA CANO (Mexique)
Archana GODBOLE (Inde)
Albertine TCHOULACK (Cameroun)
Chipper WICHMAN (États-Unis d'Amérique)
Robin YARROW (Fidji)

Le **Président** fait remarquer que les candidats au Comité de vérification des pouvoirs ont déjà commencé leurs travaux en prévision de la création officielle du Comité. Il invite le nouveau **Président du Comité de vérification des pouvoirs** à présenter un bref rapport de situation.

Le **Président du Comité de vérification des pouvoirs** (George Greene) rappelle l'introduction réussie du Système d'accréditation en ligne pour le Congrès mondial de la nature 2016, notant qu'ainsi, le délai de deux semaines pour l'accréditation, appliqué jusqu'à présent aux précédents Congrès, a pu être supprimé. L'accréditation peut maintenant être traitée le jour même, avec un délai d'une séance de l'Assemblée pour avoir le temps de préparer les cartes de vote et de programmer le système. En outre, il attire l'attention sur les droits de parole et de procuration maintenant accordés aux délégués accrédités des Comités nationaux et régionaux.

Le nombre total de voix potentielles détenues par les Membres de l'UICN en règle se présente comme suit :

Catégorie A (Gouvernements et organismes gouvernementaux) : 230 voix

Catégorie B (ONG internationales et nationales) : 1062 voix

Sur ces voix potentielles, le pouvoir de vote des membres accrédités représentés au Congrès mondial de la nature 2016, à 13 heures le lundi 5 septembre 2016, est le suivant :

Catégorie A (Gouvernements et organismes gouvernementaux) : 184 voix (80%)

Catégorie B (ONG internationales et nationales) : 744 voix (70%)

Point 1.2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour

Le **Président** renvoie l'Assemblée aux documents du Congrès WCC-2016-1.2/1 *Projet d'ordre du jour du Congrès mondial de la nature de l'UICN 2016* et WCC-2016-1.2/1-Annexe 1-Rev 1 *Projet d'ordre du jour du Congrès mondial de la nature* (daté du 10 août 2016). Il attire l'attention sur les modifications à la structure de la session introduites en réponse aux commentaires des Membres suite à l'Assemblée de Jeju en 2012. Il souligne également le processus des motions révisé qui a abouti à un débat en ligne et à un vote électronique pour une grande partie des motions.

En réponse à une question du **Center for Environmental Legal Studies** (États-Unis d'Amérique), le **Président** note que le projet d'ordre du jour comprend un temps consacré au débat sur le projet de Programme de l'UICN 2017–2020.

Le **Congrès** prend la décision suivante [[numéro de référence](#)] :

DÉCISION 2

Le Congrès APPROUVE [l'ordre du jour du Congrès mondial de la nature 2016](#).

Point 1.3 de l'ordre du jour – Nomination des Comités des résolutions, des finances et audit, de la gouvernance et du Programme du Congrès

Renvoyant au document du Congrès WCC-2016-1.1/1-Rev 1 *Cahiers des charges et composition des Comités du Congrès*, le **Président** note que la composition du Comité directeur est définie au paragraphe 15 du règlement intérieur et qu'elle ne nécessite donc pas de décision du Congrès. La composition du Comité est la suivante :

Xinsheng ZHANG (Chine) (Président), Président

Malik Amin Aslam KHAN (Pakistan) (Vice-Président)

Miguel PELLERANO (Argentine) (Vice-Président)

John ROBINSON (États-Unis d'Amérique) (Vice-Président)

Marina von WEISSENBERG (Finlande) (Vice-Présidente)

Brahim HADDANE (Maroc)

Brendan MACKEY (Australie)

Aroha MEAD (Nouvelle-Zélande)

Nilufer ORAL (Turquie) (Présidente adjointe du Comité préparatoire du Congrès du Conseil)

Mohammad SHAHBAZ (Jordanie) (Président du Comité préparatoire du Congrès du Conseil)

William AILA, État d'Hawaii (États-Unis d'Amérique)

Christine DAWSON, Département d'État (États-Unis d'Amérique)

Inger ANDERSEN (Directrice générale)

Le **Président** fait observer que les projets de cahiers des charges du Comité directeur du Congrès et des Comités des résolutions, des finances et audit, de la gouvernance et du Programme du Congrès sont soumis pour approbation sous ce point de l'ordre du jour. La composition proposée pour chaque comité figure dans le document du Congrès

WCC-2016-1.1/1 *Cahiers des charges et composition des Comités du Congrès, Annexe 2 à Annexe 7.*

S'exprimant au nom du **Comité préparatoire du Congrès**, **Aroha Mead** explique le processus suivi pour parvenir à la composition proposée des Comités du Congrès parmi les 130 nominations reçues. Un équilibre a été recherché entre les six Comités du point de vue de la représentation régionale, des catégories de Membres de l'UICN (A et B) et de la parité homme-femme ainsi que de l'intégration des Présidents des Comités nationaux et régionaux. Sur les 49 candidats recommandés pour nomination, il y a 23 femmes et 26 hommes.

Le **Président** donne la parole aux délégués pour des questions ou commentaires.

Le **Conseil international du droit de l'environnement (CIDE)** suggère, compte tenu de l'importance des jeunes leaders, de faire des efforts pour inclure des jeunes dans la composition des Comités du Congrès.

Le **Président** invite l'Assemblée à proposer des nominations additionnelles de jeunes délégués dont on pourrait envisager la nomination aux Comités du Congrès. Il souligne que les candidats doivent être des délégués représentant des Membres de l'UICN.

Des nominations sont faites par :

- **Center for Environmental Legal Studies** (États-Unis d'Amérique)
- **Environmental Law Program at the William S. Richardson School of Law** (États-Unis d'Amérique)
- **Fédération canadienne de la faune** (Canada)
- **Conservation Council for Hawai'i** (États-Unis d'Amérique)
- **Fundación Futuro Latinoamericano** (Équateur)
- **Unnayan Onneshan** (Bangladesh)
- **Ecological Society of the Philippines** (Philippines)
- **Tropical Resources Institute** (Yale School of Forestry and Environmental Studies) (États-Unis d'Amérique)
- **African Wildlife Foundation – Siège Kenya**
- **Nigerian Conservation Foundation** (Nigéria)
- **Biofutura A.C.** (Mexique)
- **Ethiopian Wildlife Conservation Authority** (Éthiopie).

La **Coastal Area Resource Development and Management Association** (Bangladesh) demande une plus forte représentation des pays en développement, en particulier du sud, ainsi qu'une parité totale entre les sexes.

Baanhn Beli (Pakistan) estime qu'avec la procédure suivie par le Conseil, les Membres ont eu amplement la possibilité de nommer des candidats avant le Congrès et invite à la prudence et à ne pas apporter de trop nombreux changements sur la base de nominations de dernière minute.

Le **Président** demande au **Comité directeur du Congrès** d'examiner les candidatures additionnelles et suspend la décision relative aux nominations pour les Comités des résolutions, des finances et audit, de la gouvernance et du Programme du Congrès jusqu'à la 2^e séance de l'Assemblée des Membres.

Point 1.4 de l'ordre du jour – Rapport de la Directrice générale

Le **Président** accueille Inger Andersen, nouvelle **Directrice générale** de l'UICN. Il souligne également la présence de Julia Marton-Lefèvre, **ancienne Directrice générale**.

La **Directrice générale** (Inger Andersen) renvoie aux documents du Congrès WCC-2016-1.4/1 *Rapport de la Directrice générale*, WCC-2016-1.4/1-Annexe 1 *Progrès sur la mise en œuvre des Résolutions et Recommandations*, WCC-2016-1.4/1-Annexe 2 *Évaluation indépendante de la gouvernance de l'UICN* et WCC-2016-1.4/1-Annexe 3 *Évaluation indépendante de l'UICN 2015*.

La **Directrice générale** souhaite la bienvenue à l'assistance record au Congrès d'Hawaii, notant que l'UICN est en vogue sur les réseaux sociaux dans de nombreux pays. Elle rappelle plusieurs événements majeurs qui ont déjà marqué le Congrès, tels que le lancement du Partenariat pour les zones clés pour la biodiversité.

Rappelant les réalisations et étapes majeures des quatre dernières années, elle décrit le rôle de l'UICN qui a veillé à ce que les Objectifs de développement durable (ODD) favorisent le développement durable dans toutes ses dimensions et à faire en sorte que l'environnement soit intégré dans tous les ODD et ne figure pas dans une catégorie « à part ». L'UICN continue de se faire le champion et de surveiller la mise en œuvre des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité et joue désormais un rôle à part entière dans le débat sur le changement climatique. L'Union a, en effet, apporté de nouvelles contributions importantes, notamment pour faire en sorte que l'Accord de Paris souligne l'impératif d'investir dans la nature à la fois pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ce changement. Autre grande étape, la reconnaissance de l'UICN comme organisme d'exécution à la fois du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds vert pour un climat. Les six Commissions de l'UICN sont les « locomotives » de l'Union et continuent de fournir à la communauté internationale des connaissances ancrées dans des données scientifiques, pour contribuer à la prise de décisions à tous les niveaux.

Le nouveau système des motions, introduit pour le Congrès d'Hawaii, a renforcé la crédibilité démocratique de l'UICN, permettant à toutes les voix d'être entendues et offrant un espace à chaque Membre pour qu'il puisse contribuer à définir le programme de conservation de l'Union. Quelque 85 motions ont déjà été approuvées par voie électronique.

La **Directrice générale** fait observer que si le monde est entré dans une nouvelle ère, où l'environnement est au cœur des préoccupations, la communauté de l'environnement fait aussi face à de nouveaux enjeux importants. Parmi eux, on peut citer le déficit massif des finances de la conservation, en un temps où les ressources attribuées par les nations et les entreprises, entre autres, sont loin de correspondre aux engagements pris envers l'environnement. La « force de l'union » incarnée par les réseaux, les données et la science de l'UICN pourrait aider à rassembler les acteurs dans des efforts coordonnés pour traduire en action concrète la bonne volonté manifestée en 2015, dans le cadre des ODD et de l'Accord de Paris. Il faudrait, pour cela, ne pas se contenter de prêcher les convertis mais voir le monde à travers les yeux du secteur privé et de la communauté des finances.

Il ne fait aucun doute que le monde a besoin de l'UICN :

- pour l'agriculture et la sécurité alimentaire ;
- pour apprendre, promouvoir et transmettre les connaissances autochtones ;
- pour les données, les faits et les preuves dont les dirigeants de ce monde ont besoin pour prendre des décisions ;
- pour que la parité occupe une place éminente dans tous les processus et forums sur l'environnement ;
- pour aider à soulager les pressions entraînant les troubles civils, les migrations forcées, les conflits violents alors que l'on ne fait pas toujours le lien avec la dégradation de l'environnement ;

- pour mettre en lumière le rôle de la nature qui est une alliée vitale dans la lutte contre le changement climatique ;
- pour réduire la pauvreté et rendre la croissance économique durable ;
- pour aider à sauver les océans (un nouveau rapport de l'UICN montre que le réchauffement des océans menace la vie qu'ils contiennent et, par extension, la vie terrestre) ;
- parce qu'une nature en bonne santé est essentielle pour la santé humaine.

En bref, le monde a besoin de l'UICN parce que le monde a besoin de la nature. La communauté de la conservation a un pouvoir immense, à condition d'agir à l'unisson. Dans les quatre prochaines années et au-delà, il est crucial que l'UICN joue le rôle que le monde attend d'elle et dont il a besoin. Mais, pour cela, il faut que l'UICN soit plus forte et, en conséquence, que le monde investisse dans la force de l'Union.

Le **Président** donne la parole aux participants pour des questions ou commentaires.

En réponse à une question de **Baanhn Beli** (Pakistan) sur la mobilisation de nouvelles ressources, la **Directrice générale** souligne qu'il y aura un point à l'ordre du jour traitant directement de cela au cours de la 2^e séance.

Unnayan Onneshan (Bangladesh) questionne la taille et la représentation régionale du Secrétariat et soulève des préoccupations quant au fait que la politique et le programme technique de l'UICN sont beaucoup trop dominés par les donateurs.

La **Directrice générale** répond que le Secrétariat décentralisé de l'UICN comprend un peu moins de 1000 employés et que 160 seulement se trouvent au siège, ce qui signifie qu'il y a une large présence et représentation dans les régions. Elle ajoute que de nombreux donateurs ont été extrêmement généreux envers l'UICN, certains ayant accordé un revenu non affecté et que les projets sont de plus en plus appliqués main dans la main avec les Membres. Dans tous les cas, les priorités correspondent à celles du Programme de l'UICN.

Development of Biotechnology & Environmental Conservation Centre (Bangladesh) propose la création d'un Comité de l'UICN sur la science.

La **Directrice générale** commente que la science est déjà incarnée par les six Commissions de l'UICN.

La **Fondation Antonio Núñez Jiménez pour l'humanité et la nature** (Cuba) fait objection à la liste des Membres régionaux en 2015 qui figure dans le rapport écrit de la Directrice générale. On y fait référence à la « Mésio-Amérique » uniquement au lieu de la région du « Mexique, de l'Amérique centrale et des Caraïbes » dans son ensemble.

La **Directrice générale** précise que le titre a été abrégé uniquement pour des raisons de place et qu'il n'y a aucune intention de discrimination entre les sous-régions.

Environmental Foundation for Africa (Sierra Leone) souligne qu'il y a peu de Membres de l'UICN en Afrique de l'Ouest anglophone, comme le Libéria et la Sierra Leone.

Répondant au **Ministère de l'environnement et du développement durable** (Sénégal), la **Directrice générale** commente l'importance d'intégrer la biodiversité et le secteur privé, soulignant que les travaux réalisés par le Programme entreprises et biodiversité aident à établir de bonnes pratiques d'affaires.

En réponse à l'**Association Ribat Al Fath** (Maroc), la **Directrice générale** confirme l'engagement de l'UICN à la COP22 de la CDB au Maroc.

Répondant aux interventions de **Cameroon Environmental Watch** (Cameroun), du **Groupe de recherche et d'études environnementales** (Sénégal) et de **Nigerian Environmental Study Action Team** (Nigéria), la **Directrice générale** souligne l'importance de collaborer avec les Commissions et les Membres, y compris pour trouver des ressources. Elle est consciente de la nécessité d'attirer plus de membres dans certaines régions telles que l'Afrique de l'Ouest et centrale. Actuellement, environ 60% des projets de l'UICN supposent un engagement direct avec les Membres, mais le nouveau portail des projets permettra de mieux exercer le suivi sur le portefeuille de projets de l'Union, y compris du point de vue de l'engagement avec les Membres.

L'**Institute of Environmental Sciences, Université de Leyde** (Pays-Bas) note avec préoccupation que selon un tableau figurant dans le rapport écrit de la Directrice générale, durant la période 2012–2015, l'engagement des Comités nationaux et régionaux au sein d'Un Seul Programme a été faible.

La **Directrice générale** souligne qu'une priorité élevée est accordée à l'établissement de nouveaux Comités nationaux et régionaux. Plusieurs ont été reconnus par le Conseil durant l'année écoulée et d'autres sont en train d'être créés. Cela devrait renforcer les statistiques pertinentes relatives à l'engagement au sein d'Un Seul Programme.

La **Directrice générale** souscrit aux commentaires de l'**Ethiopian Wildlife Conservation Authority** (Éthiopie), à savoir que l'engagement des communautés est un élément clé des meilleures pratiques pour les projets relatifs à l'environnement.

Enfin, répondant à l'**Antarctic and Southern Ocean Coalition** (États-Unis d'Amérique), la **Directrice générale** rappelle que l'UICN doit s'engager dans la région de l'Antarctique et de l'océan Austral, notamment dans le contexte du changement climatique, et que cela a été souligné au Forum régional de la conservation qui a eu lieu à Fidji. Elle ajoute, toutefois, qu'il est difficile d'obtenir des ressources pour travailler dans cette région.

Point 1.5 de l'ordre du jour – Rapport du Conseil

Remerciant les Membres et collègues du Conseil qui ont collaboré si étroitement avec lui durant les quatre ans écoulés, le **Président** rend hommage à **Ashok Khosla, ancien Président de l'UICN**, qui est présent au Congrès, pour sa contribution immense à la conservation de la nature. Il invite les quatre **Vice-Présidents pour 2013–2016**, **Malik Amin Aslam Khan** (Pakistan), **Miguel Pellerano** (Argentine), **John Robinson** (États-Unis d'Amérique) et **Marina von Weissenberg** (Finlande) à le rejoindre sur le podium pour illustrer la responsabilité partagée du Conseil dans son ensemble.

Se référant au document du Congrès WCC-2016-1.5/1 *Rapport du Conseil de l'UICN au Congrès mondial de la nature 2016*, le **Président** note que le Conseil sortant a travaillé durant une période d'importance critique à la fois pour la conservation de la nature et le développement humain. Dans l'État insulaire d'Hawaï, aux États-Unis d'Amérique, l'UICN a réuni un Congrès mondial de la nature extraordinaire auquel assistent plus de 10 000 délégués, tous unis par des objectifs de conservation communs. L'UICN est la voix de la nature, respectant la vie dans toute sa diversité, reconnaissant toutes les formes de vie pour leur propre valeur, quelle que soit celle que leur accordent les êtres humains. Le succès des négociations de l'Accord de Paris et l'adoption des Objectifs de développement durable marquent à la fois tout le potentiel d'une ère nouvelle et l'étendue des défis qu'il reste encore à relever. Il y a là, pour l'UICN, une occasion unique de promouvoir les avantages de la conservation et leur importance pour les modes d'existence durables dans les limites planétaires. Les solutions fondées sur la nature pourraient contribuer à l'application de l'Accord de Paris et des ODD comme elles l'ont déjà fait pour les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité.

Ces derniers quatre ans, le Conseil s'est particulièrement attaché à :

- faire en sorte, dans un cadre de mobilisation des ressources en évolution rapide, que l'UICN reste bien placée pour maximiser ses contributions en faveur de nouvelles possibilités et de nouveaux défis en fournissant une direction stratégique et des orientations politiques conformes aux responsabilités statutaires du Conseil ;
- améliorer la gouvernance en maintenant un esprit de solidarité avec les Membres et en aidant à mobiliser et mettre en synergie tous les éléments de l'Union ainsi que tous les acteurs ;
- promouvoir des services à valeur ajoutée pour les Membres de l'UICN dans toute leur diversité, aussi bien les gouvernements que les ONG, afin que l'Union soit encore plus au service de ses Membres ;
- promouvoir l'importance de l'approche « Un Seul Programme » qui a renforcé considérablement l'intégration entre les éléments de l'Union et permis d'élaborer une compréhension plus profonde des questions importantes pour toutes les régions et tous les constituants de l'UICN ; et
- contribuer à renforcer l'exécution et l'impact des politiques et du Programme de l'UICN.

Durant la période du rapport, les principales réalisations sont les suivantes :

- une transition douce à la direction du Secrétariat avec la nomination de M^{me} Inger Andersen comme nouvelle Directrice générale ;
- la modernisation de la gouvernance de l'UICN pour que les Membres participent davantage au processus décisionnel et pour permettre au Conseil d'exercer plus pleinement sa responsabilité vis-à-vis des Membres ;
- la fourniture d'orientations et de supervision, par l'intermédiaire du Groupe de travail sur les motions, pour la mise en œuvre du nouveau processus des motions avant le Congrès d'Hawaï ;
- l'introduction d'un système de vote électronique modernisé pour renforcer la participation directe des Membres aux décisions de gouvernance fondamentales ;
- l'approbation de la stratégie de l'UICN relative au secteur privé (*IUCN Business Engagement Strategy*), élaborée par le Groupe d'étude du Conseil sur le secteur privé ;
- l'approbation des Lignes directrices opérationnelles sur l'engagement auprès du secteur privé qui a facilité les engagements de l'UICN et du secteur privé avec, notamment, l'approbation d'un accord entre l'UICN et Toyota Motor Corporation établissant un partenariat de cinq ans pour fournir un financement en vue d'élargir la portée de la *Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* et une nouvelle approche par domaine dans la coopération de l'UICN avec la multinationale Royal Dutch Shell ;
- la décision d'élaborer une vision stratégique de l'UICN sur l'agriculture et la biodiversité ;
- l'élaboration d'une vision stratégique pour le Programme de l'UICN 2017–2020 ; et
- l'admission de 273 nouveaux Membres de l'UICN depuis 2012, ainsi que la reconnaissance de six nouveaux Comités nationaux.

Le futur Conseil pour 2017–2020 pourrait souhaiter examiner un certain nombre de questions qui sont décrites en détail dans le rapport écrit du Conseil (document du Congrès WCC-2016-1.5/1 *Rapport du Conseil de l'UICN au Congrès mondial de la nature 2016*). En outre, il est recommandé que le nouveau Conseil examine comment :

- faire en sorte que le processus des nominations et les critères correspondants permettent au Congrès mondial de la nature 2020 d'élire des candidats au Conseil profondément engagés envers la conservation et ayant les compétences et le profil nécessaires pour exercer leur influence auprès d'acteurs politiques et économiques clés, et apporter de nouvelles sources de ressources et de financement nécessaires pour la conservation ; et
- renforcer l'engagement des jeunes et des femmes.

En conclusion, le **Président** souligne que nous sommes entrés dans une ère nouvelle avec l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Il est incontestable que les questions du développement durable et de l'écologie sont maintenant tout en haut de l'agenda mondial. La communauté de l'UICN doit continuer de renforcer et

d'améliorer son rôle particulier et crucial, sans égal lorsqu'il s'agit de proposer des solutions fondées sur la nature, scientifiques, holistiques et résilientes, afin de conserver l'intégrité et la diversité de la nature et de garantir une utilisation équitable et écologiquement durable des ressources naturelles et de la biodiversité. Il est vital que l'UICN continue de soutenir « La nature pour tous », y compris les femmes et les jeunes, et de répondre aux besoins des Membres dans toutes les régions. L'UICN doit promouvoir encore plus la contribution que la conservation et les solutions fondées sur la nature peuvent apporter aux Objectifs de développement durable et à l'Accord de Paris. Pour reprendre le thème du Congrès d'Hawaii, le monde est à la croisée des chemins, face à une décennie d'importance critique dont il faudra saisir les opportunités si l'on veut que l'homme et la nature vivent durablement ensemble sur une planète en bonne santé.

Le **Président** remercie les quatre Vice-Présidents de l'UICN et tous les membres du Conseil, en particulier les Présidents des Commissions de l'UICN et les Présidents des différents Comités, Groupes d'étude et Groupes de travail du Conseil pour leur dévouement à la conservation et à l'Union. Il exprime aussi sa gratitude à la Directrice générale et à tous les membres du Secrétariat qui ont soutenu le Conseil de mille manières, lui permettant de fonctionner efficacement.

Le **Président** donne la parole aux participants pour des questions ou commentaires.

L'**AWAZ Foundation Pakistan Center of Development Services** (Pakistan) demande comment l'UICN intégrera les objectifs et les indicateurs des ODD et aidera à tenir le secteur privé et les gouvernements responsables. Une attention particulière doit être accordée aux approches des ODD fondées sur les droits.

Le **Sierra Club** (États-Unis d'Amérique) se félicite des efforts d'amélioration de la transparence des travaux de l'Union et du Conseil avec la mise en place du portail du Conseil. Toutefois, il reste globalement difficile de naviguer sur le portail de l'UICN et il serait bon que l'on puisse améliorer cela à l'avenir.

Unnayan Onneshan (Bangladesh) souligne la nécessité d'une responsabilité verticale, vers le bas. Le rapport écrit de 10 pages du Conseil ne compte que 19 phrases rhétoriques sur ce que l'UICN fait pour ses Membres. Il importe que le Conseil élabore un plan d'action, avec des indicateurs vérifiables et mesurables, pour renforcer les Membres. L'UICN doit faire des réformes institutionnelles pour créer une organisation du 21^e siècle pouvant se targuer de sa crédibilité démocratique. Cela passe par le renforcement de l'interaction avec les Comités nationaux et régionaux. Il faut assurer une plus grande transparence et une plus grande responsabilité et il serait important de savoir s'il y a des cas de lanceurs d'alerte à l'UICN. Si c'est le cas, quelles mesures ont été prises en réaction ?

Nature Conservation Management (Bangladesh) insiste sur la nécessité de renforcer les capacités des organisations membres en leur fournissant des outils et des programmes de formation depuis les bureaux régionaux et locaux du Secrétariat. Cela n'est pas le cas, contrairement aux attentes, et le Secrétariat devrait jouer un rôle plus actif en matière de mobilisation des ressources pour les Membres.

L'**Association Ribat Al Fath** (Maroc) attire l'attention sur les aires protégées du bassin Méditerranéen, un point chaud de la biodiversité, et demande ce que fait l'UICN pour la Méditerranée.

Nature, Environment and Wildlife Society (Inde) évoque la montée du fondamentalisme et de la violence dans le monde entier et les enjeux pour la conservation de la nature dans certains pays. L'UICN doit traiter cette question et l'initiative La nature Pour Tous pourrait jouer un rôle critique à cet égard.

L'**Association malienne pour la conservation** (Mali) a apprécié la visite du Président à Bamako. Parmi les problèmes dus à l'insécurité, la population d'éléphants partagée entre le Mali et le Burkina Faso diminue en raison du braconnage. L'UICN doit redoubler d'efforts de collaboration avec les Membres du Mali pour atténuer ce problème grave.

Le Club marocain pour l'environnement et le développement (Maroc) préconise de renforcer et de mettre largement en œuvre l'éducation à la conservation afin que les jeunes puissent devenir les champions de la conservation de la nature au sein des communautés et promouvoir ainsi le développement durable dans le monde entier.

Shehri Citizens for a Better Environment (Pakistan) souligne les difficultés rencontrées par le Pakistan en raison du changement climatique. L'UICN devrait pénaliser les pays les plus responsables de la pollution industrielle et aider ceux qui ont besoin d'un appui.

Fundación RIE – Red Informática Ecologista (Argentine) remercie le Président et la Directrice générale pour les efforts qu'ils déploient pour rencontrer les Membres dans les régions. Toutefois, l'UICN doit mieux consulter les ONG communautaires, travailler de manière plus coordonnée avec les Membres qui assistent aux COP et autres réunions internationales importantes et collaborer avec des entités qui ne sont pas Membres de l'UICN mais qui ont des connaissances cruciales sur la conservation. L'Union doit renforcer ses activités de mobilisation de ressources pour les Membres et garantir que les documents de l'Assemblée des Membres soient mis à disposition suffisamment à l'avance pour que les Membres puissent se consulter entre eux.

Le **Président** invite tous les Membres qui souhaitent soulever d'autres points à faire parvenir ceux-ci directement, par écrit, à lui-même ou à la Directrice générale. Quoi que l'UICN ait réussi – ou essayé de réussir – elle devra toujours chercher à s'améliorer. Plusieurs Membres ont fait référence aux ODD et au rôle de l'UICN. Le Conseil, le Secrétariat et les Commissions sont d'avis que les ODD représentent une occasion formidable qui invite à agir. Depuis quatre ans, la Directrice générale et les six Présidents des Commissions ont essayé d'adapter l'approche de l'UICN aux ODD et de profiter de l'expérience des Comités nationaux et régionaux. La première page de la Résolution du Congrès sur les ODD se concentre sur l'intégration et c'est ce qui est reflété dans le Programme, le Plan financier et les orientations politiques de l'UICN. L'UICN doit tenir compte des intérêts convergents. Les gouvernements et ONG Membres doivent se réunir et servir de plateforme où les acteurs clés pourraient se rencontrer. Comment le Conseil peut-il se rendre plus responsable devant les Membres ? Le Conseil travaille avec le Secrétariat et les six Commissions et il est responsable de l'orientation stratégique et des orientations politiques ainsi que de la supervision. Le Secrétariat est responsable de la mise en œuvre. Une attention considérable a été consacrée à l'élaboration du portail de l'UICN et à l'utilisation des réseaux sociaux et tout sera fait pour renforcer ces outils de communication essentiels.

Le **Président** fait remarquer que le Conseil a toujours la question de la responsabilité présente à l'esprit. L'ancien Président et le Conseil avaient déjà fait du bon travail à ce sujet mais l'organisation ne cesse d'apprendre et continuera de progresser pour s'adapter à de nouvelles circonstances. Le Président a saisi l'occasion de rencontrer de nombreux Comités nationaux et régionaux, ce qui a permis de discuter de questions importantes pour les Membres. La réforme institutionnelle est importante ; l'UICN est une démocratie. Les racines sont la partie la plus importante d'un arbre et les politiques et le Programme de l'UICN devraient être élaborés verticalement, de bas en haut mais aussi de haut en bas. Pour cette raison, l'UICN a élargi la participation des Membres, par exemple, avec l'introduction du vote électronique.

Il est nécessaire de renforcer les capacités des Membres en Afrique, en Amérique latine et en Asie, des régions riches en biodiversité. Le Secrétariat doit être guidé vers le renforcement des capacités, la technologie et la mobilisation des ressources dans ces régions. Le changement climatique a été mentionné par plusieurs Membres. Le changement climatique est la menace la plus grave à laquelle la planète est confrontée et le Conseil a fait du changement climatique une priorité principale de l'Union. Il souligne les actions spécifiques menées à cet égard, notamment le rôle de l'UICN dans l'Accord de Paris.

Concernant l'éducation des jeunes et des enfants, rien n'est plus important et des efforts ont été déployés par le Conseil, le Secrétariat et les six Commissions (mais en particulier la Commission de l'éducation et de la communication) pour augmenter la participation des jeunes à l'Union. Placer

l'éducation au centre des préoccupations est nécessaire pour aider à changer les mentalités, les valeurs, les habitudes de consommation et la production.

Concernant les commentaires de la Fundación RIE (Argentine) relatifs à la fourniture de documents du Congrès en temps voulu, il est clair que les documents doivent être mis à la disposition des Membres suffisamment à l'avance pour permettre la consultation. Il considère que le Secrétariat et le Comité d'accueil hawaïen ont tout fait pour assurer une bonne préparation du Congrès et qu'un bon travail a été fait concernant la fourniture de la documentation mais naturellement, il y a toujours place pour des améliorations.

La **Directrice générale** commente, à propos des « lanceurs d'alerte », que l'UICN a un code de conduite clair, lequel tient le Conseil, les Membres et le personnel du Secrétariat responsables. Concernant la mise à disposition des documents du Congrès, tous les documents relatifs aux décisions ont été mis à disposition le 1^{er} juin 2016 et les autres documents ont été publiés le 11 juillet 2016 dans les trois langues. Le Secrétariat a fait de grands efforts pour améliorer le portail mais il est noté que ce dernier pourrait être plus réactif et « intelligent ». L'UICN doit améliorer ses performances pour réunir ses Membres lors d'événements majeurs tels que les COP. Cela pourrait supposer l'organisation d'activités parallèles pour les Membres. Ce point est bien reçu et le Secrétariat impliquera les Directeurs régionaux afin d'obtenir une plus grande participation des Membres sur les moyens d'améliorer les choses à l'avenir.

Le **Président** invite les quatre Vice-Présidents à répondre.

John Robinson note que plusieurs questions émanant des Membres portent sur la manière dont l'UICN prévoit de renforcer l'information et l'engagement des Membres. Le Conseil est élu par les Membres et fait des progrès en ce qui concerne l'approche « Un Seul Programme » pour renforcer la transparence. Certaines questions concernent la manière dont l'expertise des Commissions s'inscrit dans les travaux de l'Union. Le Conseil s'efforce d'y répondre ainsi qu'à d'autres questions qui peuvent être considérées comme des « travaux en progrès ».

Pour **Miguel Pellerano**, l'UICN doit se concentrer encore plus fortement sur la transparence, l'accès à l'information, l'éducation, le renforcement des capacités, la solidarité accrue et le renforcement des Membres. Tout cela est nécessaire pour que l'organisation fasse un meilleur travail.

Marina von Weissenberg considère qu'une bonne partie de la discussion revient à traiter d'un travail d'équipe efficace. Les Membres et le Conseil ne doivent faire qu'un. Cela signifie qu'il doit y avoir un excellent échange d'informations entre le Conseil et les Membres. L'UICN est une famille diverse et belle mais l'organisation à elle seule ne peut pas tout faire. Il convient de se focaliser et d'établir des priorités mais aussi d'être unis.

Malik Amin Aslam Khan explique que l'UICN s'est très fortement engagée à la fois dans l'Accord de Paris et les ODD. La véritable difficulté consiste à savoir ce qu'il faut faire maintenant. L'UICN doit être un leader dans le processus d'application et c'est une question à laquelle le Conseil devra s'attacher dans les quatre prochaines années, notamment par un engagement continu auprès des Membres via un processus permanent. Il importe que les Comités régionaux et nationaux restent engagés.

Le **Président** remercie la Directrice générale et les quatre Vice-Présidents. Il affirme aux Membres que leurs préoccupations figurent en bonne place sur l'agenda du Conseil. La réforme institutionnelle et celle de la gouvernance ainsi qu'une responsabilité accrue, y compris le rôle des Comités régionaux et nationaux, tout cela a besoin de la participation des Membres.

Point 1.6 de l'ordre du jour – Premier rapport du Comité des résolutions et enregistrement en bloc des motions adoptées avant le Congrès par vote électronique

Le **Président** rend hommage à l'engagement et au travail accompli par le Groupe de travail sur les résolutions et invite le Président désigné du Comité des résolutions du Congrès à présenter le rapport du Comité.

Le **Président désigné du Comité des résolutions** (Simon Stuart) rappelle que par vote électronique, en avril 2015, les Membres de l'UICN ont adopté le processus révisé des motions à une majorité écrasante. À la date du 12 février 2016, 135 motions (129 émanant des Membres, 6 du Conseil) ont été soumises en ligne et revues par le Groupe de travail sur les motions (GTM) :

- 38 ont été acceptées par le GTM, sous leur forme originale
- 43 ont été acceptées avec des amendements
- 21 motions ont d'abord été rejetées par le GTM mais 4 ont ensuite été réinstaurées après appel
- 33 motions couvrant des thèmes étroitement liés ont été fusionnées par le GTM qui en a fait 14 motions

Cela signifie qu'au total, 99 motions ont été publiées. Durant les mois de mai et juin 2016, ont eu lieu les toutes premières discussions en ligne des motions préparées pour le Congrès mondial de la nature de l'UICN. Les Membres de toutes les régions et les représentants d'autres éléments constitutifs de l'UICN ont participé activement comme en témoignent certaines statistiques impressionnantes ; par exemple, il y a eu un total de 5161 interventions, y compris 4133 interventions de 206 Membres. On peut comparer ce chiffre avec 200 interventions en plénière sur les motions, par 100 Membres, à Jeju.

Pour le processus décisionnel de l'UICN, c'était là une toute nouvelle manière de travailler et le caractère démocratique s'est trouvé renforcé par une augmentation significative de la participation des Membres de l'UICN au débat sur les motions. Le nouveau processus n'a pas seulement accru l'engagement des Membres mais il a aussi assuré une plus grande transparence. Il convient de remercier les facilitateurs volontaires de tous les éléments de l'UICN qui ont fait un excellent travail en soutenant et modérant les discussions en ligne, ainsi que l'équipe des motions du Secrétariat.

La discussion en ligne terminée, le GTM a conclu que 85 motions étaient prêtes pour un vote électronique tandis que huit seraient communiquées au Congrès pour poursuivre la discussion et voter ; six motions étaient déjà identifiées comme méritant des discussions au niveau mondial en raison de leur importance stratégique. Six autres motions sur la gouvernance seraient discutées durant le Congrès.

La période du vote électronique s'est ouverte le 3 août et a été clôturée le 17 août 2016. Les 85 motions ont été approuvées par scrutin électronique, certaines avec des amendements.

Indépendamment du nombre de motions soumises à la discussion en ligne et votées avant le Congrès ou à la discussion et au vote durant le Congrès lui-même, toutes les décisions résultantes (résolutions et recommandations) auront la même validité.

Conformément au paragraphe 62 *septimo* des Règles de procédure, les 85 motions adoptées par vote électronique avant le Congrès sont présentées pour enregistrement en bloc sans réouverture de la discussion ou du vote sur aucune d'entre elles.

Le **Président** donne la parole aux participants pour des questions ou commentaires.

National Environmental Law Association (Australie) demande si l'analyse des discussions en ligne serait entreprise afin que les Membres aient une meilleure vue d'ensemble des questions fondamentales soulevées, notamment du point de vue des motions sur la gouvernance.

Antarctic and Southern Ocean Coalition (États-Unis d'Amérique) considère que la comparaison statistique entre le processus des motions de Jeju et celui de Congrès précédents est inexacte car elle ne tient pas compte de la participation à de nombreux groupes de contact établis durant ces Congrès.

Development of Biotechnology and Environment (Bangladesh) fait observer que certaines motions auraient pu impliquer des conflits d'opinions entre les gouvernements et les ONG. Comment les gouvernements ont-ils participé au processus ? Quelle a été leur réaction à ces motions ? Comment les Membres peuvent-ils obtenir d'autres informations ?

Environment & Conservation Organizations of New Zealand (Nouvelle-Zélande) exprime son intérêt à connaître le nombre de Membres ayant accédé aux motions relatives à la gouvernance. Ces motions étaient placées tout à fait à part sur le site web de l'UICN et n'ont figuré sous la rubrique « Motions » que longtemps après. Certains Membres ont indiqué qu'ils n'avaient pas été conscients de l'existence de ces six motions.

Czech Union for Nature Conservation (République tchèque) demande le nombre de Membres qui ont choisi d'expliquer leur vote pour le compte rendu et comment l'on peut trouver ces explications sur le portail de l'UICN.

Bangladesh Unnayan Parishad (Bangladesh) attire l'attention sur les difficultés techniques rencontrées par certains Membres pour participer facilement aux discussions et aux processus de vote en ligne.

Le **Département des affaires environnementales** (Afrique du Sud) attire l'attention sur la question des motions qui demandent des mesures pouvant être en conflit avec la législation nationale. Le Département des affaires environnementales a discuté avec les auteurs d'une de ces motions relatives à l'Afrique du Sud afin de trouver une solution mutuellement acceptable mais croit comprendre que cette motion est maintenant votée.

ICLEI – Les gouvernements locaux pour le développement durable attache une très haute priorité aux motions relatives à la gouvernance et estime qu'il est important de souligner la différence entre ces motions et les motions techniques et politiques qui ont fait l'objet de la discussion et du vote en ligne.

Human Resources Development Network (Pakistan) commente les consultations sur la gouvernance au niveau mondial et demande davantage d'informations sur la manière dont l'UICN a collaboré avec ses Membres, dans le monde entier, tout en travaillant à la réforme de l'institution.

Le **Ministère des relations extérieures** (Équateur) demande une réflexion sur la présentation et la séquence des motions mises en ligne pour discussion et vote afin que les Membres aient une meilleure vue globale des motions dans leur ensemble.

Le **Centre de suivi écologique** (Sénégal) note que les motions proposées durant les réunions sous-régionales pour l'Afrique centrale et de l'Ouest ne figuraient pas dans la liste des motions soumises à la discussion et au vote en ligne et demande une explication sur les raisons.

SEO/BirdLife, Sociedad Española de Ornitología (Espagne) demande aussi des éclaircissements sur le processus, avant le débat en ligne, lorsque les motions soumises ont été filtrées par le GTM. SEO BirdLife Espagne a soumis une motion qui a été rejetée par le GTM. SEO BirdLife Espagne a ensuite fait appel mais l'appel a également été rejeté sous prétexte que la motion n'est pas cohérente avec les objectifs de l'Union. L'explication reçue était beaucoup trop brève et nécessite une justification plus approfondie.

Le **Centre d'étude de l'environnement** (Cameroun) demande comment l'UICN prévoit de renforcer la participation des gouvernements de la sous-région d'Afrique de l'Ouest et centrale.

Le **Ministère de l'environnement** (Japon) attire l'attention sur les problèmes rencontrés pour afficher les commentaires en temps voulu vu la nécessité de mener une discussion interne et de parvenir à un consensus avant de faire une intervention publique dans le débat en ligne. Le Secrétariat est-il conscient de ces problèmes et est-il possible d'apporter des améliorations qui permettraient d'éviter ces problèmes à l'avenir ?

Répondant aux interventions, le **Président désigné du Comité des résolutions** observe que le débat en ligne a été extraordinairement riche. Concernant la comparaison faite entre la participation au processus de révision des motions et la participation aux précédents Congrès, il faut admettre que les groupes de contact n'ont pas été pris en compte mais qu'il n'y avait pas de données disponibles sur le nombre de groupes de contact établis ou sur le taux de participation en leur sein. Qu'un Membre ait participé ou non à la discussion d'une motion donnée et la manière dont les Membres avaient voté n'étaient pas des informations publiques. Les gouvernements et les ONG ont pu librement constater comment ils avaient voté les uns et les autres et ils ont été traités de manière égale dans le processus. Les six motions relatives à la gouvernance ont effectivement été intégrées dans une partie séparée du site web mais sont maintenant clairement indiquées. Globalement, le Groupe de travail a estimé qu'avec un changement aussi important, le processus de révision des motions a bien fonctionné mais qu'il y a certainement des choses qui peuvent être améliorées. Les Membres qui souhaitent verser au compte rendu une explication de leur vote sur une motion ou plusieurs peuvent le faire en soumettant leurs commentaires à l'adresse de courriel spécifiquement dédiée au processus des motions.

En ce qui concerne les questions techniques et de TI, il est clair qu'il y a eu des problèmes mais à la connaissance du GTM, aucun Membre n'a été empêché de participer au vote électronique des motions avant le Congrès.

En ce qui concerne le temps imparti à la consultation interne, la période du débat en ligne a duré deux mois par comparaison avec quelques heures pour un groupe de contact mais il est admis que les gouvernements ont parfois des procédures de consultation interne plus complexes et que le processus des motions doit en tenir compte.

Le Comité des résolutions du Congrès souhaiterait recevoir en plus grand détail des suggestions visant à améliorer la présentation et la séquence des motions plutôt que de simplement les énumérer une à une.

Les Membres préoccupés par le fait que certaines motions ont été jugées irrecevables sont invités à prendre directement contact avec le Comité des résolutions du Congrès.

La **Directrice générale** considère qu'une analyse du débat en ligne des motions serait un exercice intéressant et très utile. Elle confirme que le Secrétariat compilera les données pertinentes et notifiera les Membres lorsque cette analyse sera disponible sur le portail de l'UICN. Elle ajoute qu'un courriel a été envoyé aux Membres le 30 août 2016 pour résumer le vote électronique et qu'il comprenait un lien vers des détails sur la manière dont les Membres avaient voté.

Le **Président désigné du Comité des résolutions** précise que toutes les explications des votes reçues des Membres avant le Congrès ont déjà été intégrées sur le portail des motions. Le but est d'assurer la plus grande transparence possible. Il rappelle qu'au titre du paragraphe 62 *septimo* des Règles de procédure, l'Assemblée des Membres est priée de prendre une décision enregistrant les motions adoptées par vote électronique.

Le Congrès prend la décision suivante [[référence de vote](#)] :

DÉCISION 3

Le Congrès :

ENREGISTRE les motions énumérées dans le document WCC-2016-1.6/3, adoptées

avant le Congrès par vote électronique.

DEMANDE au prochain Conseil de l'UICN :

- de permettre aux Membres de l'UICN de fournir des informations sur la discussion et le vote électronique en ligne des motions avant le Congrès dans le but d'améliorer le processus des motions à l'avenir ; et
- si nécessaire, de préparer des amendements aux Règles de procédure (ces amendements devront être soumis à un vote électronique par les Membres de l'UICN avant le lancement du processus des motions du Congrès 2020).

Le **Président désigné du Comité des résolutions** rappelle que, par décision du Comité directeur du Congrès, le délai de soumission de nouvelles motions est fixé à 18:30, le 6 septembre 2016, ou à la fin de la 2^e séance, l'horaire le plus tardif étant retenu. Toute nouvelle motion nécessite au moins dix coparrains en plus du parrain principal et doit se conformer aux critères fixés dans le paragraphe 52 des Règles de procédure.

Les motions qui n'ont pas encore été votées ainsi que toute nouvelle motion jugée recevable par le Comité des résolutions du Congrès seront présentées pour discussion en plénière et dans les groupes de contact. Les délégués peuvent proposer des amendements à n'importe quelle motion ouverte au débat. Le meilleur moyen de le faire consiste à passer par le groupe de contact mais les amendements peuvent également être présentés en plénière ou par écrit. Les soumissions par écrit doivent être faites avant 18:00 la veille de la date à laquelle la motion doit être discutée en plénière.

Le **Président** remercie le **Président désigné du Comité des résolutions** et invite la **Présidente désignée du Comité de la gouvernance du Congrès** à présenter officiellement les motions relatives à la gouvernance.

La **Présidente désignée du Comité de la gouvernance** (Margaret Beckel) résume brièvement le but et le programme principaux des groupes de contact pour les six motions relatives à la gouvernance.

Le **Président** donne la parole aux participants pour des questions.

Répondant à une question du **Tropical Resources Institute (Yale School of Forestry)** (États-Unis d'Amérique), la **Directrice générale** confirme que les amendements proposés au Programme de l'UICN 2017–2020 peuvent être soumis par courriel.

En réponse à une question du **Centre for Sustainable Development** (République islamique d'Iran), la **Présidente désignée du Comité de la gouvernance du Congrès** précise que les groupes de contact seront libres de discuter de n'importe quelle question pertinente pour les six motions relatives à la gouvernance ; les groupes de contact ne sont pas limités à la discussion du texte entre crochets.

Avant de lever la séance pour le déjeuner, le **Président** note que la discussion du point 1.3 de l'ordre du jour et celle du point 1.8 de l'ordre du jour seront reportée à la 2^e séance, et la discussion du point 1.7 de l'ordre du jour à la 4^e séance.

2^e séance de l'Assemblée des Membres

Mardi 6 septembre 2016 (14:30–18:00)

La 2^e séance est présidée par la **Vice-Présidente de l'UICN, Marina von Weissenberg** (Conseillère régionale pour l'Europe de l'Ouest).

Point 1.8 de l'ordre du jour – Information sur l'objet et le processus des Engagements d'Hawaï (reporté de la 1^{re} séance)

Le **représentant du Groupe de travail du Comité directeur du Congrès sur les Engagements d'Hawaï** (John Robinson) présente la vue d'ensemble des Engagements d'Hawaï, une déclaration résumant les problèmes clés, les enjeux, les aspirations, les nouvelles idées et mesures émanant des débats fructueux du Congrès. Les Engagements d'Hawaï ne sont pas un texte négocié. Le terme « engagements » est utilisé dans ce sens pour transmettre l'engagement collectif de l'Union envers la conservation ainsi que le sentiment d'urgence inscrit dans le thème du Congrès « *Planète à la croisée des chemins* ». Un processus interactif, supervisé par un Groupe de travail établi par le Comité directeur du Congrès, sera suivi dans la rédaction des Engagements d'Hawaï. Il tiendra compte des notes des rapporteurs et des commentaires des participants au Congrès sur les projets de versions du texte qui seront mis à disposition en ligne, avec des délais clairs pour la soumission des contributions. Le Groupe de travail se compose de deux Conseillers (Brendan Mackey et John Robinson), d'un représentant du pays hôte et de deux jeunes professionnels du Samoa et des Îles Salomon.

La **Présidente de séance** donne la parole aux participants pour des questions ou commentaires ; il n'y a pas d'interventions.

Point 2.1 de l'ordre du jour – Présentation du projet de Programme et de Plan financier de l'UICN 2017–2020

La **Présidente de séance** (Marina von Weissenberg) explique que le projet de Programme et de Plan financier de l'UICN 2017–2020 est présenté à la 2^e séance afin de donner aux Membres une vue d'ensemble de ces documents extrêmement importants avant la discussion des questions d'importance stratégique (point 2.2 de l'ordre du jour) afin que l'Assemblée puisse tenir compte de toute question émanant de ces discussions pouvant affecter le projet de Programme et/ou de Plan financier. Un débat sur le fond, pour ces deux documents, aura lieu à la 6^e et à la 8^e séance respectivement.

La **Présidente de séance** invite la **Présidente désignée du Comité du Programme du Congrès** (Tamar Pataridze) à venir sur le podium et demande à la **Directrice générale** de présenter le projet de Programme et de Plan financier 2017–2020.

La **Directrice générale** note que le projet de Programme a été élaboré sur une longue période de temps, l'atelier de rédaction d'origine ayant eu lieu en janvier 2015. Il est évident que le projet de Programme ne peut pas décrire en détail les priorités de chaque Membre, mais il doit être vu comme définissant l'espace de travail global que tous les Membres reconnaissent comme une priorité. Il est également important de reconnaître qu'il s'agit d'un projet de Programme pour l'Union dans son ensemble et pas seulement pour le Secrétariat et que les travaux des six Commissions et des Membres seront essentiels à sa réalisation. Le document a été mis en ligne pour consultation entre le 1^{er} juin 2015 et le 29 février 2016 et les Membres ont également pu apporter leur contribution dans le cadre des Forums régionaux de la conservation. Les commentaires reçus des Membres et des Commissions ont été rassemblés et des travaux approfondis ont été réalisés afin d'en tenir compte.

La **Directrice générale** donne la parole à la **Directrice mondiale du Groupe des politiques et du Programme de l'UICN** (Cyriaque Sendashonga), qui renvoie les Membres aux documents du Congrès *WCC-2016-2.1-1 Programme de l'UICN 2017-2020* et *WCC-2016-2.1-1-Annexe 1 Programme de l'UICN 2017-2020*. Elle explique que le projet de Programme pour 2017–2020 s'appuie sur le Programme de 2013–2016. Celui-ci représente une fondation extrêmement solide avec une ambition de haut niveau attachée à chacun des trois domaines du Programme. Il est nécessaire de continuer de satisfaire ce haut niveau d'ambition dans le nouveau Programme mais aussi de s'aligner intégralement sur les enjeux et les opportunités émergents.

Le projet de Programme 2017–2020 est organisé autour de trois résultats mondiaux (« Valoriser et conserver la nature » ; « Promouvoir et soutenir une gouvernance efficace et équitable des ressources naturelles » ; et « Déployer des solutions fondées sur la nature pour relever les enjeux de société »), neuf sous-résultats (trois par résultat mondial) et 29 objectifs et qu'il est explicitement conforme aux ODD et aux Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. Les principales améliorations introduites à cet égard concernent le suivi de la mise en œuvre du Programme afin de mieux tenir compte de ce qui se passe à l'échelle de l'Union. Le portail des projets offre les principaux moyens d'y parvenir. Des travaux sont en cours pour finaliser les indicateurs et les références de portée mondiale afin de renforcer les preuves d'impact des travaux de l'UICN. L'approche Un Seul Programme continue d'être fondamentale et, dans cet esprit, les Membres ont été priés de répondre, avant la fin de 2016, à un bref questionnaire visant à rassembler les contributions prévues (par exemple, dans le cadre de l'application de projets, de l'appui financier ou de l'appui en nature) à chacun des sous-résultats.

La **Présidente de séance** remercie la **Directrice mondiale du Groupe des politiques et du Programme de l'UICN** et donne la parole à la **Directrice générale** afin qu'elle présente le Plan financier 2017–2020.

La **Directrice générale** renvoie les Membres aux documents du Congrès *WCC-2016-2.1-2 Plan financier de l'UICN 2017-2020* et *WCC-2016-2.1-2-Annexe 1 Plan financier de l'UICN 2017-2020*. Elle décrit la réalité à laquelle sont confrontées les organisations internationales du monde entier, en particulier dans un contexte financier changeant. Compte tenu de conflits régionaux, des migrations et de la menace du terrorisme, les gouvernements réorientent leurs priorités en matière d'aide publique au développement. Malheureusement, pour de nombreux gouvernements, cette décision se traduit par une baisse de priorité des questions de conservation et d'environnement. On a donc constaté un déclin des fonds non affectés car les donateurs préfèrent associer leur appui financier à des résultats spécifiques. Toutefois, le Secrétariat prend des mesures pour répondre à cette difficulté, notamment en améliorant son efficacité opérationnelle mais aussi en alignant étroitement le projet de Programme 2017–2020 sur les ODD et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité et en fixant des indicateurs et des références correspondantes pour montrer plus clairement l'efficacité et l'impact des travaux de l'UICN.

Le **Responsable en chef des finances** (Michael Davis) donne d'autres précisions sur le Plan financier 2017–2020. L'objectif global consiste à financer l'élément Secrétariat du projet de Programme bien qu'il soit reconnu que l'application du Programme sera également réalisée par les Commissions et les Membres. Les objectifs complémentaires sont : augmenter le portefeuille de projets ; se concentrer sur les approches programmatiques régionales et mondiales ; augmenter la participation des Membres et partenaires dans l'approche Un Seul Programme, notamment par la croissance des subventions et le rôle de l'UICN en tant qu'organisme d'exécution pour les mécanismes de financement associés aux accords multilatéraux sur l'environnement.

Durant la nouvelle période quadriennale, le Secrétariat a l'intention d'obtenir : 51 millions CHF des contributions des Membres, 42 millions CHF des partenaires-cadres et 22 millions CHF d'autres sources de financement non affectées, générant ainsi au total 115 millions CHF de revenu non affecté, correspondant à environ 20% du revenu total. Les fonds de projets devraient atteindre 462 millions CHF et constituer environ 80% du revenu total. Pour la période 2012–2016, la proportion correspondante de revenu non affecté par rapport au revenu affecté est de 25% : 75%. En conséquence, comme précédemment indiqué par la Directrice générale, l'Union prévoit une diminution importante de la proportion de fonds non affectés.

Il importe de continuer d'améliorer les systèmes et la technologie de l'information. L'UICN est en train de mettre en œuvre une infrastructure de réseau mondial étendu et de TI normalisée. Depuis deux ans, le cadre des procédures de l'Union a été renforcé par l'élaboration d'un système de gestion environnementale et sociale (SGES) et par l'amélioration des directives et normes de projets (DNP), qui devraient aider à garantir la qualité et le contrôle du Programme.

La **Présidente désignée du Comité du Programme du Congrès** indique que selon son cahier des charges, le Comité doit examiner les amendements proposés au projet de Programme et transmettre ses observations et recommandations correspondantes à l'Assemblée des Membres. Un groupe de contact modéré par les **Vice-Présidents John Robinson** et **Malik Amin Aslam Khan** a été établi pour servir de forum à la discussion des amendements proposés qui doivent être soumis par écrit avant la première réunion du groupe de contact prévue à 13:00, le mercredi 7 septembre 2016.

Répondant à une motion d'ordre soulevée par le **Ministère de l'environnement et du développement** (Sénégal), la **Présidente de séance** indique qu'il y aura amplement l'occasion de débattre du projet de Programme et de Plan financier durant les séances plénières futures de l'Assemblée des Membres.

Point 2.2 de l'ordre du jour – Débats sur les questions d'importance stratégique pour l'Union

La **Présidente de séance** (Marina von Weissenberg) invite la **Directrice générale** (Inger Andersen) à expliquer le but de ce point de l'ordre du jour.

La **Directrice générale** indique que, même si elle n'était pas personnellement présente à l'époque, le retour d'informations du Congrès mondial de la nature de Jeju, en 2012, a clairement mis en évidence le besoin d'avoir une conversation de niveau stratégique sur les domaines dans lesquels l'UICN doit s'engager plus profondément. Cela pourrait aider à orienter la direction future de l'Union. Cette partie de l'ordre du jour n'est pas un processus formel, ni le résultat d'une décision, mais plutôt un espace pour les débats de l'Assemblée sur les grandes questions que l'UICN doit affronter en tant que communauté de la conservation. Sur les nombreux thèmes possibles, le Conseil en a choisi trois : le lien entre agriculture et biodiversité ; les océans ; et rassembler les partisans de la nature.

2.2.1 Comment l'UICN doit-elle relever le défi de conserver la nature face à une agriculture industrielle

La **Présidente de séance** invite l'oratrice principale et modératrice, **M^{me} Ruth Richardson** – Directrice exécutive de Global Alliance for the Future of Food, à la rejoindre sur le podium, avec les trois autres intervenants :

- **M. Alexander Müller** – Principal auteur, TEEBAgriFood (The Economics of Ecosystems and Biodiversity for Agriculture and Food) ;
- **M. Jeffrey Sachs** – SDSN/Columbia University Earth Institute ; et
- **M. Jason Clay** – Vice-Président principal de Markets and Food et Directeur exécutif de Markets Institute au Fonds mondial pour la nature États-Unis.

Ruth Richardson explique qu'elle va prononcer quelques remarques d'introduction avant d'inviter chacun des participants à apporter leur avis et leur expertise. Elle leur donnera le temps de discuter entre eux avant de donner la parole aux Membres pour des questions et commentaires. Certes, le temps imparti limitera inévitablement le nombre de questions qui pourront être traitées durant la séance elle-même mais toutes les questions soumises seront rassemblées par le Secrétariat et contribueront au débat permanent post-Congrès auquel tous les Membres sont vivement conviés. L'alimentation et l'agriculture sont un sujet souvent contentieux de sorte qu'elle invite toutes les personnes présentes à participer à la discussion dans un esprit de dialogue ouvert.

La présentation liminaire de **Ruth Richardson** tourne autour du principe selon lequel les systèmes ayant généré une toile interconnectée de problèmes mondiaux sont les mêmes que ceux qui pourraient fournir les solutions. Prendre soin de la nature signifie également prendre soin de l'alimentation et de l'agriculture. Elle félicite l'UICN qui ouvre un espace au débat actuel et exprime la nécessité de réconcilier l'agriculture et les écosystèmes. Dans le cadre de ce processus, l'UICN et Global Alliance

for the Future of Food ont coparrainé une activité parallèle du Congrès visant à mieux comprendre les possibilités qui pourraient offrir les meilleurs moyens de progresser. Les chefs de file des différents secteurs ont été priés de déterminer les trois possibilités principales ou « chemins d'influence » du point de vue de l'alimentation et de l'agriculture pour traiter les questions les plus critiques de la planète et en priorité celles qui offrent le plus grand potentiel de conduire rapidement à un changement positif. Les trois principales possibilités ayant émergé sont :

- rassembler des organisations et initiatives séparées pour cartographier et analyser des systèmes complexes ;
- évaluer les coûts et les effets des systèmes alimentaires clés dans le but de réformer les finances publiques ; et
- encourager la transparence et la traçabilité de la gouvernance locale, régionale et mondiale et des marchés de matières premières relatifs à l'alimentation et à l'agriculture.

Ces trois thèmes forment un ensemble pouvant fournir un chemin critique pour remplir les Engagements d'Hawaii et, en réalité, de nombreuses actions sont déjà mises en œuvre par une pléthore d'organisations, comme la discussion qui suit le reflétera sans aucun doute.

Ruth Richardson invite chaque participant, à son tour, à contribuer à la discussion. Les contributions sont résumées ci-dessous.

Alexander Müller (Principal auteur, TEEBAgriFood – The Economics of Ecosystems and Biodiversity for Agriculture and Food) souligne trois messages clés :

- l'Objectif de développement durable #2 sur l'éradication de la faim pourrait justifier la conduite, par l'UICN, d'une évaluation de ce qui est nécessaire pour que l'agriculture devienne durable ;
- l'UICN doit faire de l'étude mondiale TEEBAgriFood un succès. Cette étude largement consultative fournirait des évaluations complètes du complexe des « systèmes éco-agri-alimentaires », notamment en mettant l'accent sur toute la chaîne de valeurs agricoles du point de vue de ses interactions multiples avec l'état de l'environnement, le bien-être socioéconomique et la santé humaine ; et
- la production industrielle d'aliments porte préjudice à la nature. Les Membres de l'UICN ont un rôle essentiel à jouer en tant que gardiens à la fois de la diversité génétique nécessaire pour se prémunir contre les effets du changement climatique et de services écosystémiques fondamentaux pour la production alimentaire, comme la pollinisation.

Jeffrey Sachs (SDSN/Columbia University Earth Institute) souligne un point par-dessus tout, à savoir les liens entre la complexité de parvenir à la durabilité de la production agricole, l'absence de lignes directrices ou de mesures correspondantes, et une proposition qui en découle pour que l'UICN montre la voie dans l'analyse qui ne soit pas cantonnée à l'évaluation mais aboutisse aussi à la préparation de plans d'action. On peut observer un parallèle dans les travaux déjà réalisés dans la sphère de l'énergie pour que le système mondial se dirige vers un avenir sobre en carbone. Une approche semblable pour l'agriculture pourrait entraîner le développement de cartes d'occupation des sols intégrées tenant compte des stress environnementaux et respectant les conditions limites mondiales et locales.

Jason Clay (Vice-Président principal de Markets and Food et Directeur exécutif de Markets Institute au Fonds mondial pour la nature États-Unis) souligne qu'il importe d'examiner les problèmes environnementaux dans une optique économique et sociale. La communauté de la conservation doit mieux se préparer, se projeter 30 à 40 ans dans l'avenir, pour décider des problèmes clés et revenir avec des solutions innovantes. Il est urgent de disposer de paramètres planétaires mesurables pour les habitats, la biodiversité, les sols, l'eau, les émissions de gaz à effet de serre et la toxicité relatifs à l'agriculture ainsi que de normes d'évaluation des tendances de ces mesures. Les ODD pertinents contiennent des indicateurs mais pas de paramètres mesurables et il convient de mettre ceux-ci au

point rapidement. Il souligne aussi l'importance de traiter la pauvreté et l'absence de moyens d'existence de substitution comme moteurs d'une agriculture préjudiciable pour l'environnement. Ces problèmes ne peuvent pas être résolus par les seuls écologistes car une large gamme de compétences et d'expertise doit intervenir. En outre, jusqu'à 90% de la production alimentaire dépendent de subventions « habituelles » plutôt que d'approches innovantes et plus durables. Un avenir durable pour l'agriculture repose sur une production plus efficace, la réduction des déchets et, ce qui est plus controversé – d'un point de vue politique et commercial classique – des changements dans la consommation.

Ruth Richardson remercie les intervenants et invite le public à discuter des principaux points soulevés par les orateurs puis à soumettre des questions en ligne. Parmi les questions soulevées par les Membres, on peut citer :

- Comment équilibrer la conservation et la nécessité de nourrir une population mondiale en augmentation ?
- Comment œuvrer aux questions de pauvreté et garantir que les pauvres conservent la nature et aient accès aux ressources naturelles ?
- Comment atténuer les impacts de l'agriculture industrialisée et du système actuel de consommation ?
- Quel est le rôle du gouvernement et de la société civile dans la mise en œuvre des mesures requises pour rendre possible une agriculture durable ?

Les **orateurs** ont répondu à chacune des questions à tour de rôle, en soulignant notamment :

- la nécessité de traiter sérieusement les conséquences d'une croissance de la population en Afrique subsaharienne, qui devrait atteindre quatre milliards d'habitants d'ici à 2100 (Jeffrey Sachs) ;
- l'importance de l'éducation universelle pour les filles comme élément fondamental du développement durable (Jeffrey Sachs) ;
- la nature et les écosystèmes sont le capital des pauvres – sans accès à des terres fertiles, ils ne sont pas en mesure de nourrir leurs familles. Une stratégie clé pour la survie consiste à garantir la pérennité de systèmes riches en biodiversité comme moyen d'éviter de reposer sur des cultures uniques – c'est-à-dire l'opposé des monocultures industrielles (Alexander Müller) ;
- la nécessité de comprendre les incidences de pressions sans précédent et croissantes sur les systèmes de production agricole et les écosystèmes, en particulier dans le contexte du changement climatique. La nature est le système qui entretient la vie pour l'avenir de l'agriculture (Alexander Müller) ;
- la nécessité d'agir sur trois fronts, aucun d'entre eux n'étant actuellement suffisant à lui seul, à savoir : une production plus efficace, la réduction du gaspillage et (en particulier) un changement dans la consommation. Ce dernier point est une vérité qui dérange et il faut des discussions rigoureuses et scientifiques pour trouver un moyen rationnel de progresser (Jason Clay) ;
- des gouvernements dysfonctionnels, l'absence d'investissement public et l'irresponsabilité du secteur privé signifient qu'une crise se profile pour laquelle il n'y a pas encore de feuille de route ou de planification fondée sur des objectifs. Les scientifiques, les experts en agriculture et les institutions telles que la FAO, le PNUE et l'UICN doivent agir et prendre la tête du mouvement (Jeffrey Sachs) ;
- l'accent mis sur la réduction des coûts de production des cultures sans examiner de manière adéquate les externalités telles que la pollution, la perte de biodiversité et les impacts pour la santé, et la nécessité qui en découle de s'éloigner du paradigme de la « nourriture bon marché ». Il faut une approche multidisciplinaire nouvelle pour éviter les cloisonnements et réduire la dominance des intérêts particuliers (Alexander Müller) ;

- les exemples les plus prometteurs sont ceux où des entreprises du secteur privé et des producteurs de la société civile partagent des informations sur les impacts et les investissements consacrés à l'atténuation afin de trouver des moyens durables de progresser. L'industrie d'élevage des saumons est un cas excellent. Lorsque l'industrie et la société civile collaborent effectivement, les gouvernements tendent à suivre car ils ne prendraient pas eux-mêmes la tête du mouvement (Jason Clay).

Ruth Richardson observe que c'est tout juste le début d'un très vaste dialogue et qu'il y a un besoin clair d'organiser une alliance mondiale sur cette question stratégique. Elle résume les principales conclusions du groupe de discussion comme suit :

- le débat ne devrait pas se concentrer seulement sur l'agriculture industrielle mais plutôt sur tous les systèmes agriculture/alimentation dans toute leur complexité ;
- la question est urgente ;
- il est encore nécessaire d'élaborer des feuilles de route pour le changement – à échelle suffisante et rapidement – pour guider les pays dans une transition vers des systèmes agricoles durables ; et
- l'UICN doit adopter un rôle de chef de file pour réagir au problème et montrer l'exemple.

2.2.2 Comment l'UICN doit-elle relever le défi de préserver la santé des océans ?

La **Directrice générale** fait observer que cette question stratégique a déjà été un thème clé du Congrès, avec environ 175 séances consacrées aux questions relatives aux océans durant le forum. Le débat se partagera en deux groupes traitant les thèmes spécifiques des plastiques et des pêches, respectivement. Il s'agit d'explorer ce que l'UICN, en tant qu'Union, doit faire pour promouvoir les mesures urgentes requises.

Le premier groupe, traitant du sujet des océans et des plastiques, est présenté et modéré par **M^{me} Lauren Wenzel**, Directrice du National Marine Protected Areas Center de la NOAA. Les intervenants sont :

- **M. Pierre-Yves Cousteau** – Responsable du Programme marin de l'UICN et Président de Cousteau Divers ;
- **M. Jeroen Dagevos** – Chef des programmes à la Plastic Soup Foundation ; et
- **M^{me} Birguy Lamizana-Diallo** – Responsable de programmes, PNUE – Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres et Vice-Présidente de la Commission de la gestion des écosystèmes de l'UICN.

Lauren Wenzel commente les possibilités offertes par l'organisation du Congrès aux îles Hawaii pour réfléchir aux impacts des plastiques dans l'océan. Elle fait remarquer que le concept de « économie du plastique » est largement utilisé pour décrire le monde dans lequel nous vivons et que si nous ne changeons pas notre façon de faire, il y aura plus de plastiques que de poissons dans les océans d'ici à 2050. Tout cela a des incidences profondes sur les peuples et la nature. Elle invite les Membres à soumettre leurs questions en ligne et, parmi celles-ci, on peut citer :

- Pourquoi ne considérons-nous pas les plastiques comme un problème international à l'instar du changement climatique ?
- Comment faire participer les entreprises à la résolution du problème ?
- Peut-on traiter la question des microplastiques dans les articles ménagers et pouvons-nous instaurer une interdiction internationale ?

Pierre-Yves Cousteau souligne que les produits chimiques contenus dans les plastiques, y compris les biocides et autres toxines, pénètrent dans la chaîne alimentaire et n'ont pas seulement un effet sur la faune marine mais aussi sur l'homme. Il ajoute que l'épidémie du plastique dans les océans n'est

qu'un symptôme ; le vrai problème est lié au concept des externalités et à l'absence de comptabilité de l'empreinte des plastiques digne de ce nom.

Jeroen Dagevos présente la campagne « Beat the Microbead » récemment lancée pour influencer l'industrie des cosmétiques. Il rappelle le pouvoir de la société pour faire changer le marché mais aussi la nécessité de faire en sorte que l'industrie soit associée à la solution et pas seulement considérée comme le problème. Par exemple, la mode et les fabricants et revendeurs de machines à laver pourraient jouer un rôle clé pour traiter la question des microbilles.

Birguy Lamizana-Diallo souligne la nature mondiale du problème et la nécessité de le traiter dans le cadre de partenariats focalisés sur l'application des lois et règlements existants et des changements de comportement aussi bien des producteurs que des consommateurs. L'éducation a un rôle essentiel à jouer.

Mettant fin au groupe de discussion, **Lauren Wenzel** conclut que l'UICN pourrait jouer un rôle critique dans de nombreux domaines d'action identifiés, notamment :

- promouvoir la collaboration internationale et faire participer de nouveaux partenaires du secteur privé à l'innovation en matière de systèmes de gestion ;
- promouvoir une éducation efficace et la sensibilisation de sorte que les consommateurs soient mieux informés sur les impacts des articles qu'ils achètent et exercent des pressions sur les marchés en faveur d'une production durable ;
- engager les gouvernements à inciter à l'innovation et au changement par la réglementation ;
- mettre en place une comptabilité des externalités environnementales des plastiques digne de ce nom.

Le deuxième groupe de discussion sur les océans est animé par **Sylvia A. Earle**, célèbre ancienne scientifique en chef de la NOAA et exploratrice pour la National Geographic Society. Les intervenants sont :

- **Nilufer Oral** – Membre de la Faculté de droit de l'Université Bilgi à Istanbul, Turquie et Directrice adjointe du Centre de recherche marine Bilgi à Istanbul pour le droit de la mer ;
- **Serge M. Garcia** – Président du Groupe d'experts sur la pêche de la Commission de la gestion des écosystèmes de l'UICN ; et
- **Sebastian Troëng** – Directeur scientifique pour la Caribbean Conservation Corporation et membre du Groupe de spécialistes des tortues marines de la CSE UICN.

Sylvia Earle insiste sur l'importance de lutter contre l'exploitation des ressources marines illégale, non réglementée et non déclarée (IUU) mais attire aussi l'attention sur un autre « I » – l'élément Immoral de ces activités qui menacent l'avenir de l'océan. Elle met en lumière la valeur intrinsèque de la faune et de la flore marines – et pas seulement leur valeur marchande – et la nécessité d'abandonner la perspective uniquement commerciale pour adopter une approche plus complète. Ce changement s'est déjà produit pour les cétacés. Autrefois simplement vus comme des sources de viande ou de barils d'huile, ils sont aujourd'hui généralement considérés comme des citoyens du monde. Un changement de réflexion semblable est nécessaire pour toute la gamme des services des océans comme le reflète le concept émergent de « carbone bleu » reconnaissant que la majeure partie du cycle mondial du carbone se trouve dans les océans.

Nilufer Oral estime, de son point de vue de juriste, que la pêche IUU est un crime contre l'humanité et les moyens d'existence et qu'elle vide les océans. Malheureusement, le droit international a été conçu autour de la notion de « liberté des mers » à une époque où l'on pensait que les océans et leurs ressources étaient infinis. On considère aujourd'hui que c'était une erreur de jugement et qu'il faut modifier le paradigme légal. Elle souligne le rôle important que l'UICN pourrait jouer compte tenu du réseau puissant d'experts juridiques et autres spécialistes de l'Union.

Serge M. Garcia parle de la nécessité urgente d'aider les pays en développement à gérer leurs ressources marines de façon plus durable. Il rappelle le travail collaboratif conduit par le Groupe d'experts de la pêche de l'UICN avec la CDB et la FAO pour traiter les questions relatives aux pratiques de pêche destructrices mais souligne qu'il reste beaucoup à faire pour renforcer la coordination et la collaboration afin d'améliorer la gestion des pêches.

Sebastian Troëng considère qu'il est nécessaire de réexaminer, secteur par secteur, la manière dont les problèmes des océans sont définis ; si nous ne le faisons pas, nous resterons coincés avec les mêmes solutions vouées à l'échec. Il insiste sur l'importance de créer des conditions permettant le renforcement des solutions et sur le rôle d'une communication efficace pour faire participer la société dans son ensemble.

Pour **Sylvia Earle**, le Congrès mondial de la nature de l'UICN 2016 peut devenir un tournant dans la conservation des océans. Elle lit à haute voix plusieurs questions et commentaires soumis en ligne par les Membres, notamment sur les sujets principaux suivants :

- le rôle de l'éducation dans la gestion des pêches et l'importance de l'engagement des jeunes ;
- les conséquences de la perte de grands prédateurs dans les chaînes alimentaires marines ; et
- le rôle des aires marines protégées pour maintenir les populations de poissons.

En conclusion, **Sylvia Earle** présente **M. Nainoa Thompson**, navigateur et Président de la Polynesian Voyaging Society, qui prononce un discours très inspiré, donnant l'exemple de la navigation traditionnelle qui utilise les signes de la nature pour souligner l'importance pour les êtres humains de renouer avec leur histoire, le monde et la nature. Il se dit convaincu que les scientifiques et les peuples autochtones doivent travailler ensemble à la poursuite d'une nouvelle culture humaine qui ne soit définie ni par la race ni par le nationalisme mais par l'amour, la compassion et l'*Aloha*.

Point 1.3 de l'ordre du jour – Nomination des Comités des résolutions, des finances et audit, de la gouvernance et du Programme du Congrès (suite de la 1^{re} séance)

La **Présidente de séance** (Marina von Weissenberg) invite **Aroha Mead**, au nom du **Comité directeur du Congrès**, à résumer les délibérations du Comité directeur suite à la clôture de la 1^{re} séance.

Aroha Mead indique que le Comité directeur a reçu 13 nominations additionnelles et a décidé d'inclure un jeune représentant à la liste des noms proposés pour composer chacun des quatre Comités.

La **Présidente de séance** présente la proposition révisée du Comité directeur du Congrès à l'Assemblée, qui est projetée sur les écrans de la salle des plénières.

Le **Congrès** prend la décision suivante [[référence de vote](#)] :

DÉCISION 4

Le Congrès APPROUVE la composition des Comités suivants pour le Congrès mondial de la nature 2016 :

Comité des résolutions du Congrès :

Simon STUART (Royaume-Uni), Président
Mamadou DIALLO (Sénégal)
Michael HOSEK (République tchèque)
Jesca E. OSUNA (Ouganda)
Ramón PEREZ-GIL (Mexique)

Ana TIRAA (Îles Cook)
Bertrand DE MONTMOLLIN (Suisse)
Ana DI PANGRACIO (Argentine)
Vivek MENON (Inde)
Denise ANTOLINI (États-Unis d'Amérique)
Sarah CHILES (Afrique du Sud)

Comité des finances et audit du Congrès :

Spencer THOMAS (Grenade), Président
Patrick DE HENEY (Suisse)
Samira Omar ASEM (Koweït)
Marco Vinicio CEREZO BLANDÓN (Guatemala)
Hilde EGGERMONT (Belgique)
Pauline NANTONGO (Ouganda)
Suzanne CASE (États-Unis d'Amérique)
Mohammad Aatish KHAN (Inde)

Comité de la gouvernance du Congrès :

Margaret BECKEL (Canada), Présidente
Andrew BIGNELL (Nouvelle-Zélande)
Jenny GRUENBERGER (Bolivie)
Javed JABBAR (Pakistan)
Ehab EID (Jordanie)
Lider SUCRE (Panama)
Tim JOHNS (États-Unis d'Amérique)
Sydah NAIGAGA (EMLI) (Ouganda)

Comité du Programme du Congrès :

Tamar PATARIDZE (Géorgie), Présidente
Jonathan HUGHES (Royaume-Uni)
Ann Katrin GARN BLOM (Danemark)
Harriet DAVIES-MOSTERT (Afrique du Sud)
Miguel Gonzalo ANDRADE CORREA (Colombie)
Christopher DUNN (États-Unis d'Amérique)
Sahaj Man SHRESTHA (Népal)

3^e séance de l'Assemblée des Membres – Cérémonie de remise des prix du Congrès mondial de la nature 2016

Mardi 6 septembre 2016 (20:30–22:30)

La Cérémonie de remise des prix commence par un spectacle musical donné par l'ambassadrice de bonne volonté de l'UICN, **Iruka** (Japon).

Dans ses remarques d'ouverture, le **Président** se réjouit de célébrer les réalisations non seulement du réseau mondial de l'UICN, mais aussi des particuliers qui ont fait une réelle différence dans leurs communautés, leurs pays et au niveau international, et ceux qui ont laissé un héritage durable pour la conservation. L'Union rendra également hommage aux héros méconnus qui travaillent en première ligne de la conservation, souvent en prenant de grands risques personnels, et reconnaîtra les acteurs silencieux et les professionnels dévoués qui consacrent beaucoup de leur temps et de leurs efforts, souvent bénévolement, pour faire progresser la mission de l'UICN.

Remise de la médaille du Mémorial John C. Phillips

Le **Président** invite la **Directrice générale** à présenter le prix.

La **Directrice générale** rappelle que la médaille du Mémorial John C. Phillips est attribuée à chaque Assemblée et Congrès de l'UICN depuis 1963. Le lauréat est choisi par un jury composé de cinq membres actifs du Comité institutionnel et de gouvernance du Conseil de l'UICN. Parmi les lauréats distingués ayant reçu ce prix, il y a Son Altesse royale le Prince Bernhard des Pays-Bas, M^{me} Indira Gandhi, Sa Majesté le Sultan Qaboos Bin Said d'Oman, le professeur E. O. Wilson, M. Luc Hoffmann et Sir David Attenborough, qui ont tous apporté leur vision, leur sagesse et leur persévérance à la poursuite de la cause mondiale de la conservation de la nature. Elle a le grand plaisir d'annoncer que la lauréate de la médaille du Mémorial John C. Phillips pour 2016 est M^{me} Maria Tereza Jorge Pádua, en reconnaissance de ses réalisations exceptionnelles pour la conservation de la nature au Brésil, souvent en prenant un risque personnel considérable.

Exprimant sa profonde gratitude pour ce prix, M^{me} **Maria Tereza Jorge Pádua** déclare :

« Lorsque j'ai commencé, il n'existait rien pour protéger l'Amazonie ou la forêt atlantique. Nous n'avions ni hélicoptères, ni satellites, ni ordinateurs, ni GPS ou téléphones cellulaires à l'époque, et le travail sur le terrain était difficile. Le Brésil était à la traîne en ce qui concerne la conservation des espèces sauvages. Je remercie l'UICN de nous avoir inspirés. C'est un réel honneur pour moi de servir la nature et mon pays. Chaque jour, ma conviction se fait plus profonde que le seul moyen de servir l'humanité consiste à protéger la nature. »

Remise de la médaille du Mémorial Harold Jefferson Coolidge

Le **Président** indique que ce prix est remis à un professionnel de la conservation ayant apporté des contributions exceptionnelles à la conservation de la nature et de ses ressources. La médaille a été attribuée pour la première fois en 2008 en l'honneur de l'un des fondateurs de l'UICN et le lauréat est sélectionné par un jury composé de cinq membres actifs du Comité institutionnel et de gouvernance du Conseil de l'UICN et trois chefs de file éminents de la conservation de la nature. Il invite **Russ Mittermeier, ancien Conseiller** et **ancien Vice-Président de l'UICN** à présenter le prix.

Russ Mittermeier rappelle que la médaille du Mémorial Harold (« Hal ») Jefferson Coolidge porte le nom d'un des plus grands pionniers de la conservation de la nature. Il est donc tout à fait justifié de la remettre à un autre pionnier et ami proche d'Hal Coolidge, Lee Talbot, un écologiste et géographe ayant travaillé pendant 60 ans dans 134 pays. Lee a été Directeur général de l'UICN, Vice-Président et Conseiller régional de l'Union ; conseiller des Présidents américains Ford, Nixon et Carter ; Chef des sciences de l'environnement à la Smithsonian Institution ; et explorateur et biologiste de terrain éminent.

Lee Talbot exprime sa satisfaction et sa profonde gratitude. Hal Coolidge était un ami personnel et mentor, mais surtout le père de la conservation internationale. Dans les années 1930, il a jeté les fondements de l'UICN, y compris de la structure des Commissions qui donne encore sa personnalité à l'Union aujourd'hui. C'est grâce à Hal que Lee a connu l'UICN :

« En 1954, je suis devenu le premier associé de l'UICN au bureau de Bruxelles, qui était situé au sous-sol du muséum d'histoire naturelle et ne disposait que de quatre employés. C'était un travail de rêve pour un jeune écologiste et j'ai mené mes travaux de terrain dans de nombreux pays. Depuis, l'UICN et son impact ont immensément grandi. Il y a 60 ans, notre tout petit personnel n'avait besoin que d'une demi-heure pour mettre en place les chaises nécessaires à l'Assemblée générale. Voyez ce qu'il en est aujourd'hui ! Je suis fier d'avoir été associé avec l'UICN. Mes travaux ont été réalisés en partenariat avec Marty, ma merveilleuse femme, qui s'est dédiée à la conservation. C'est elle qui mérite tout le crédit. Hal a toujours dit que c'était lui qui avait voulu que Marty et moi-même nous rencontrions et passions nos vies à travailler ensemble. On m'a demandé si recevoir cette médaille est

le couronnement de ma carrière. Eh bien non. Un couronnement, c'est le sommet, d'où on ne peut plus aller nulle part. Il me reste encore beaucoup de travail à faire. Je considère cette médaille comme un honneur merveilleux et incroyable, et j'espère qu'elle m'aidera à être encore plus efficace dans mon travail de conservation quotidien à l'avenir. Je vous remercie tous du fond du cœur. »

Remise de la qualité de Membre d'honneur de l'UICN

Le **Président** rappelle que la qualité de Membre d'honneur vise à reconnaître les personnes ayant apporté une contribution exceptionnelle aux objectifs de l'Union et elle est remise à des individus méritants, depuis la création de l'UICN en 1948. Il accueille avec plaisir l'**ancienne Directrice générale de l'UICN, Julia Marton-Lefèvre**, qui va remettre ce prix.

Julia Marton-Lefèvre a le grand plaisir d'annoncer que la qualité de Membre d'honneur est conférée à **Ashok Khosla** (Inde) et **Valli Mohammed Moosa** (Afrique du Sud) en hommage à leurs nombreuses années de service exceptionnel auprès de l'UICN à de nombreux titres, notamment en tant que présidents de l'Union pour les périodes 2008-2012 et 2004-2008, respectivement.

À l'invitation du **Président**, le **Congrès** confère la qualité de Membre d'honneur par acclamation.

DÉCISION 5

Le Congrès DÉCIDE de conférer la qualité de Membre d'honneur à :

M. Ashok Khosla et
M. Valli Mohammed Moosa

Acceptant un certificat et une sculpture, **Ashok Khosla** déclare :

« Ce fut un long voyage, quelque 40 ans depuis l'Assemblée générale de Kinshasa. J'ai siégé au Conseil pendant environ 35 de ces années. Ce fut aussi un voyage fabuleux avec des moments de découverte et d'inspiration intenses. De l'UICN, j'ai reçu les dons de la sagesse, de la perspicacité et du partenariat et j'aimerais lui rendre certains des dons que j'ai reçus ailleurs ; des pensées qui pourront peut-être être utiles dans les décennies à venir. La conservation est le cœur, le socle de l'UICN et doit rester la raison d'être de l'Union. Nous continuerons, certes, à y travailler, nous devons le faire avec d'autres et leur faire comprendre les impacts de leurs activités. L'éradication de la pauvreté est une des étapes les plus importantes à franchir, de même que la réduction de la consommation des riches. La société civile doit retrouver sa force pleine et nous avons besoin d'une organisation officielle comme l'UICN pour rassembler les jeunes au service de l'Union. Je ne vois pas d'avenir pour l'UICN si elle doit dépendre de l'aumône. Il est temps que l'organisation explore des moyens de mieux vendre ses atouts intellectuels incroyables en devenant une sorte d'entreprise. Il importera, dans la prochaine période intersessions, de réfléchir au meilleur moyen d'y parvenir. »

La qualité de Membre honoraire est acceptée au nom de M. Valli Moosa par **M^{me} Skumsa Moncotywa**, Directrice en chef du Département des affaires de l'environnement (Afrique du Sud), qui donne lecture d'un message de M. Moosa :

« L'UICN est la principale autorité du monde sur la biodiversité et la conservation de la nature. Depuis des décennies, elle mobilise et canalise les efforts de milliers de scientifiques et autres penseurs, parmi les meilleurs, dans l'intérêt de la nature. Elle est représentative, de manière unique, de la diversité humaine de la planète car elle accueille des gouvernements, des autorités de la conservation, des institutions scientifiques et différentes ONG. Sa composition même dit à la face du monde que protéger l'environnement est l'affaire de tous. Le Congrès mondial de la nature n'a pas son égal dans le calendrier mondial. Je l'ai toujours trouvé stimulant, pédagogique et inspirant. Je regrette que les circonstances m'aient empêché de me joindre à vous cette année. C'est avec une fierté immense que je reçois la qualité de Membre d'honneur de cette formidable organisation. Je souhaite

vous exprimer ma plus profonde gratitude. Soyez assurés que je reste un ami et un allié loyal de l'UICN. »

L'**Ambassadeur Masahiko Horie** (Conseiller régional de l'UICN pour l'Asie du Sud et de l'Est) présente Iruka qui chante « Planète, nous t'aimons », une chanson écrite spécialement pour l'UICN.

Remise des prix des Commissions de l'UICN

Prix de la Commission de la gestion des écosystèmes

Le **Président de la Commission de la gestion des écosystèmes, Piet Wit**, rappelle que M. Luc Hoffmann est récemment décédé. Il invite **Lynda Mansson, Directrice de la Fondation MAVA** à rendre hommage à M. Hoffmann.

Lynda Mansson déclare :

« Luc Hoffman était le fondateur de la Fondation MAVA et, en juillet, nous avons perdu un des plus grands spécialistes de la conservation de notre temps. Il est décédé à l'âge de 93 ans, après une vie longue et bien remplie, consacrée au monde de la conservation. Un proverbe ougandais dit : « La patience est la mère d'un bel enfant ». Et l'on peut dire qu'il avait beaucoup de beaux enfants. Il était dévoué à la Camargue, au Banc d'Arguin, à Doñana et aux lacs de Prespa. Luc était plus intéressé par la conservation sur le terrain qu'à la politique de la conservation. Il a été l'un des premiers à reconnaître l'importance de mobiliser un soutien à grande échelle et nous a donné le WWF et la Convention de Ramsar sur les zones humides. Il était la force motrice derrière Wetlands International, la FIBA (Fondation internationale du Banc d'Arguin), le PRCM (Partenariat régional pour la conservation de la zone côtière et marine en Afrique de l'Ouest) et beaucoup d'autres organisations et l'un des créateurs de l'UICN. Si je devais décrire Luc, l'homme, je décrirais un être généreux de ses ressources, de son cœur, de son savoir, de son esprit, de son temps, et de beaucoup d'autres choses encore. Il était passionné, jeune de cœur et inspirait la loyauté à tous ceux qui l'approchaient. Il soutenait les jeunes spécialistes de la conservation. Mais il était beaucoup plus qu'un donateur. Il relevait ses manches et se mettait au travail, plus à l'aise dans la boue que dans les antichambres des célébrités. Selon un proverbe éthiopien, « le fou parle et le sage écoute ». Luc ne parlait pas beaucoup et détestait être le centre de l'attention. Lorsqu'il parlait, il le faisait avec sagesse, intelligence et modestie. Il aurait adoré être ici, à Hawaï. Il avait le souci de construire, en partant du terrain pour aller vers le haut. Aucune tâche n'était trop difficile si nous nous y attelions ensemble. L'héritage de Luc ne vit pas seulement dans la Fondation MAVA mais aussi dans les centaines et les milliers de spécialistes de la conservation qu'il a inspirés tout au long de sa vie. Merci Luc ; merci de votre générosité, de vos actions. Nous nous rappellerons de vous avec tendresse et vous nous manquerez beaucoup. »

Le **Président de la Commission de la gestion des écosystèmes** annonce que le **prix Luc Hoffmann 2016** est attribué à **M. Dhrubajyoti Ghosh** (Inde) en reconnaissance de ses travaux d'utilisation des services écosystémiques des zones humides pour traiter les eaux usées urbaines et apporter des moyens d'existence de substitution dans la ville de Kolkata (Calcutta). M. Ghosh, qui est en train de se remettre d'une maladie, n'a pas pu faire le voyage d'Hawaï mais le prix est accepté en son nom par **Ajanta Dey**, qui présente un bref message vidéo de remerciements de M. Ghosh.

Le **Président de la Commission de la gestion des écosystèmes** annonce que le **prix de la CGE 2016 pour les jeunes professionnels** est attribué à **M. Nick Murray**, chercheur au Ecosystem Science Centre de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud, Australie. **M. Murray** remercie l'UICN pour son accueil, son ouverture et l'inspiration qu'elle lui a suscitée en tant que jeune chercheur.

Prix de la Commission de la sauvegarde des espèces

Le **Président de la Commission de la sauvegarde des espèces** (Simon Stuart) rappelle que les prix de la CSE ont déjà été remis durant la Conférence des leaders de la CSE en 2015, mais qu'il convient de rendre hommage aux lauréats dans le contexte du Congrès.

Le **prix George Rabb de la CSE pour l'innovation en matière de conservation** a été créé en l'honneur de George Rabb, Président de la CSE de 1989 à 1996, pour des innovations et une créativité extraordinaires en matière de conservation des espèces dans le contexte de la CSE. Ce prix est remis à des particuliers, en reconnaissance de progrès ayant produit des transformations dans la théorie et la pratique de la conservation. Les lauréats de 2016 sont :

- **M. Michael Hoffmann** – En reconnaissance de son esprit leader en matière de développement de moyens novateurs pour mesurer les impacts et le succès de la conservation à l'échelon mondial ainsi que sa direction inspirante du Comité de la Liste rouge de l'UICN, et son influence croissante comme l'un des défenseurs les plus éloquents de la conservation des espèces.
- **M^{me} Penny Langhammer** – En reconnaissance de son leadership exceptionnel pour le processus d'élaboration d'une norme mondiale, cohérente et scientifiquement solide, d'identification des sites importants pour la persistance de la biodiversité, en rassemblant différents acteurs et différentes disciplines scientifiques.

Le **prix Peter Scott du mérite pour la conservation** est le plus ancien des prix de la CSE et date de 1984. C'est un prix pour des réalisations de toute une vie décerné en l'honneur de Sir Peter Scott, Président de la CSE de 1963 à 1980, qui est remis à des particuliers en reconnaissance de services et de leadership exceptionnels en matière de conservation des espèces durant de nombreuses années, dans le cadre de leur collaboration avec la CSE. Les lauréats pour 2016 sont :

- **SE Mohammed Al Bowardi** – En reconnaissance de son leadership inspirant pour la conservation dans les Émirats arabes unis durant de nombreuses années, y compris en tant que Directeur et membre du conseil de l'Agence pour l'environnement d'Abu Dhabi et Président adjoint du Fonds Mohamed bin Zayed pour la conservation des espèces et du Fonds international pour la conservation de l'outarde Houbara.
- **M^{me} Holly Dublin** – Pour son engagement inlassable envers la conservation des espèces en général et envers la CSE en particulier pendant plus de 30 ans, y compris en tant que Présidente de la CSE et du Groupe de spécialistes de l'éléphant d'Afrique de la CSE.
- **M. Tom Milliken** – Pour son travail infatigable de trois décennies à TRAFFIC et à la CSE, en vue de comprendre et trouver des solutions aux problèmes du commerce illégal de l'ivoire et de la corne de rhinocéros, y compris son leadership exceptionnel du Service d'information sur le commerce des éléphants.
- **M. Widodo Ramono** – En reconnaissance de son travail de toute une vie pour sauver les rhinocéros de Java et de Sumatra de l'extinction, depuis l'époque où il travaillait sur le terrain dans le Parc national d'Ujung Kulon, jusqu'à son engagement exemplaire en tant que haut fonctionnaire du Gouvernement indonésien et actuellement à la tête de la Fondation pour les rhinocéros d'Indonésie.
- **M. Mark Stanley Price** – En reconnaissance de son dévouement à la CSE en quatre décennies, y compris en tant que fondateur et premier Président du Groupe de spécialistes sur la réintroduction comme force d'élaboration des Lignes directrices de l'UICN de 1995 et 2012 sur la réintroduction, et son leadership actuel du Sous-Comité de la planification de la conservation des espèces.

Prix de la Commission de l'éducation et de la communication

La **Présidente par intérim de la Commission de l'éducation et de la communication**, Nancy Colleton, présente le **prix du Président de la CEC**, pour un engagement de toute une vie auprès de la CEC, à **M^{me} Juliane Zeidler** en reconnaissance de son engagement dévoué à la Commission, et en particulier pour avoir guidé les travaux de l'initiative #LaNaturePourTous.

Le **prix de la CEC pour les jeunes professionnels** est attribué à :

- **M^{lle} Nguyen Ngoc Bao Linh** pour ses contributions exceptionnelles en matière de sensibilisation au sort des pangolins et pour avoir catalysé des actions de conservation innovantes en faveur des pangolins aussi bien en Asie qu'en Afrique centrale.
- **M. Diogo Verissimo**, Président du Conservation Marketing Working Group de la Society for Conservation Biology et membre fondateur de l'European Social Marketing Association, en reconnaissance de son travail visant à utiliser le pouvoir des outils et concepts de marketing pour changer les relations entre l'homme et la nature.

Prix de la Commission mondiale des aires protégées

La **Présidente de la Commission mondiale des aires protégées, Kathy MacKinnon** : rappelle que le prix Fred Packard pour services exceptionnels aux aires protégées a été remis à sept lauréats lors du Congrès mondial des parcs de 2014 à Sydney. Les lauréats sont :

- **Grazia Borrini-Feyerabend**
- **Peter Cochrane**
- **Alan Latourelle**
- **Harvey Locke**
- **Cláudio C. Maretti**
- **Les gardes du Parc national des Virunga, République démocratique du Congo**
- **Widodo Sukohadi Ramono**

La Commission attribue maintenant le **prix Kenton Miller pour l'innovation en matière de gestion des aires protégées**, en présence de la fille de Kenton Miller, **Natasha Miller**, à **Ashiq Ahmed Khan**, qui a consacré près de 35 ans de sa vie à la conservation de la biodiversité au Pakistan. Hommage lui est rendu en particulier pour son approche innovante en matière de cogestion.

Prix de la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales

Les noms des lauréats des prix sont annoncés par la **Présidente de la CPEES, Aroha Mead**.

Le **prix de la CPEES pour le mérite en matière de recherche** est remis à :

- **M^{me} Eleanor Sterling**, Museum d'histoire naturelle des États-Unis – Pour ses travaux de recherche exceptionnels liant la science et les sciences sociales.
- **M. Fikret Berkes**, Université du Manitoba, Canada – En reconnaissance de ses travaux qui ont inspiré trois générations de chercheurs et sa contribution à un changement de paradigme en matière de gestion des ressources naturelles.

Le **prix de la CPEES pour la conservation bioculturelle autochtone** est présenté à **Asociación Sotz'il, Centro Para la Investigación y Planificación del Desarrollo Maya** (Centre Sotz'il pour la recherche et le développement maya), pour des travaux exceptionnels sur les activités de développement maya au Guatemala.

Le **prix de la CPEES pour une femme exceptionnelle, agent du changement environnemental et social** est remis à **Lorena Aguilar**, Conseillère principale pour les questions de parité à l'UICN, qui a mis au point les stratégies de parité pour le PNUE et la CNULD, soutenu 14 gouvernements en vue d'intégrer les questions du changement climatique et de la parité et qui est l'auteur de plus de 30 livres sur le développement de la parité et l'environnement.

Commission mondiale du droit de l'environnement

Le **prix Wolfgang Burhenne de la CMDE** est remis par le **Président de la CMDE, Antonio Benjamin** et le juge **Michael Wilson**, qui annoncent que le lauréat est le **Professeur Nicholas Robinson**.

Exprimant le grand honneur qu'il ressent en recevant ce prix, le **Professeur Robinson** indique qu'il s'agit de la première Assemblée générale ou Congrès de l'UICN auquel Wolfgang Burhenne n'a pas assisté depuis 1948. Il rappelle tout le chemin parcouru par le droit de l'environnement et la CMDE elle-même depuis ses premiers jours et commente la nature mouvante de la Cérémonie des prix qui a, à différents égards, rassemblé bien des personnalités influentes de l'histoire de l'Union, soulignant les synergies entre ces personnalités.

En conclusion de la Cérémonie des prix, le **Président** félicite tous les lauréats et remercie les Présidents des Commissions ainsi que tous les amis et collègues qui ont fait de cette soirée une soirée très spéciale.

4^e séance de l'Assemblée des Membres

Mercredi 7 septembre 2016 (08:30–13:00)

La 4^e séance est présidée par le **Vice-Président de l'UICN, John Robinson** (Conseiller régional pour l'Amérique du Nord).

Point 1.7 de l'ordre du jour – Élections : Information, par le Responsable des élections, sur la procédure d'élection (reporté de la 1^{re} séance)

Le **Président de séance** présente le **Responsable des élections**, le juge Michael D. Wilson.

Le **Responsable des élections** présente le programme d'introduction des candidats et d'élection aux postes de Conseillers régionaux, Présidents des Commissions, Trésorier et Président. Il explique en détail les aspects techniques du système de vote électronique, répond aux questions des Membres et préside un exercice de « parodie d'élection » pour confirmer que le système a bien été compris et fonctionne correctement. Il note que le système est programmé pour tenir compte des votes par procuration, y compris avec un temps de vote additionnel nécessaire pour les quelques Membres qui détiennent plus de cinq procurations.

Après plusieurs demandes des participants, le **Président de séance** prie le **Responsable des élections** de permettre, durant la pause-déjeuner, une familiarisation supplémentaire avec l'équipement de vote pour les Membres qui le souhaiteraient.

Rapport de situation du Président du Comité des résolutions du Congrès

Le **Président de séance** invite le **Président du Comité des résolutions du Congrès** à présenter une mise à jour sur le processus des motions.

Le **Président du Comité des résolutions du Congrès** (Simon Stuart) indique que le Comité a reçu dix nouvelles motions avant la fin de la 2^e séance, délai qui avait été fixé par le Comité directeur. Selon les critères définis dans les paragraphes 52 et 53 des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature, le Comité a décidé d'accepter six des nouvelles motions, d'en rejeter trois et d'en renvoyer une au Comité du Programme du Congrès en tant qu'amendement potentiel au projet de Programme 2017–2020. Certains membres du Comité des résolutions ont déclaré des conflits d'intérêt et se sont recusés pour les motions correspondantes.

Les six nouvelles motions acceptées par le Comité sont les suivantes :

- 100 – *Construction de deux barrages sur le fleuve Santa Cruz, en Argentine : impact sur un écosystème irremplaçable et sur la population de grèbes mitrés (Podiceps gallardoi) une espèce endémique d'Argentine en danger critique d'extinction*
- 101 – *Sanctuaire de baleines de l'Atlantique Sud*
- 102 – *Demander au Congrès de la République du Pérou de classer de manière définitive le projet de loi relatif à la construction d'une route traversant le Parque Nacional Alto Purús, la Reserva Comunal Purús et la Reserva Territorial Madre de Dios para Pueblos*
- 103 – *Conservation des vigognes (Vicugna vicugna) et commerce illégal de leur laine*
- 104 – *Soutien à des mesures de conservation plus vigoureuses pour les oiseaux menacés d'Hawaii*
- 105 – *Appui à la paix et à la nature en Colombie*

Des propositions de nouvelles motions sur les thèmes suivants ont été rejetées car elles ne remplissaient pas les critères, à savoir n'étaient pas nouvelles et urgentes.

- *Conservation dans la mer de Chine du Sud*¹ – Il nous a semblé que cette motion n'apportait pas de nouveaux éléments. Elle fait référence à de nouveaux événements qui se sont produits en rapport avec les décisions de la Cour internationale d'arbitrage et d'autres événements en rapport. Le sujet de la motion ne nous est pas apparu comme nouveau bien que nous ayons observé qu'il était urgent. Nous avons estimé qu'il ne remplissait pas les critères et nous avons donc rejeté cette motion.
- *Approche stratégique des arts pour renforcer l'engagement auprès des espèces menacées et de la conservation des écosystèmes*² – Ce thème n'était ni nouveau ni urgent et le projet de motion a donc été rejeté. Toutefois, comme la section du dispositif ne nécessitait pas une résolution du Congrès pour être appliquée, le texte a été communiqué à la Présidente de la Commission de l'éducation et de la communication pour examen.
- *Fondation d'une Organisation mondiale de l'environnement*³ – Les informations fournies étaient insuffisantes de sorte que le Comité des résolutions n'a pas pu déterminer si le sujet de la motion était nouveau ou urgent. Le Comité n'a donc pas pu l'accepter.

Un projet de motion demandant à l'UICN d'élaborer une stratégie pour la conservation de la biodiversité des eaux douces a été renvoyé au Comité du Programme du Congrès pour que le Comité envisage un amendement éventuel au projet de Programme.

Conformément aux Règles de procédure, les parrains de motions rejetées ont le droit de faire appel d'une décision du Comité des résolutions. Le délai d'appel est fixé par le Comité directeur à 13:00, le mercredi 7 septembre 2016 ou à la fin de la 4^e séance, la dernière activité étant retenue.

¹ La motion proposée demandait que les Commissions de l'UICN étudient les possibilités de créer de vastes aires marines protégées dans la mer de Chine du Sud et recommandait que tous les États suspendent l'exploitation des ressources naturelles en attendant une étude sur les moyens d'établir des aires marines protégées dans la région.

² Cette proposition demandait à la Directrice générale de former un groupe de travail intersectoriel pour examiner en plus grand détail les possibilités d'engager les arts au niveau stratégique comme moyen d'atteindre les objectifs de l'UICN.

³ Cette proposition recherchait un soutien pour la création d'une Organisation mondiale de l'environnement qui chercherait à obtenir l'expansion légalement reconnue du domaine commun environnemental au-delà de ceux qui sont adoptés par le PNUE (Antarctique, haute mer, atmosphère et espace extérieur), pour inclure les eaux douces, la biodiversité et en particulier la biodiversité des fonds sous-marins, des sols et des forêts.

Le **Président de séance** donne la parole aux participants pour des questions ou commentaires.

Green Line (Liban) s'inquiète de voir qu'une motion soumise par les Membres d'Asie de l'Ouest, avant le délai, ne figure pas dans la liste des nouvelles motions présentées.

Le **Président du Comité des résolutions** invite **Green Line** à contacter directement le Comité des résolutions.

Répondant aux questions de **Nigerian Environmental Study Action Team** (Nigéria), le **Président du Comité des résolutions** confirme que les motions concernant des pays particuliers sont actuellement examinées exactement de la même manière que les autres motions. Toutefois, les Membres pourront proposer des modifications au processus des motions durant la période de consultation qui suivra le Congrès. D'un point de vue logistique, il est impossible d'éviter de réunir certains groupes de contact pour des motions le jeudi 8 septembre, mais tous les efforts seront faits pour atténuer le plus possible les incidences sur les excursions des délégués.

Répondant au **Conseil international du droit de l'environnement**, le **Président du Comité des résolutions** demande aux Membres de comprendre que, pour des raisons de temps et pour une utilisation plus efficace des ressources du Secrétariat du Congrès, il n'y a pas de comptes rendus officiels disponibles pour les séances du Comité des résolutions.

À la question de la **Fundación Futuro Latinoamericano** (Équateur), **Sonia Peña Moreno** (correspondante au Secrétariat de l'UICN pour le Comité des résolutions du Congrès) confirme réception d'une proposition d'amendement au Programme de l'UICN.

Répondant au **Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement** (Uruguay), le **Président du Comité des résolutions** rappelle qu'en raison de contraintes budgétaires, les groupes de contact ne disposent pas d'interprétation simultanée mais que le personnel du Secrétariat et d'autres collègues sont en général en mesure de contribuer à la communication.

Point 4.1 de l'ordre du jour – Débats sur les questions d'importance stratégique pour l'Union (suite de la 2^e séance, point 2.2 de l'ordre du jour)

4.1.1 Comment l'UICN doit-elle traiter le défi de rassembler les partisans de la nature

Ce groupe de discussion est animé par **Miguel Pellerano**, **Vice-Président de l'UICN** (Conseiller régional pour la Mésio-Amérique et l'Amérique du Sud), qui présente les six intervenants :

- **Kobie Brand**, Coordonnatrice mondiale : Directrice régionale ICLEI Afrique et Cities Biodiversity Center ;
- **Malik Amin Aslam Khan**, ancien Ministre d'État pour l'environnement du Pakistan, Vice-Président de l'UICN (Conseiller régional pour l'Asie du Sud et de l'Est), membre de l'International Advisory Council for Eco-Forum Global (Chine) ;
- **Margaret Otieno**, PDG de Wildlife Clubs of Kenya (WCK) ;
- **Ramiro Batzin**, Directeur exécutif de l'Association Sotz'il (Guatemala), un représentant de peuples autochtones et lui-même un Maya Kaqchikel ;
- **Nizar Hani**, Conseiller principal, Ministère de l'environnement du Liban et administrateur de la Réserve naturelle des cèdres du Chouf ; et
- **Roberto Vides**, Directeur de la Fondation pour la conservation de la forêt de Chiquitano (FCBC, Bolivie).

Kobie Brand aborde le thème des villes dans le contexte de la participation. L'ICLEI encourage les villes à se connecter, échanger et apprendre les unes des autres. Les villes en expansion rapide connaissent plus directement et plus rapidement les difficultés de la durabilité. Collectivement, les

ville peuvent renforcer et permettre les engagements nationaux et les réalisations en matière de développement durable, en s'appuyant sur les contributions déterminées au niveau national (INDC) et en contribuant à des objectifs internationaux. Les villes sont aussi des centres de connaissances et adoptent rapidement les nouveautés ; par exemple, en ce qui concerne la progression vers la neutralité carbone, les services écologiques, ou l'adoption de technologies assurant le développement durable dans des « villes intelligentes ». La Motion 28, *Intégrer la dimension urbaine de la conservation dans les travaux de l'UICN*, qui a déjà été adoptée par vote électronique, peut servir à inscrire les questions urbaines dans les travaux futurs de l'Union.

Malik Amin Aslam Khan parle des relations entre le secteur public et le secteur privé concernant la mise en place d'initiatives écologiques. Un programme écologique a été élaboré par un des partis politiques du Pakistan avec l'appui de l'UICN. La principale difficulté consiste à combler le fossé pour permettre de traduire la politique en projets appliqués sur le terrain. Cet objectif est réalisé avec succès dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, mais nécessite un changement de mentalité des décideurs, des programmes provinciaux et autres acteurs. Parmi les projets, il y a l'agrandissement de parcs nationaux, un recours accru à l'énergie verte et l'expansion de la couverture forestière dans la province. Grâce à l'inscription de ces objectifs dans les budgets publics, les dépenses pour l'environnement ont été multipliées par dix en dix ans. De nombreux emplois ont été créés et le secteur privé a suivi l'exemple de l'investissement public. L'UICN a facilité une information globale pour le Programme, le reliant à des conventions et des initiatives internationales comme le Défi de Bonn qui ont créé un sentiment de fierté dans la province. Au moins dix Membres de l'UICN ont participé au projet, ce qui a élargi les horizons de l'UICN dans la province et aidé à attirer de nouveaux publics.

Margaret Otieno aborde le sujet des jeunes et de l'environnement. Il est essentiel que les citoyens aient une connaissance des sciences et de solutions éventuelles si l'on veut résoudre les problèmes actuels et futurs de l'environnement au niveau mondial. Les Wildlife Clubs of Kenya (WCK) travaillent avec les écoles primaires et secondaires, les universités et les jeunes qui ont quitté l'école pour leur donner la possibilité et la chance d'avoir une éducation en environnement. Les WCK ont toute une gamme d'activités et ont mis en place des incitations pour faciliter le contact entre les jeunes et la nature, notamment un accès gratuit aux parcs nationaux, la fourniture de matériel pour les enseignants, l'organisation de nettoyage de villes et de littoraux et la possibilité pour les écoles de planter des arbres. Une unité d'éducation mobile permet d'avoir accès à toutes les régions du pays, y compris les zones rurales reculées. En conséquence, 90% des personnes qui participent actuellement à la conservation au Kenya indiquent avoir trouvé leur voie vers la conservation de la nature à travers leur appartenance aux WCK. La moitié de la population du pays avait moins de 25 ans. Les jeunes se font entendre à travers les WCK et comprennent les conséquences de la dégradation de l'environnement, de la chasse et du braconnage. Donner les moyens d'agir aux jeunes a un effet toute une vie et l'exemple des WCK pourrait être répété dans le monde entier.

Ramiro Batzin exprime le point de vue des peuples autochtones qui considèrent la nature comme la Terre nourricière. La biodiversité est un équilibre ; un tout dont nous formons partie et non un ensemble d'éléments séparés. Sotz'il offre un modèle aux hommes et aux femmes, reposant sur les principes des valeurs cosmologiques de la culture maya, afin qu'ils puissent continuer de suivre leurs propres voies et appliquer leurs connaissances traditionnelles sur leurs terres. L'UICN fait des progrès, à travers ses activités et résolutions, pour renforcer la participation des peuples autochtones. Toutefois, il y a encore des problèmes relatifs à la mise en application de la reconnaissance des droits des peuples autochtones, notamment le consentement préalable, libre et en connaissance de cause à propos des terres, des ressources naturelles et de la gouvernance. L'UICN devrait promouvoir une approche de la conservation fondée sur les droits, l'intégrer dans le Programme de l'UICN et l'application de la Promesse de Sydney. Les activités sur le terrain et les actions locales sont également importantes et il est nécessaire de renforcer les relations entre ce qui se fait aux niveaux international, national et local. Il attire l'attention sur deux motions pertinentes du Congrès, à savoir la Motion 88 *Système de catégories concernant les aires de gestion collective par les populations autochtones d'Amérique centrale*, qui a déjà été adoptée par vote électronique, et la motion relative à la gouvernance B

Introduction des organisations des peuples autochtones dans la structure de l'Union qui sera discutée lors d'une prochaine séance de l'Assemblée des Membres.

Nizar Hani parle du travail avec les communautés locales. La Réserve du Chouf couvre 5% du territoire libanais, comprend 15% de forêts de cèdres, et abrite de nombreuses espèces menacées. La Réserve est gérée par l'intermédiaire de communautés locales, y compris de municipalités, d'ONG de l'environnement et d'experts de la biodiversité, sous la direction du Ministère de l'environnement. L'engagement des communautés locales – une priorité principale – a été obtenu en s'intéressant aux avantages pour ces communautés tels que l'écotourisme, le développement rural et la restauration de l'écosystème. Par exemple, pour réduire les risques d'incendie de forêt, on pratique l'élagage et le nettoyage des forêts de chênes et de pins dans la zone tampon où les activités humaines sont autorisées. Le bois coupé est broyé et mélangé afin de produire des briquettes combustibles. La valeur économique de la Réserve du Chouf est estimée à 19 millions USD par an qui proviennent essentiellement des services pour l'eau, le piégeage du carbone, le tourisme et la biomasse. La Réserve crée des centaines d'emplois pour les femmes, les jeunes, les agriculteurs, les apiculteurs, les agents de tourisme et autres. Le budget opérationnel est inférieur à 1 million USD par an tandis que le revenu atteint 19 USD en avantages pour chaque dollar investi. Les communautés locales savent comment gérer leur territoire beaucoup mieux que n'importe qui. En stimulant les capacités des communautés et des autorités locales et en leur donnant les pleines responsabilités, pour garantir un mécanisme financier direct, libéré de la bureaucratie, et en permettant aux communautés d'être rentables et fières de leur aire protégée, on aboutit à conserver la nature de façon très efficace et très pratique.

Roberto Vides aborde le sujet général de la foi, la religion, la spiritualité et la conservation de la nature. La foi religieuse crée parfois un fossé entre l'homme et la nature mais elle peut aussi tisser des liens. La majeure partie de l'humanité reconnaît ou pratique une religion et les chefs religieux ont une aura politique comme cela a été démontré durant le Sommet de Paris sur le changement climatique. Des études récentes, menées par les Universités de Barcelone et de Cancún, ont démontré des pratiques durables fondées ou inspirées de textes religieux. Les religions peuvent aider à réduire le fossé avec la nature, en particulier si les scientifiques et les chefs religieux participent au processus décisionnel. L'UICN devrait s'efforcer de générer un espace pour le dialogue à cet égard, présentant les meilleures pratiques du point de vue des liens entre la religion et la conservation et construisant sur les progrès déjà accomplis ces dernières années, par les différents acteurs.

Le **groupe** discute de questions soumises en ligne par les Membres.

En ce qui concerne la « biophilie » (l'affinité innée de l'homme pour les systèmes naturels), **Kobie Brand** considère que les cités montrent l'exemple et explorent de nouvelles initiatives d'apprentissage de la nature comme par exemple par l'utilisation du mimétisme biologique. L'UICN pourrait servir de plateforme pour développer des partenariats entre les ONG locales, les universités et les dirigeants des villes. Un moyen intelligent de faire participer les citoyens pourrait être offert par des associations et réseaux de villes comme l'Urban Sustainability Directors Network (USDN).

À propos de l'engagement des jeunes, **Margaret Otieno** souligne l'importance d'élaborer des lignes directrices pour les meilleures pratiques, pour faire participer efficacement les jeunes des écoles secondaires. **Malik Amin Aslam Khan** explique la participation des jeunes et des étudiants universitaires à l'application du projet « Un milliard d'arbres » au Pakistan dont le but était la culture de plantules dans de petites pépinières, la plantation et le soin aux plantes qui a apporté à la fois l'expérience de la nature et des emplois pour les jeunes. **Nizar Hani** attire l'attention sur les compétences des jeunes dans les domaines des technologies de l'information et des réseaux sociaux et l'intérêt de ces compétences pour la conservation de la nature.

Concernant les systèmes agricoles autochtones, **Ramiro Batzin** observe que ces derniers sont fondamentaux du point de vue aussi bien de la sécurité alimentaire que de la conservation des ressources naturelles. Les connaissances traditionnelles aident à l'application de technologies modernes mais le transfert de connaissances des systèmes traditionnels aux systèmes modernes et vice

versa pose de grandes difficultés. **Nizar Hani** souligne les travaux entrepris dans sa région pour restaurer d'anciennes terrasses avec des espèces indigènes ayant une grande valeur économique.

Sur la question des peuples autochtones en tant que groupe distinct au sein de l'UICN, **Ramiro Batzin** soutient qu'il faut reconnaître les peuples autochtones à travers leurs propres structures et formes d'organisation.

Sur la question de la santé et de la nature, **Kobie Brand** mentionne l'initiative mondiale menée par l'UICN à laquelle participent des praticiens du domaine de la santé, « Les villes pour la nature : des villes en bonne santé, des populations en bonne santé ». Elle note que si les populations urbaines tendent à s'éloigner de la nature, il est possible de renouer ces liens rompus, et que cela a d'importants avantages pour les communautés et pour les particuliers, comme le démontre la baisse de la criminalité lorsque les espaces verts urbains sont ouverts et sécurisés.

Roberto Vides considère que l'UICN tend à adopter des positions séculaires dans son travail de conservation mais que rassembler des scientifiques et des groupes religieux pourrait avoir un plus fort impact.

Parmi les commentaires venus du public, il y a une recommandation pour que l'UICN améliore la formation des Membres aux moyens de former de nouveaux partisans de la nature, et une observation indiquant qu'il n'y a pas eu de référence aux jeunes professionnels dans la discussion sur l'engagement des jeunes.

Remerciant le modérateur et les intervenants et mettant fin à la discussion, le **Président** rappelle que les idées issues de la séance seront, à court terme, utilisées pour étayer à la fois les Engagements d'Hawaii et le projet de Programme de l'UICN 2017-2020. Toutefois, il s'agit d'un processus évolutif et ces thèmes continueront d'être discutés et, en conséquence, d'influencer le Programme de l'Union au-delà de 2020.

Point 4.2 de l'ordre du jour – Rapports des Commissions de l'UICN

Assumant la présidence et remerciant le **Vice-Président John Robinson** qui a siégé pour la première partie de la 4^e séance, le **Président** commente que l'importance des travaux des Commissions n'est pas surestimée. Les Commissions sont la source d'un corpus important de travaux de recherche scientifique qui sous-tendent les politiques et les actions de l'UICN. Le plus remarquable, cependant, c'est qu'elles font ce travail grâce à des milliers de bénévoles extrêmement dévoués. La force unique de leur travail de conservation réside dans le pouvoir des bénévoles qui apportent leur expertise technique et politique à l'UICN, aux gouvernements, aux ONG et au monde de la conservation en général. Il rend hommage aux travaux des Comités directeurs des Commissions, aux Présidents des Commissions et aux plus de 10 000 membres bénévoles des Commissions. Il invite les Présidents des Commissions à le rejoindre sur le podium pour présenter leurs rapports pour la période intersessions 2013–2016.

Les **Présidents des Commissions** donnent un aperçu de leurs rapports qui se trouvent dans le document du Congrès WCC-2016-4.2.1 et ses annexes 1 à 6, comme suit :

- Commission de la gestion des écosystèmes (rapport présenté par le Président de la CGE, Piet Wit) ;
- Commission de l'éducation et de la communication (rapport présenté par la Présidente par intérim de la CEC, Nancy Colleton ; l'ancienne Présidente, Juliane Zeidler, a démissionné pour des raisons de santé en avril 2016) ;
- Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (rapport présenté par la Présidente de la CPEES, Aroha Mead) ;

- Commission de la sauvegarde des espèces (rapport présenté par le Président de la CSE, Simon Stuart) ;
- Commission mondiale du droit de l'environnement (rapport présenté par le Président de la CMDE, Antonio Benjamin) ; et
- Commission mondiale des aires protégées (rapport présenté par la Présidente de la CMAP, Kathy MacKinnon, qui a succédé à Ernesto Enkerlin Hoeflich, lequel a démissionné en 2015).

Suite aux six présentations, le **Président** donne la parole aux participants pour des questions et commentaires.

Des interventions sont faites par **AWAZ Foundation** (Pakistan), **Coastal Area Resource Development** (Bangladesh), **Instituto Chico Mendes de Conservação** (Brésil), **Hashemite Fund for the Development of Jordan Badia** (Jordanie), **Nigerian Environmental Study Action Team** (Nigéria), **Tropical Resources Institute (Yale School of Forestry)** (États-Unis d'Amérique), **Wildlife Conservation Authority** (Éthiopie), **Ministère de l'environnement et du développement** (Sénégal), **Association Ribat Al Fath** (Maroc), **Palau Conservation Society** (Palaos), **Environmental Watch** (Cameroun), **Brotee Social Welfare Organization** (Bangladesh), **Centre de suivi écologique** (Sénégal), **Association des enseignements des sciences de la vie et de la terre** (Maroc), **Fundación Futuro Latinoamericano** (Équateur) et **Academia Colombiana de Ciencias Exactas Físicas y Naturales** (Colombie).

Le **Président** invite les Présidents des Commissions à répondre aux questions et commentaires.

La **Présidente de la CPEES** (Aroha Mead) demande à l'Assemblée de garder présent à l'esprit que les membres de la Commission travaillent à titre bénévole ; ils ne peuvent pas tout faire, partout, et il importe de rester réaliste dans les attentes.

La **Présidente par intérim de la CEC** (Nancy Colleton) souligne la nature bénévole des Commissions de l'UICN et se félicite de l'appui vital offert par le Secrétariat. Les Commissions s'efforceront de mettre en place des mécanismes pour mieux répondre aux demandes des Membres. La coordination et la communication ont été bonnes entre les Commissions et elle estime que cela devrait se poursuivre dans la nouvelle période intersessions.

Le **Président de la CGE** (Piet Wit) fait écho à l'observation faite par un Membre, convenant que la CGE n'a pas assez de membres en Afrique. Il estime qu'une des explications est la difficulté de se porter bénévole dans un contexte où de nombreuses personnes se concentrent nécessairement sur l'obtention de moyens d'existence. Des efforts ont été faits en Afrique de l'Ouest et centrale mais l'initiative doit aussi venir de la base. Répondant à une préoccupation soulevée par un Membre de Jordanie, il note que le pastoralisme et la gestion des pâturages font dûment partie de l'Initiative mondiale de l'UICN pour les terres arides.

Le **Président de la CSE** (Simon Stuart) répond aux questions sur les synergies inter-Commissions, faisant référence à la collaboration entre la CSE et la CPEES qui a généré tout un corpus de travaux. Il confirme qu'il n'y a pas de limite au nombre de Commissions auxquelles une personne peut se joindre et qu'à son avis, ce ne serait pas pratique de fixer une telle limite. Il ajoute que si une personne se joint au Groupe de spécialistes de l'UICN sur l'utilisation durable et les moyens d'existence, elle devient automatiquement membre de la CSE et de la CPEES. Il admet que le nombre de membres africains de la Commission semble légèrement faible et que, même s'il y a 900 membres dans la région, c'est inférieur à la capacité requise. Il serait heureux de discuter avec le Membre du Maroc qui a soulevé des questions spécifiques concernant un site important pour une espèce de mammifère marin menacée. Répondant aux préoccupations soulevées par un Membre du Bangladesh concernant le développement de menaces dans les Sundarbans, il note que la Directrice générale de l'UICN écrit fréquemment aux gouvernements sur des questions de politique et de législation relatives à des aires protégées. Il

conseille au Membre en question de contacter le bureau local de l'UICN et les représentants de la Commission au plus vite.

Le **Président de la CMDE** (Antonio Benjamin) répond au Membre du Pakistan qui a demandé des précisions sur le rôle potentiel de l'appareil judiciaire pour faire pression en faveur d'une plus forte protection de l'environnement. Les juges devant nécessairement appliquer la loi, il ne convient pas qu'ils fassent de l'activisme en faveur de l'environnement dans le contexte de ces lois. Un cadre juridique et judiciaire spécifique, appliqué au Pakistan, permet à un juge qui repère une violation de la législation sur les droits de l'homme ou l'environnement de mener une enquête sur les procédures constitutionnelles légales. Mais ce n'est pas le cas dans la grande majorité des pays. Il est d'accord avec le Membre du Bangladesh qui a déclaré que les lois sur l'environnement en vigueur n'aboutissent pas nécessairement à la justice. En outre, il y a des lois qui agissent contre la nature. Répondant à un Membre du Sénégal, il convient que l'exploitation illégale et le trafic des ressources naturelles doivent être traités de la même manière que le trafic de drogues car ils menacent, au même titre, la durabilité future.

La **Présidente de la CMAP** (Kathy MacKinnon) reprend l'invitation lancée par la Présidente de la CPEES à tous ceux qui s'intéressent à l'un des thèmes couverts, d'envisager de rejoindre l'un des Groupes de spécialistes de la Commission. Tous les Présidents des Commissions seraient ravis d'accueillir une plus large représentation. Il y a beaucoup d'informations disponibles, sur le site web de l'UICN, indiquant qui contacter. En Afrique, la CMAP a deux Vice-Présidents, pour l'Afrique centrale et de l'Ouest et l'Afrique australe et de l'Est, bien que ce dernier poste soit depuis peu vacant, son titulaire étant décédé. Concernant la question du développement en conflit avec la conservation des aires protégées au Bangladesh, beaucoup de solutions viendraient d'une meilleure planification du territoire. Elle serait heureuse de discuter avec le Membre concerné, en personne. Elle invite aussi le Membre du Sénégal préoccupé par le trafic des ressources des aires protégées à la contacter directement. À travers la CMAP, l'UICN a lancé des initiatives majeures dans le cadre du Programme de gestion de la biodiversité et des aires protégées (BIOPAMA) en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique, et les Membres qui souhaiteraient en savoir plus sont invités à contacter les bureaux régionaux de l'UICN.

La 4^e séance tirant à sa fin, le **Président** remercie les Présidents des Commissions pour leurs commentaires et leurs réponses aux questions des Membres.

5^e séance de l'Assemblée des Membres

Mercredi 7 septembre 2016 (14:30–18:30)

La 5^e séance est présidée par le **Vice-Président de l'UICN, Miguel Pellerano**, Conseiller régional pour la Mésio-Amérique et l'Amérique du Sud (jusqu'à la fin du point 5.1 de l'ordre du jour) puis par le **Président** (tous les autres points de l'ordre du jour).

Deuxième rapport du Comité de vérification des pouvoirs

Le **Président de séance** invite le **Président du Comité de vérification des pouvoirs** à présenter le deuxième rapport du Comité.

Le **Président du Comité de vérification des pouvoirs** (George Greene) indique qu'il y a eu une augmentation importante du pouvoir de vote des Membres accrédités depuis la présentation du premier rapport du Comité à la première séance (point 1.1 de l'ordre du jour).

Le nombre de voix potentielles détenues par les Membres de l'UICN en règle est le suivant :

Catégorie A (Gouvernements et organismes gouvernementaux) : 230 voix

Catégorie B (ONG internationales et nationales) : 1062 voix

Sur ces voix potentielles, le pouvoir de vote des Membres accrédités représente, au Congrès mondial de la nature 2016, à 12:00, le mercredi 7 septembre 2016 :

Catégorie A (Gouvernements et organismes gouvernementaux) : 199 voix (86%)

Catégorie B (ONG internationales et nationales) : 765 voix (72%)

Il souligne qu'il est essentiel que les Membres obtiennent leur accréditation et reçoivent des cartes de prise de parole/vote afin de pouvoir exercer leurs droits durant l'Assemblée.

Point 5.1 de l'ordre du jour – Présentation des candidats aux postes de Conseillers régionaux, suivie par l'élection par vote électronique des 28 Conseillers régionaux

Le **Président de séance** explique la procédure de présentation des candidats et d'élection des Conseillers régionaux. Il y a une innovation par rapport à la présentation des candidats aux Congrès précédents, à savoir que tous les candidats aux postes de Conseillers régionaux seront priés de répondre en personne, mais en groupes régionaux, à deux questions qui leur auront été remises à l'avance pour qu'ils puissent préparer leurs réponses. Les candidats de chaque région seront appelés sur le podium par ordre alphabétique et chaque candidat pour la région concernée aura deux minutes pour répondre à la première question et une minute à la deuxième question. Les deux questions sont :

- *À votre avis, quels sont les problèmes d'importance critique auxquels doit faire face l'UICN et quel rôle peut et doit jouer le Conseil pour résoudre ces problèmes ?*
- *Comment l'UICN pourrait-elle être plus pertinente dans votre région et que ferez-vous pour la rendre plus pertinente dans votre région ?*

Une fois que les candidats de toutes régions auront répondu, le Responsable des élections supervisera le scrutin d'élection des Conseillers régionaux.

Les **candidats suivants à l'élection aux postes de Conseillers régionaux** (énumérés par ordre alphabétique et par région) répondent aux deux questions. Le **Président de séance** vérifie le respect des limites de temps imparti. L'ordre dans lequel les candidats sont invités à s'exprimer est déterminé par l'ordre alphabétique de leur nom de famille, en commençant par la lettre « S » qui a été tirée au sort par le **Responsable des élections**, conformément aux Règles de procédure.

Candidats aux postes de Conseillers régionaux, Afrique

Emad ADLY, Égypte
Mamadou DIALLO, Sénégal
Jesca ERIYO OSUNA, Ouganda
Ali KAKA, Kenya
Jennifer MOHAMED-KATERERE, Afrique du Sud

Candidats aux postes de Conseillers régionaux, Europe de l'Est, Asie du Nord et Asie centrale

Michael HOSEK, République tchèque
Tamar PATARIDZE, Géorgie
Rustam SAGITOV, Fédération de Russie

Candidats aux postes de Conseillers régionaux, Mésio-Amérique et Amérique du Sud

Marco Vinicio CEREZO BLANDON, Guatemala
Carlos César DURIGAN, Brésil

Jenny GRUENBERGER, Bolivie
Lider SUCRE, Panama

Candidats aux postes de Conseillers régionaux, Amérique du Nord

Rick BATES, Canada
Sixto J. INCHAUSTEGUI, République dominicaine*
John G. ROBINSON, États-Unis d'Amérique

*Ce candidat n'est pas présent au Congrès pour des raisons de santé. Avec l'approbation du **Responsable des élections**, une déclaration vidéo préenregistrée est projetée.

Candidats aux postes de Conseillers régionaux, Océanie

Andrew William BIGNELL, Nouvelle-Zélande
Peter Michael COCHRANE, Australie
Anna Elizabeth TIRAA, Îles Cook

Candidats aux postes de Conseillers régionaux, Asie du Sud et de l'Est

Amran HAMZAH, Malaisie
Masahiko HORIE, Japon
Malik Amin Aslam KHAN, Pakistan
Mangal Man SHAKYA, Népal
Youngbae SUH, République de Corée

Candidats aux postes de Conseillers régionaux, Asie de l'Ouest

Shaikha Salem AL DHAHERI, Émirats arabes unis
Said Ahmad DAMHOUREYEH, Jordanie
Ali DARWISH, Liban
Asghar Mohammadi FAZEL, Iran
Ayman RABI, Palestine

Candidats aux postes de Conseillers régionaux, Europe de l'Ouest

Hilde EGGERMONT, Belgique
Jonathan HUGHES, Royaume-Uni
Jörg JUNHOLD, Allemagne
Jan Olov WESTERBERG, Suède

À l'invitation du **Président**, le **Congrès** manifeste sa satisfaction en acclamant tous les candidats qui se sont exprimés.

Rapport de situation du Président du Comité des résolutions du Congrès

Le **Président du Comité des résolutions** prend la parole pour annoncer que les délibérations de groupes de contact sur deux motions sont terminées et que les textes pertinents sont maintenant en ligne dans les trois langues de l'UICN pour discussion et vote en plénière.

Le **Président de séance** annonce une pause de 20 minutes pour permettre aux Membres de discuter entre eux des présentations des candidats avant de voter pour les postes de 28 Conseillers régionaux.

Après la reprise de la 5^e séance, point 5.1 de l'ordre du jour, le **Président de séance** demande au **Responsable des élections** d'expliquer brièvement le processus d'élection et l'utilisation du système de vote.

Le **Responsable des élections** (Michael D. Wilson) explique qu'il y aura deux types de scrutin pour élire les 28 Conseillers régionaux. Lorsque le nombre de candidats est le même que le nombre de sièges disponibles au Conseil, il y a un tour de scrutin pour chaque candidat, en ordre alphabétique, et les Membres ont 15 secondes pour voter « Oui », « Non » ou « Abstention ». Lorsqu'il y a plus de candidats que le nombre de sièges disponibles, il n'y a qu'un seul tour de scrutin et les Membres ont une minute pour choisir de multiples candidats (jusqu'à concurrence du nombre de sièges disponibles) et confirmer leur vote. Le **Responsable des élections** souligne que, conformément aux Règles de procédure, les Membres ne peuvent pas se connecter au système de vote et qu'aucune motion d'ordre n'est autorisée pendant la durée du vote.

Répondant à diverses questions, le **Responsable des élections** précise :

- on peut voter contre un candidat dans les deux types de scrutin ; soit en votant « Non » pour un candidat dans le premier type de scrutin, soit en ne sélectionnant pas un candidat donné dans le deuxième type de scrutin ; et
- dans le premier type d'élection (c.-à-d. lorsque le nombre de candidats est égal au nombre de postes vacants), le vote pour les candidats se fait en ordre alphabétique et leurs noms sont affichés, un par un, sur les écrans de la salle des plénières.

Le **Président de séance** ouvre le processus de vote, en commençant par la région Afrique. Toutefois, en réponse aux interventions de plusieurs Membres, et avec le consentement du Congrès, le **Président de séance** décide que le premier scrutin pour les Conseillers régionaux pour l'Afrique ne doit pas être pris en compte car certains Membres sont encore en train de se familiariser avec le système de vote électronique. Une assistance technique est fournie pour ceux qui en ont besoin et le scrutin pour la région Afrique reprend.

Le vote pour les 28 postes de Conseillers régionaux se poursuit comme suit :

- Afrique (cinq candidats et quatre sièges ; un tour de scrutin, permettant la sélection d'un maximum de quatre candidats) ;
- Europe de l'Est, Asie du Nord et Asie centrale (trois candidats et trois sièges ; trois tours de scrutin, un par candidat, en ordre alphabétique) ;
- Mésio-Amérique et Amérique du Sud (quatre sièges et quatre candidats ; quatre tours de scrutin, un par candidat, en ordre alphabétique) ;
- Océanie (trois sièges et trois candidats ; trois tours de scrutin, un par candidat, en ordre alphabétique) ;
- Amérique du Nord et Caraïbes (trois candidats et trois sièges ; trois tours de scrutin, un par candidat, en ordre alphabétique) ;
- Asie du Sud et de l'Est (cinq candidats et cinq sièges ; cinq tours de scrutin, un par candidat, en ordre alphabétique) ;
- Asie de l'Ouest (trois sièges et cinq candidats ; un tour de scrutin, permettant la sélection d'un maximum de trois candidats) ; et
- Europe de l'Ouest (trois sièges et quatre candidats ; un tour de scrutin, permettant la sélection d'un maximum de trois candidats).

Une fois le vote terminé pour toutes les régions, le **Président de séance** déclare que l'élection des Conseillers régionaux est terminée.

Le **Président de séance** rappelle qu'aucun résultat ne sera publié jusqu'à la 7^e séance, le vendredi 9 septembre 2016, afin que les élections suivantes aient lieu sans que leur résultat puisse être influencé par une publication précoce des résultats du scrutin actuel. L'annonce différée des résultats permettra aussi au Responsable des élections de rassembler et de vérifier de manière approfondie tous les résultats. Le **Président de séance** souligne qu'il s'agit de faire en sorte que le processus d'élection soit sûr, équitable et transparent.

Point 5.2 de l'ordre du jour (suite des points de l'ordre du jour restants de la 4^e séance) :
4.3 Adoption des mandats des Commissions de l'UICN 2017-2020

Le **Président** (Zhang Xinsheng) invite les Membres à voter pour approuver les mandats proposés pour les six Commissions de l'UICN, figurant dans le document du Congrès WCC-2016-4.3-1 *Propositions de mandats pour les Commissions de l'UICN*, annexes 1 à 3, annexe 4 Rev1 et annexes 5 et 6. Conformément au règlement, les mandats proposés ont été préparés par le Conseil après consultation avec les Membres et garantissent un alignement sur le projet de Programme de l'UICN pour 2017-2020. Le Comité du Programme du Congrès a reçu un amendement, à savoir pour le projet de mandat pour la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE), en raison de l'élaboration du Plan stratégique de la CSE depuis l'adoption du projet de mandat par le Conseil. Il s'ensuit que le libellé de quelques résultats clés pour les espèces a été modifié et qu'un petit nombre de résultats clés pour les espèces a été ajouté. L'amendement a été proposé par le Comité directeur de la CSE et appuyé par deux Membres de l'UICN. Comme il n'y a pas de questions des participants, le Président de séance ouvre la votation.

Le **Congrès** prend la décision suivante [[référence de vote](#)] :

DÉCISION 6

Le Congrès ADOPTE les [mandats des six Commissions de l'UICN](#) pour la période 2017-2020.

Point 5.3 de l'ordre du jour – Rapport sur la réunion des Comités nationaux et régionaux reconnus (le 1^{er} septembre 2016)

Le **Président** rappelle que, conformément aux Statuts, les Comités régionaux et Forums régionaux doivent présenter des rapports au Congrès. Depuis 2012, cette obligation est appliquée en donnant aux Comités régionaux et Forums régionaux la possibilité de porter leurs rapports sur le site web. Il invite le **Président du Comité national du Royaume-Uni** (M. Chris Mahon) à présenter un rapport sur la réunion de tous les Comités nationaux et régionaux reconnus qui a eu lieu le 1^{er} septembre 2016.

M. Mahon explique les objectifs et les résultats de la réunion qui a rassemblé plus de 150 participants de 62 Comités nationaux et cinq Comités régionaux. Certaines des principales conclusions sont :

- le rôle des Comités nationaux et régionaux reste insuffisamment reconnu ;
- leur potentiel n'est pas encore réalisé ;
- il y a de bonnes preuves de valeur ajoutée ; et
- il convient de développer encore les Comités nationaux et régionaux.

Il souligne l'importance de l'approbation, après discussion en ligne et vote électronique, de la Motion 002 – *Groupe mondial de l'UICN pour le développement des Comités nationaux et régionaux*. Cette motion traite certains des points énumérés ci-dessus en établissant un Groupe mondial des Comités nationaux et régionaux. Ce groupe serait reconnu par le Conseil de l'UICN et chargé de travailler en coordination avec le Groupe pour le renforcement de l'Union, à l'application du Programme de l'UICN.

M. Mahon souligne deux autres messages pour l'Assemblée des Membres :

- les Comités nationaux et régionaux de Membres de l'UICN constituent la « colonne vertébrale » de l'Union, c'est-à-dire que les Membres apportent force et souplesse à l'Union, l'articulation étant fournie par les Comités ; et
- les Membres veulent « ramer ensemble » avec d'autres parties de l'Union.

Il remercie le **Président** et le **Directeur mondial du Groupe pour le renforcement de l'Union** pour leur appui et termine sa présentation en résumant les prochaines étapes du processus d'établissement du Groupe mondial des Comités nationaux et régionaux, à savoir :

- mettre sur pied un groupe pilote, en ligne, représentatif au plan régional ;
- faire la liaison avec le Secrétariat pour la logistique ;
- préparer un cahier des charges et la gouvernance ;
- élaborer les priorités ; et
- poursuivre la consultation avec les Membres.

Le **Président de séance** donne la parole aux participants pour des questions et commentaires.

Répondant à une question du **Centre for Media Studies** (Inde) et à des remarques d'**Ethiopian Wildlife Conservation Authority** (Éthiopie) et de **Development of Biotechnology & Environment** (Bangladesh), **M. Mahon** souligne la nécessité de disposer d'un mécanisme efficace pour échanger l'information et l'expérience entre les nombreux Comités nationaux et régionaux.

Il se félicite de l'exemple présenté par le **Groupe de recherche et d'études environnementales** (Sénégal) concernant le rôle du Comité régional de l'UICN pour l'Afrique de l'Ouest et centrale qui a aidé à obtenir une accréditation auprès du Fonds vert pour le climat pour une entité nationale du Sénégal et apprécie son offre de partager son expérience avec d'autres Membres.

Répondant aux questions des **Jeunes Volontaires pour l'environnement** (Togo) et du **Groupe d'action pour l'enfance au Sahel** (Mali), il souligne que chaque Comité national et régional est différent. La priorité consiste à établir un système que chacun pourrait enrichir et utiliser comme source d'information. Une partie du processus permanent comprendrait un examen des besoins de développement des Comités régionaux et (en particulier) nationaux ; l'analyse, à ce jour, n'a fait qu'effleurer la surface du problème. Si les changements étaient faciles à obtenir, ils seraient déjà faits. En conséquence, la première tâche du groupe de niveau mondial est de veiller à ce qu'il y ait un mécanisme pour l'échange d'informations.

Le représentant de **Coastal Area Resource Development** (Bangladesh) souhaite préciser qu'un problème de voyage l'a empêché d'arriver à temps pour la réunion du 1^{er} septembre des Comités nationaux et régionaux reconnus. En conséquence, le rapport du Comité national du Bangladesh n'a pas pu être présenté.

Point 5.4 de l'ordre du jour – Rapport sur les progrès du Comité des résolutions suivi par une discussion et un vote de motions

À la demande du **Président**, le **Président du Comité des résolutions** (Simon Stuart) fournit une mise à jour sur les motions d'importance stratégique identifiées par le Groupe de travail sur les motions, en mars 2016, comme méritant d'être discutées à l'Assemblée des Membres :

Motion 026 – *Les aires protégées et autres zones importantes pour la biodiversité dans le contexte d'activités industrielles et du développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement*

Motion 049 – *Promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale*

Motion 063 – *Le Capital naturel*

Les groupes de contact pour ces trois motions ont fait des progrès mais les discussions ne sont pas terminées et d'autres réunions des groupes de contact sont prévues. Les horaires et les lieux seront indiqués dès que possible.

Motion 064 – *Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité*

Le groupe de contact est parvenu à un point avancé de la discussion et présentera un texte révisé très prochainement.

Motion 065 – *Améliorer les normes en matière d'écotourisme*

Le groupe de contact est parvenu à un consensus sur le texte, et a conclu que l'UICN elle-même ne doit pas agir comme organe de certification mais collaborer avec les organes de certification existants. Le texte révisé est prêt pour débat et vote en plénière.

Il fournit également une mise à jour sur les huit autres motions qui ont été renvoyées au Congrès afin de traiter des divergences d'opinion non résolues durant la discussion en ligne :

Motion 007 – *Fermer le marché intérieur de l'ivoire d'éléphant*

Un consensus n'a pas encore été atteint. Une nouvelle réunion du groupe de contact est prévue.

Motion 037 – *[La conservation des aires protégées [à gouvernance] privée[s]] [Appuyer la conservation volontaire de terres privées]*

Une troisième réunion du groupe de contact est prévue.

Motion 048 – *Protection des forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts*

Il s'agit d'une fusion de trois motions différentes, mais le groupe de contact a conclu qu'il serait plus approprié de préparer deux motions séparées, une sur les forêts primaires et les paysages forestiers intacts et l'autre sur les forêts anciennes.

Motion 053 – *Accroître l'étendue des aires marines protégées pour assurer l'efficacité de la conservation de la biodiversité*

Un consensus n'a pas encore été atteint. Une nouvelle réunion du groupe de contact est prévue.

Motion 059 – *Réponse de l'UICN à l'Accord de Paris sur les changements climatiques*

Une nouvelle réunion du groupe de contact est prévue.

Motion 061 – *Renforcer la prise en compte des océans dans le régime climatique*

Un consensus a été trouvé sur un texte révisé qui sera présenté en plénière pour examen dès qu'un petit nombre de problèmes de traduction auront été résolus.

Motion 074 – *Renforcer l'évaluation, l'estimation et l'élaboration de rapports sur la biodiversité par les entreprises*

Le groupe de contact a trouvé un consensus sous réserve de l'intégration de quelques amendements, notamment sur le fait qu'il n'existe pas actuellement de lignes directrices cohérentes sur cette question. Le texte est déjà disponible dans les trois langues, prêt pour le débat en plénière.

Motion 090 – *Élimination progressive des munitions au plomb [utilisées pour la chasse] [dans les zones humides]*

Des progrès ont été faits mais il est encore nécessaire de poursuivre la discussion. Une nouvelle réunion du groupe de contact est prévue.

Les traductions de la nouvelle **Motion 103** – *Conservation des vigognes (Vicugna vicugna) et commerce illégal de leur laine* et de la **Motion 100** – *Construction de deux barrages sur le fleuve Santa Cruz, en Argentine : impact sur un écosystème irremplaçable et sur la population de grèbes mitrés (Podiceps gallardoi) une espèce endémique d'Argentine en danger critique d'extinction* sont en train d'être vérifiées pour des erreurs et seront disponibles sous peu.

Enfin, il précise que le Comité des résolutions examinera l'éligibilité, au titre de l'article 52 des Règles de procédure, d'une motion soumise par un Membre du Liban qui avait été soumise à temps mais n'avait pas encore été examinée par le Comité.

À la demande du **Président**, la **Présidente du Comité de la gouvernance** (Margaret Beckel) fait une mise à jour sur les six motions relatives à la gouvernance. Les cinq motions qui suivent ont été examinées par des groupes de contact et un consensus a été trouvé sur chacune, soit sans aucun changement, soit avec des changements mineurs. Les textes définitifs seront mis à la disposition des Membres pour qu'ils les voient avant les séances plénières du 9 septembre.

- **Motion B** – *Introduction des organisations des peuples autochtones dans la structure de l'Union ;*
- **Motion C** – *Élection du Président de l'UICN;*
- **Motion D** – *Autorité unique de l'Assemblée des Membres pour amender le Règlement en ce qui concerne les objectifs, la nature des Membres et les critères d'admission (suite à la décision 22 du Congrès mondial de la nature 2012) ;*
- **Motion E** – *Amélioration de la pratique et réformes de la gouvernance de l'UICN ; et*
- **Motion F** – *Proposition d'amendement à l'article 6 des Statuts de l'UICN relative aux cotisations des États et des organisations d'intégration politique et/ou économique admises par l'UICN.*

La **Présidente du Comité de la gouvernance** indique qu'aucun consensus n'a encore été trouvé sur la **Motion A** – *Intégration d'autorités gouvernementales régionales dans la structure de l'Union* et que celle-ci fera donc l'objet d'une deuxième réunion de groupe de contact.

Le **Président** remercie les **Présidents du Comité des résolutions et de la gouvernance** et donne la parole aux participants pour des questions et commentaires.

Le **Président du Comité des résolutions** répond à plusieurs questions sur l'organisation et la logistique posées par **Environment and Conservation Organizations of New Zealand**, **Fundación RIE – Red Informática Ecologista** (Argentine), la **Société péruvienne pour le droit de l'environnement** (Pérou), **Wildlife Conservation Authority** (Éthiopie) et **Forest Stewardship Council A.C.** (États-Unis d'Amérique). Ces questions concernent principalement la programmation et les langues de travail de différents groupes de contact. Le Président estime qu'il serait peu utile de préparer une mise à jour écrite du Comité sur le site web du Congrès car la liste présentée par oral était plutôt à considérer comme un travail en progrès. Il ne serait pas non plus pratique de fournir une liste en pleine évolution dans les trois langues.

La **Responsable en chef de la politique** du Secrétariat, **Unité mondiale des politiques et correspondante pour le Groupe de travail sur les motions et le Comité des résolutions** (Sonia Peña Moreno) donne d'autres informations sur le processus suivi pour scinder la Motion 048 sur les forêts en deux motions séparées.

Le **Président du Comité des résolutions** indique qu'en ce qui concerne les deux textes de motion révisés, disponibles dans les trois langues (Motion 061 et Motion 065), le premier n'a été publié que récemment et les Membres n'auront donc pas suffisamment l'occasion de le réviser. Il est donc recommandé que celui-ci soit communiqué à la prochaine séance. La Motion 065, cependant, est prête pour discussion et vote en plénière.

Le **Président** donne la parole pour des questions et commentaires sur la Motion 065 – *Améliorer les normes en matière d'écotourisme*.

Fundación Ambiente y Recursos Naturales (Argentine) souligne que la version espagnole contient encore du texte entre crochets alors que le Président du Comité des résolutions a indiqué qu'un consensus a été trouvé au groupe de contact.

Concernant une motion d'ordre de l'**Association for Rural Area Social Modification, Improvement and Nestling** (Inde) demandant que l'Assemblée des Membres soit ajournée pour la journée et suivant

l'avis de le **Conseiller sur la procédure du Congrès** (Sena Wijewardane) que la motion d'ajournement soit mise au vote, le **Congrès** prend la décision suivante [[référence de vote](#)] :

DÉCISION 7

Le Congrès N'APPROUVE PAS la motion d'ajournement de la 5^e séance.

Le **Président** donne à nouveau la parole pour des interventions concernant la Motion 065.

Suite à des interventions du **Fonds mondial pour la nature** (États-Unis d'Amérique) – qui présente un amendement à la motion, **Forest Stewardship Council A.C.** (États-Unis d'Amérique), **Tropical Resources Institute (Yale School of Forestry and Environmental Studies)** (États-Unis d'Amérique) et **Fundación para la Conservación de los Recursos Naturales** (Panama), le **Président du Comité des résolutions** conclut que de nouvelles consultations sont requises avant que la motion ne soit prête pour examen et vote final en plénière.

Le **Président** renvoie l'examen de la Motion 065 et donne la parole pour la discussion de la Motion 074 – *Renforcer l'évaluation, l'estimation et l'élaboration de rapports sur la biodiversité par les entreprises*.

Le texte issu du groupe de contact sur cette motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 8

Le Congrès ADOPTE la Motion 074.

[[référence de vote](#)]

Le **Président du Comité des résolutions** invite les Membres qui souhaitent proposer des amendements à l'une ou l'autre des motions encore à l'examen d'assister aux groupes de contact concernés. La programmation de ces réunions est maintenant fixée et il n'est plus possible de la modifier en raison de la logistique impliquée et de la nécessité de finaliser les textes à temps pour examen en plénière.

Le **Président** remercie tous ceux qui ont contribué au processus des motions du Congrès jusqu'à présent et invite les Membres à consulter le portail du Congrès ainsi que l'application du Congrès pour y trouver d'autres informations sur les réunions des groupes de contact.

6^e séance de l'Assemblée des Membres

Vendredi 9 septembre 2016 (08:30–13:00)

Le **Président** accueille les Membres pour la poursuite des travaux officiels de l'Assemblée, après les excursions des délégués qui ont eu lieu le jeudi 8 septembre. Les Comités du Congrès et le Secrétariat ont travaillé d'arrache-pied pour faire en sorte que tous les documents révisés, y compris les motions, soient déjà dans les trois langues pour examen en séance plénière. Il résume les points de l'ordre du jour prévus pour la 6^e séance et invite le **Vice-Président John Robinson** à présider le premier (point 6.1 concernant le Programme de l'UICN 2017-2020) après avoir présenté une brève mise à jour sur les Engagements d'Hawaii.

S'exprimant au nom du **Groupe de travail sur les Engagements d'Hawaii**, **John Robinson** indique que le premier projet des Engagements d'Hawaii a été mis en ligne le mercredi 7 septembre 2016 et que la période des commentaires s'est terminée à midi, le jeudi 8 septembre. Des centaines de commentaires ont été reçus et intégrés dans toute la mesure du possible. Un deuxième projet est maintenant publié et restera ouvert aux commentaires jusqu'à midi, vendredi 9 septembre. Le Groupe

de travail examinera alors toute autre intervention et préparera une version finale qui sera acceptée par acclamation le samedi 10 septembre.

Point 6.1 de l'ordre du jour – Discussion du projet de Programme de l'UICN 2017-2020, rapport du Comité du Programme du Congrès, suivi de l'adoption du Programme de l'UICN 2017-2020

Sur invitation du **Président de séance** (John Robinson), la **Présidente du Comité du Programme** (Tamar Pataridze) présente le rapport du Comité du Programme du Congrès. Elle rappelle la composition du Comité qui s'est réuni quatre fois pour examiner les amendements proposés au projet de Programme de l'UICN 2017-2020. Au total, 13 amendements proposés ont été examinés, notamment 11 qui ont été soumis directement au Comité, ainsi que deux projets de motions renvoyés au Comité du Programme par le Comité des résolutions, suggérant que des amendements au projet de Programme seraient le meilleur moyen de traiter les questions sur le fond qui y étaient soulevées.

Neuf des 13 amendements proposés ont été reçus avant le délai fixé pour examen par le groupe de contact à composition non limitée dont la réunion a eu lieu le mercredi 7 septembre, qui était animé conjointement par les Vice-Présidents John Robinson et Amin Malik Aslam Khan et auquel ont assisté les membres du Comité du Programme. Par la suite, le Secrétariat a présenté trois autres propositions à l'attention du Comité du Programme, notant que des questions techniques avaient empêché que ces propositions, soumises avant le délai, soient correctement identifiées. Le Comité du Programme a donc décidé de les examiner par souci d'équité envers leurs auteurs. Une proposition finale a été reçue le jeudi 8 septembre sous forme de motion renvoyée au Comité du Programme par le Comité des résolutions. Le Comité du Programme a également décidé d'en tenir compte.

Le **Comité du Programme** est d'avis que 12 des propositions peuvent être acceptées, en tout ou partie, comme amendements au Programme, à condition qu'elles remplissent un certain nombre de critères régissant la priorité d'inclusion, en particulier : pertinence avec la mission de l'UICN ; potentiel à mobiliser différents éléments de l'UICN ; mandat et cohérence avec les Résolutions de l'UICN ou les accords internationaux ; preuve que l'UICN pourrait les valoriser et soit la mieux placée pour diriger le processus ou l'influencer ; et disponibilité de ressources et d'expertise pour la réalisation. Les 12 amendements recommandés pour adoption couvrent les sujets suivants :

- Droits de la nature (adoption sans modifications) ;
- Patrimoine géologique (adoption partielle) ;
- Écotourisme (adoption partielle) ;
- Des parcs en bonne santé, des populations en bonne santé (adoption) ;
- Eau douce – deux amendements (adoption des deux) ;
- La nature pour tous – deux amendements (adoption de l'un, adoption de l'autre avec modifications) ;
- Antarctique (adoption) ;
- Trafic des espèces sauvages (adoption) ;
- Communautés durables (adoption) ; et
- Asie de l'Ouest (adoption).

Il a été recommandé de rejeter un amendement proposé, relatif à la question de l'énergie.

La Directrice mondiale du Groupe des politiques et du Programme de l'UICN

(Cyriaque Sendashonga) apporte d'autres détails sur le fond des 12 amendements recommandés pour acceptation et les moyens par lesquels ils pourraient être intégrés. Dans certains cas, cela nécessitera de réviser le libellé des résultats mondiaux ou des objectifs spécifiques ; dans d'autres cas, un amendement au texte descriptif serait plus approprié.

En ce qui concerne la décision de recommander le rejet de l'amendement sur l'énergie, la **Présidente du Comité du Programme du Congrès** souligne que l'UICN reconnaît pleinement et soutient la position selon laquelle une transition entre les combustibles fossiles et des systèmes énergétiques propres est essentielle pour la pérennité de l'environnement. L'Union a toujours reflété ce point de vue dans ses documents de politique relatifs aux négociations sur le changement climatique telles que la récente COP21 à Paris. Toutefois, le Comité du Programme est d'avis que la place de l'UICN dans le changement climatique est construite autour de la conservation de la nature et du déploiement de solutions fondées sur la nature pour l'atténuation et l'adaptation. La communauté internationale reconnaissant de plus en plus l'importance des écosystèmes pour traiter la question du changement climatique, il ne serait pas stratégique de déplacer le centre de gravité de l'identité de l'UICN en intégrant de nouveaux domaines de travail traitant de solutions fondées sur des technologies d'utilisation de l'énergie solaire, éolienne, des océans et géothermique. Pousser l'UICN dans cette direction nécessiterait d'investir dans des ressources importantes en matière de personnel, de temps et de finances, alors qu'il n'est pas du tout évident que l'UICN puisse apporter une valeur ajoutée ou un avantage comparatif par rapport aux nombreux autres acteurs déjà présents dans ce domaine de travail.

En conclusion, le **Comité du Programme du Congrès** recommande que le Congrès approuve la recommandation du Comité visant à adopter les 12 amendements proposés au projet de Programme, rejette l'introduction d'un nouveau thème sur l'énergie et approuve le Programme de l'UICN 2017–2020 sous réserve des ajustements que le Secrétariat devra faire pour tenir compte des amendements acceptés.

Sur invitation du **Président de séance**, la **Directrice générale** exprime ses remerciements au Comité du Programme et sa conviction que les amendements recommandés renforceront considérablement le Programme. Elle ajoute qu'il n'est pas possible de corriger le document en détail à l'Assemblée mais s'engage à ce que le Secrétariat intègre les amendements comme indiqué par les orateurs précédents, notant que tous les amendements ont été publiés dans le document du Congrès WCC-2016-2.1/3 *Amendements proposés pour le Programme reçus par écrit*.

Le **Président de séance** donne la parole aux participants pour une discussion.

Cultura ambiental (Uruguay) demande que l'on précise les raisons ayant conduit à recommander le rejet de l'amendement sur l'énergie renouvelable compte tenu de son importance pour la conservation des ressources naturelles.

L'**Association Ribat Al Fath**, (Maroc) souligne cette importance et considère que l'énergie renouvelable est un domaine dans lequel l'UICN doit participer résolument.

State Nature Conservancy of Slovakia, s'exprimant au nom de la Slovaquie en sa capacité actuelle de présidente du Conseil européen, fait une déclaration officielle d'appui au projet de Programme au nom des États membres de l'UE présents à la session, soulignant la pertinence du Programme dans le contexte de l'UE et exprimant l'espoir qu'il sera reflété dans le Programme régional européen de l'Union. La déclaration est la suivante :

« L'Europe est une région caractérisée par sa diversité et les problèmes environnementaux sévères qu'elle connaît ont une forte empreinte mondiale. Parmi eux, il y a ceux qui sont mis en évidence et discutés ici, au Congrès, dans les questions d'importance stratégique. Cependant, l'Europe est unique par son approche continentale, à travers une institution supranationale qui édicte les lois, l'Union européenne, ce qui lui procure des instruments de politique pouvant répondre aux problèmes mentionnés et ce qui a une grande influence sur la fixation de normes élevées en matière de décisions environnementales à l'échelle planétaire.

L'UICN, en Europe, devrait donc se concentrer sur la manière d'améliorer l'application de la Stratégie de l'UE pour la biodiversité et les progrès vers la réalisation des Objectifs d'Aichi, et devrait encourager les États membres de l'UE et la Commission européenne à appliquer

intégralement la Stratégie. L'UICN devrait en outre soutenir la conservation du milieu marin dans ses travaux sur les déchets marins au sein d'une économie mondiale. L'intégration de préoccupations environnementales au sein de la politique agricole est cruciale si l'on veut garantir une agriculture durable et préserver la biodiversité de l'UE, conformément aux mesures agri-environnementales déjà élaborées dans le cadre de la Politique agricole commune. Elle devrait collaborer avec les entreprises, affiner des concepts tels que le capital naturel et appliquer l'Accord de Paris ainsi que les Objectifs de développement durable. »

Le **Conseil international du droit de l'environnement** se félicite de l'accent mis dans le projet de Programme sur les Objectifs de développement durable. Il importe de noter que chacun des 17 ODD est interdépendant et cela devrait être reflété dans le document du Programme. Par exemple, l'éducation des filles et des femmes n'est pas une fonction fondamentale de la conservation mais, sans elle, la conservation est vouée à l'échec.

L'**Association européenne pour la conservation du patrimoine géologique** appelle à intégrer pleinement dans le Programme de l'UICN la conservation de la géodiversité et du patrimoine géologique.

Unnayan Onneshan (Bangladesh) demande s'il est possible d'établir, dans le Programme, un lien direct avec les motions et demande quels sont les liens entre le Programme, le budget et la structure du Secrétariat.

L'**Association mondiale des zoos et aquariums** et le **Ministère de l'environnement et du développement durable** (Sénégal) demandent de préciser une suggestion particulière faite par la Directrice mondiale du Groupe du Programme et des politiques, en ce qui concerne le remplacement dans la terminologie de « biodiversité » par « nature ».

Le **Ministère de l'environnement et du développement durable** (Tunisie) se félicite de l'alignement du Programme avec le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages et prône la promotion de la conservation de la nature comme pilier central de la prévention des risques de catastrophe.

Wildlife Conservation Authority (Éthiopie) demande que la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la lutte contre le trafic d'espèces sauvages et autres engagements mondiaux sur la question soient reflétés dans le Programme.

SACAN Foundation (Pakistan), s'exprimant au nom du Réseau d'Asie du Sud pour la conservation et l'agriculture, souligne que dans la région d'Asie du Sud, 93% de l'eau douce est utilisée par le secteur agricole qui est aussi le principal pollueur. Le Programme devrait refléter les solutions dont a besoin cette région.

Le **Centre africain de recherches forestières** (Cameroun) attire l'attention sur les aspirations à l'agriculture industrielle dans le bassin du Congo et insiste sur la nécessité d'examiner les effets sur les écosystèmes.

Arab Group for the Protection of Nature (Jordanie) se félicite de la recommandation du Comité du Programme d'adopter l'amendement sur l'Asie de l'Ouest et demande que le Croissant fertile et le Yémen soient aussi ajoutés.

Baanhn Beli (Pakistan) estime que l'Union est trop « centrée sur son Secrétariat » et dépendante des donateurs pour l'application. Il y a, dans les régions, un vaste potentiel en matière de mobilisation de ressources qui n'est pas utilisé.

Le **Centre de suivi écologique** (Sénégal) demande qu'une attention particulière soit accordée à la région Afrique pour empêcher les déséquilibres dus au manque de capacités, de compétences techniques et de ressources financières.

Le **Ministère de l'environnement, des forêts et du climat** (Inde) demande ce que l'UICN fait pour garantir que des espèces encore inconnues soient découvertes avant de disparaître.

Centro de Apoyo a la Gestión Sostenible del Agua y el Medio Ambiente 'Agua Sostenible' (Bolivie) et l'**Association malienne pour la conservation de la faune et de son environnement** demandent des éclaircissements sur l'amendement concernant l'eau douce.

Le **Ministère des affaires étrangères** (Chine) apprécie les liens entre le Programme et l'Accord de Paris et les ODD, mais demande la mise en place d'un mécanisme d'application.

Le **Ministère des affaires étrangères et du développement international** (France) exprime des réserves sur l'intégration de texte se référant aux « droits de la nature ». Du point de vue de la France, la terminologie utilisée dans le Programme ne devrait accorder aucun droit de plus que ceux qui sont reconnus dans le cadre des Nations Unies.

Centre for Biodiversity and Indigenous Knowledge (Chine) souligne la coopération régionale comme le grand avantage de l'UICN et appelle au renforcement de l'application des connaissances autochtones.

La **Directrice générale** répond à plusieurs points soulevés, indiquant que :

- L'indivisibilité des ODD est soulignée dans le document du Programme et peut être reflétée dans le texte d'introduction si ce n'est pas déjà le cas. Toutefois, cela ne signifie pas que l'UICN elle-même puisse travailler à chacun des ODD.
- Concernant le patrimoine géologique, l'UICN s'est engagée auprès de Géoparcs, avec l'UNESCO, depuis un certain temps et cela continuera à l'avenir.
- Concernant les liens entre le Programme et les motions, il y a littéralement des milliers de motions mais seulement un Programme qui doit être exprimé de manière cohérente de sorte qu'il ne peut pas y avoir d'alignement parfait avec les motions, mais plutôt un regroupement autour des trois thèmes du Programme. Les motions sont effectivement la fondation et l'expression des trois thèmes.
- Concernant les préoccupations exprimées par le remplacement du terme « biodiversité » par « nature », cela n'est proposé qu'à un seul endroit du document du Programme, mais afin d'éviter tout malentendu, la phrase « biodiversité et nature » sera utilisée pour ce point particulier.
- L'UICN a joué un rôle insigne dans la mise en place à la fois du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages et le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. L'élément 'solutions fondées sur la nature' du Programme fait largement place à la prévention des risques de catastrophe et les Membres, les Commissions et le Secrétariat participent tous activement aux travaux relatifs au partage des avantages.
- L'UICN participe activement, à la fois aux dimensions d'utilisation durable et de lutte contre le trafic, du commerce des espèces sauvages. Pour des raisons de place, le Programme ne fait pas référence à toutes les résolutions pertinentes des Nations Unies, mais l'UICN a certainement pris note de ces résolutions ainsi que des résolutions adoptées par la CITES.
- Un amendement utile a été présenté pour renforcer le Programme du point de vue de l'eau, question qui a été soulevée par plusieurs Membres.
- Durant la période du Programme, l'UICN approfondira son engagement à l'interface entre la biodiversité et l'agriculture.
- Une référence au Croissant fertile et au Yémen sera, en effet, ajoutée, comme demandé.
- Les Comités nationaux et régionaux ont un rôle majeur à jouer dans l'application du Programme et le Secrétariat se réjouit de faire tout ce qu'il peut pour soutenir ce travail.

- Le Président sortant de la Commission de la gestion des écosystèmes s'est donné pour priorité de travailler avec l'Afrique et, il ne fait aucun doute, qu'il remettra le même mandat au nouveau Président.
- La Commission de la sauvegarde des espèces et le Programme pour les espèces ont fixé des objectifs ambitieux pour un nombre considérable de nouvelles évaluations des espèces qui seront terminées avant 2020.
- En ce qui concerne la question de l'énergie, différentes Assemblées des Membres ont souligné l'impératif de progresser vers un avenir sobre en carbone. Toutefois, le mandat principal de l'UICN n'est pas celui d'un organisme chargé de l'énergie, avec toute la spécialisation que cela nécessiterait, et beaucoup d'autres organisations travaillent déjà extrêmement bien dans ce domaine. Le rôle de l'UICN consiste à se concentrer sur les éléments relatifs aux mesures d'adaptation et d'atténuation fondées sur les écosystèmes, aux solutions fondées sur la nature et d'inclure dans le débat sur le climat l'impératif des écosystèmes.
- Le concept de « droits de la nature » était reflété dans de précédents Programmes et concerne la conservation de la nature, exprimant l'importance qu'il faut attacher à l'intégrité et à la valeur intrinsèque de la nature, indépendamment du bien-être humain.

Le **Président de séance** annonce que le moment est venu de prendre des décisions. L'Assemblée devra voter sur les recommandations du Comité du Programme, en deux étapes. Premièrement, les 12 amendements recommandés pour adoption et intégration dans le projet de Programme et, deuxièmement, l'amendement sur l'énergie que le Comité recommande de rejeter.

Une motion d'ordre est soulevée par le **Ministère de l'environnement** (Finlande). Il est extrêmement difficile de comprendre ce qu'il est demandé aux Membres de voter sans voir les amendements proposés présentés avec « suivi des modifications » dans le document de projet de Programme. Cette préoccupation est reprise en écho par le **Sierra Club** (États-Unis d'Amérique), **Nigerian Environmental Study Action Team** (Nigéria) et le **Ministère de l'environnement et de l'énergie** (Suède), qui demandent de renvoyer le vote sur le projet de Programme jusqu'à ce que les Membres aient pu voir les amendements proposés incorporés dans le document.

Le **Président de séance** répond que le texte est très long et qu'il n'est pas possible d'entreprendre une correction de cette ampleur dans une si grande réunion. Les amendements spécifiques au Programme ont été suggérés par les Membres, recommandés pour approbation par le Comité du Programme et sont disponibles sur le site web du Congrès. Il faut maintenant que le Secrétariat les intègre dans le texte du Programme, procède au polissage du texte, à des corrections de grammaire et à l'introduction des changements qui en découlent.

La **Directrice générale** souligne que le Programme a 45 pages et qu'il est présenté dans trois langues. Un changement apporté a des conséquences en chaîne à travers tout le document et nécessite beaucoup de temps et de soin après le Congrès. Un exercice semblable « de bonne foi » a eu lieu après le Congrès de Jeju pour tenir compte des amendements convenus et garantir qu'ils étaient pleinement reflétés. Le Secrétariat produira une version « propre » du Programme amendé, et une version avec suivi des modifications montrant exactement où les amendements ont été apportés afin que les Membres puissent les retrouver facilement.

Swedish Museum of Natural History présente une motion d'ordre. Il s'agit de soumettre à un vote l'appel à différer l'approbation du projet de Programme.

Le **Président** invite les Membres à voter « Oui », « Non » ou « Abstention » à la motion : « Voulez-vous différer le vote ? »

Le **Congrès** prend la décision suivante :

DÉCISION 9

Le Congrès N'APPROUVE PAS la motion visant à différer le vote du Programme de l'UICN 2017-2020.

Le **Président** procède aux deux scrutins sur les recommandations du Comité du Programme concernant les amendements proposés au projet de Programme.

Le **Congrès** prend la décision suivante [[référence de vote](#)] :

DÉCISION 10

Le Congrès APPROUVE la recommandation du Comité du Programme du Congrès d'accepter les 12 amendements au projet de Programme de l'UICN 2017-2020.

Le **Congrès** prend la décision suivante [[référence de vote](#)] :

DÉCISION 11

Le Congrès APPROUVE la recommandation du Comité du Programme du Congrès de rejeter l'amendement concernant l'introduction d'un nouveau thème sur l'énergie dans le Programme de l'UICN 2017-2020.

Le **Président** invite le Congrès à voter le projet de Programme tel qu'amendé.

Le **Congrès** prend la décision suivante [[référence de vote](#)] :

DÉCISION 12

Le Congrès, sur proposition de la Directrice générale de l'UICN et avec l'approbation du Conseil de l'UICN, conformément à l'article 88 e) des Statuts :

- APPROUVE le [Programme de l'UICN 2017-2020](#) avec les amendements recommandés par le Comité du Programme du Congrès ;
- DEMANDE à la Directrice générale d'intégrer les amendements recommandés par le Comité du Programme du Congrès et de publier le document final du Programme le plus vite possible.

Le **Ministère de l'environnement** (Finlande) exprime son déplaisir à propos des procédures suivies et de la faible priorité que le Président de séance semble attacher au Programme et soumet ultérieurement la déclaration suivante pour les procès-verbaux :

« La délégation du Ministère de l'environnement de la Finlande souhaite expliquer sa préoccupation concernant la manière dont la décision relative au Programme 2017-2020 a été prise. De notre point de vue, il s'agit d'une question de procédure. Nous avons demandé que les changements apportés au Programme nous soient présentés sous une forme claire, écrite, montrant les changements avec le suivi des modifications afin de nous permettre de prendre une décision exacte et en connaissance de cause au lieu de laisser une partie/un contenu substantiel des amendements non expliqué. Pour l'Union et sa politique de transparence, il est important que le Programme 2017-2020, étant le principal document pour les Membres et pour les donateurs-cadres, entre autres, soit clair. La présentation orale était source de confusion et difficile à suivre telle qu'elle a été faite à l'Assemblée. Pour un Membre, il est difficile de prendre une décision exacte et en connaissance de cause sur le contenu additionnel principal sans que les amendements ne nous soient clairement présentés. Notre préoccupation ne porte pas sur le contenu en soi mais sur la manière dont la question a été traitée durant l'Assemblée par le Président de séance/Secrétariat. La Finlande s'oppose à la manière dont la question a été traitée mais, surtout, ne s'oppose pas aux ajouts. »

Le **Président de séance** souligne qu'à son avis, le Programme est le document le plus important issu du Congrès et s'excuse s'il n'a pas réussi à transmettre ce sentiment. Les amendements étaient disponibles pour consultation en ligne ; simplement, il n'y a pas eu de « peaufinage » final. Néanmoins, il serait approprié que tout Membre ayant encore des préoccupations soumette une explication de son vote qui sera dûment publiée.

Le **Ministère des affaires étrangères et du développement international** (France) fait la déclaration suivante pour les procès-verbaux :

« La France soutient le projet de Programme de travail 2017-2020 de l'UICN. S'agissant de l'ajout des « droits de la nature » dans le domaine de programme 2 (objectifs 14 et 15), la France interprète la terminologie utilisée dans le projet de Programme de travail comme ne créant aucun droit supplémentaire par rapport à ceux qu'elle reconnaît dans son ordre juridique et dans le cadre des Nations Unies. »

Le **Conseil international du droit de l'environnement** communique la déclaration suivante pour les procès-verbaux :

« Le Conseil international du droit de l'environnement soutient les objections des États Membres quant à la procédure relative au Programme. Il n'est pas avisé de demander aux Membres de l'UICN de voter sans que tous les Membres ne disposent du texte lui-même. Le Congrès aurait dû tenir un groupe de contact sur l'amendement proposé qui aurait pu produire un texte clair. C'est faire preuve d'autorité et moins que transparent de faire préparer le Programme en petit comité. Le CIDE a voté pour le Programme mais demande à la Directrice générale et au Conseil de faire en sorte que cette pratique qui est tout sauf une bonne pratique NE se répète PLUS dans quatre ans. »

Point 6.2 de l'ordre du jour – Rapport sur les progrès du Comité des résolutions, suivi par une discussion et un vote des motions

Ce point de l'ordre du jour est présidé par le **Vice-Président de l'UICN, Malik Amin Aslam Khan** (Conseiller régional pour l'Asie du Sud et de l'Est).

Le **Président de séance** invite le **Président du Comité des résolutions** à procéder à une mise à jour sur l'état des motions.

Le **Président du Comité des résolutions** (Simon Stuart) indique que de bons progrès ont été faits et que dix motions sont prêtes pour être discutées et votées en séance plénière. Conformément au paragraphe 52 des Règles de procédure, le Comité a évalué une nouvelle motion concernant les conflits et la conservation, qui a été soumise dans les délais par des Membres d'Asie de l'Ouest. Le Comité a conclu que si cette question était urgente, elle n'est pas nouvelle et a donc rejeté la motion comme ne satisfaisant pas aux critères énoncés dans le paragraphe 52. Néanmoins, le thème a été renvoyé au Comité du Programme du Congrès pour examen.

Concernant les six motions d'importance stratégique renvoyées au Congrès par le Groupe de travail sur les motions, la situation est la suivante :

Motion 026 – *Les aires protégées et autres zones importantes pour la biodiversité dans le contexte d'activités industrielles et du développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement*
Suite à une deuxième réunion du groupe de contact, un consensus a été trouvé sur tous les éléments du texte qui est maintenant prêt pour la plénière.

Motion 049 – *Promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale*

Une deuxième réunion du groupe de contact est prévue plus tard, le jour même.

Motion 063 – *Le Capital naturel*

Une deuxième réunion du groupe de contact a eu lieu et un consensus a été trouvé de sorte que la motion est prête pour la plénière.

Motion 064 – *Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité*

Une deuxième réunion du groupe de contact a eu lieu et un consensus a été trouvé de sorte que la motion est prête pour la plénière.

Motion 065 – *Améliorer les normes en matière d'écotourisme*

Suite à la présentation d'amendements par le WWF durant la 5^e séance, le Comité des résolutions a décidé de renvoyer cette motion au groupe de contact concerné. Une réunion est prévue plus tard, le jour même.

Motion 066 – *Atténuer les effets de l'expansion des plantations et de l'exploitation de palmiers à huile sur la biodiversité*

Un accord a été trouvé sur la grande majorité du texte mais trois mots restent entre crochets et les discussions informelles se poursuivent afin de préparer cette motion pour la 7^e séance plénière.

Concernant les motions renvoyées au Congrès parce qu'il n'a pas été possible de trouver un consensus suffisant durant la discussion en ligne, la situation est la suivante :

Motion 007 – *Fermer le marché intérieur de l'ivoire d'éléphant*

Le Comité des résolutions estime qu'un consensus a été trouvé durant la deuxième réunion du groupe de contact mais il a reçu ultérieurement des plaintes officielles de deux Membres. La substance de ces plaintes est en train d'être traitée et une nouvelle mise à jour sera transmise en temps et lieu.

Motion 037 – *Appuyer les aires protégées à gouvernance privée*

Une troisième réunion du groupe de contact a eu lieu, tous les aspects de la motion ont été convenus et elle est maintenant prête pour la plénière.

Motion 048 – *Protection des forêts primaires, y compris les paysages forestiers*

Comme indiqué précédemment, le Comité des résolutions a conclu qu'il vaudrait mieux scinder cette motion (qui avait été formée par la fusion de trois motions sur les forêts reçues à l'origine par le Groupe de travail sur les motions) en deux motions distinctes. Il n'y a pas eu d'objection à cette proposition et les textes des deux motions résultantes, 048 et 048bis, sont en préparation.

Motion 059 – *Réponse de l'UICN à l'Accord de Paris sur les changements climatiques*

Suite à une deuxième réunion du groupe de contact, un consensus total a été atteint et le texte est maintenant prêt pour la plénière.

Motion 061 – *Renforcer la prise en compte des océans dans le régime climatique*

Les questions de documentation ont été résolues et le texte est maintenant prêt pour la plénière.

Motion 090 – *Vers la résolution des préoccupations relatives à l'utilisation de munitions au plomb pour la chasse*

Suite à une troisième réunion du groupe de contact, la motion est maintenant prête pour la plénière. Il convient de noter que deux options différentes ont été proposées pour la formulation d'un des paragraphes du dispositif. Conformément aux Règles de procédure, l'option qui représente l'amendement le plus radical au texte d'origine – dans ce cas, l'option 1 – devra faire l'objet d'un vote et l'option 2 ne fera l'objet d'un vote qu'au cas où l'option 1 serait rejetée.

Motion 053 – *Accroître l'étendue des aires marines protégées pour assurer l'efficacité de la conservation de la biodiversité*

Suite à une autre réunion du groupe de contact, le consensus a été atteint et le texte est maintenant prêt pour la plénière.

Enfin, deux des motions nouvellement soumises ont trouvé un consensus dans les groupes de contact et sont maintenant prêtes pour la plénière :

Motion 100 – *Construction de deux barrages sur le fleuve Santa Cruz, en Argentine : impact sur un écosystème irremplaçable et sur la population de grèbes mitrés (Podiceps gallardoi) une espèce endémique d'Argentine en danger critique d'extinction*

Motion 103 – *Conservation des vigognes (Vicugna vicugna) et commerce illégal de leur laine*

Les groupes de contact sur trois autres motions nouvellement soumises ont eu lieu ce matin et la plénière sera informée des résultats dès que possible.

Le **Président du Comité des résolutions** fait observer que l'équipe de documentation a travaillé *non stop* pour soutenir le processus des motions de la meilleure manière possible et demande aux Membres d'être patients et de comprendre, compte tenu des difficultés impliquées. Le Comité des résolutions fait de son mieux pour répondre aussi vite que possible au nombre considérable de messages reçus des Membres, y compris de suggestions d'amélioration des traductions.

Si un Membre souhaite proposer ou commenter un amendement à une motion qui se trouve encore dans un groupe de contact mais qu'il n'est pas en mesure d'assister à la réunion pertinente du groupe de contact, le processus serait grandement facilité si le Membre en question communiquait sa position par écrit ou prenait des dispositions pour que son opinion soit présentée par un autre Membre. Les Membres ont le droit de proposer des amendements en plénière, mais cela fait courir le risque de déstabiliser le consensus parfois obtenu avec difficulté dans les groupes de contact.

Le **Président de séance** donne la parole à la **Présidente du Comité de la gouvernance** pour une mise à jour sur les six motions relatives à la gouvernance.

La **Présidente du Comité de la gouvernance** (Margaret Beckel) indique que le groupe de contact établi pour discuter de la **Motion A – Intégration d'autorités gouvernementales régionales dans la structure de l'Union** est proche du consensus mais que le modérateur a recommandé une dernière réunion un peu plus tard, le jour même. Comme indiqué précédemment, à la 5^e séance, les cinq autres motions relatives à la gouvernance, Motions B à F, sont prêtes pour les débats en plénière et le vote, soit sous leur forme originale, soit avec seulement un petit nombre d'amendements.

Le **Président** conclut que dix motions, couvrant à la fois des catégories conservation/politique et gouvernance, sont prêtes pour débat et vote en plénière.

Environment and Conservation Organizations of New Zealand (Nouvelle-Zélande) soulève des préoccupations quant à la discussion des motions qui a été largement limitée aux groupes de contact travaillant dans des limites de temps étroites tôt le matin, tard le soir, lors des pauses-repas et le jour de l'excursion, souvent en concurrence.

Le **Président** répond que le processus des motions a été approuvé par les Membres et que l'Assemblée doit agir en conséquence.

Le **Président du Comité des résolutions** convient qu'il y a eu des difficultés dans l'organisation des groupes de contact et rappelle que le processus des motions introduit pour le présent Congrès sera réexaminé afin d'identifier des améliorations possibles pour l'avenir.

Center for Environmental Legal Studies (États-Unis d'Amérique) présente une motion d'ordre demandant des informations sur le résultat de son appel contre la décision du Comité des résolutions de rejeter la motion sur la *Conservation dans la mer de Chine du Sud* sous prétexte qu'elle ne remplit pas les critères énoncés dans le paragraphe 52 des Règles de procédure.

Le **Président du Comité des résolutions** confirme qu'il traitera cette question un peu plus tard, sous le présent point de l'ordre du jour.

Ecological Society of the Philippines (Philippines) présente une motion d'ordre demandant que les résultats de l'appel concernant la mer de Chine du Sud soient communiqués aux Membres immédiatement et que cette motion soit ensuite mise aux voix.

Le **Président de séance** décide que cette question sera traitée sous un autre point de l'ordre du jour, après l'examen des motions qui sont prêtes pour la discussion et le vote en plénière comme cela a déjà été confirmé.

Association for Tropical Biology and Conservation soutient l'opinion d'Environment & Conservation of New Zealand concernant le processus des groupes de contact et demande instamment que la Motion 007 concernant la fermeture des marchés intérieurs de l'ivoire soit mise aux voix.

Le **Président** passe à la discussion et au vote des dix motions que le **Président du Comité des résolutions** a déclarées prêtes pour le débat en plénière. Pour chaque motion, le texte émergeant des discussions des groupes de contact est brièvement présenté par le **Président du Comité des résolutions**, qui attire l'attention sur tous les points sur lesquels il n'a pas été possible de trouver un consensus. Le **Président de séance** donne alors la parole aux participants pour la discussion, ce qui est suivi par un vote électronique, avant de passer à la motion suivante. Ce qui suit est un résumé des résultats pour chaque motion.

Motion 026 – *Les aires protégées et autres zones importantes pour la biodiversité dans le contexte d'activités industrielles et du développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement*

Le texte révisé de cette motion, issu du groupe de contact, est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 13

Le Congrès ADOPTE la Motion 026.

[*\[référence de vote\]*](#)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux membres des États-Unis s'abstiennent de voter cette motion pour les raisons évoquées dans la Déclaration générale des États-Unis d'Amérique sur le processus des motions de l'UICN.

Western Pacific Regional Fishery Management Council donne l'explication suivante pour son vote concernant la Motion 026, à verser aux procès-verbaux :

« Western Pacific Regional Fishery Management Council (WPRFMC) reconnaît depuis longtemps l'importance des aires protégées en tant qu'outils de gestion des pêcheries, lorsque ces aires protégées sont inscrites à la suite d'un processus transparent, fondé sur des faits scientifiques. Nous soutenons aussi l'utilisation d'engins de pêche sélectifs pour atténuer le plus possible les impacts sur l'écosystème comme le démontre notre expérience en matière d'interdiction des filets maillants dérivants, des chaluts de fond et autres engins potentiellement destructeurs, dès les années 1980.

Dans un premier temps, WPRFMC ne soutenait pas cette motion en raison de l'absence de définition claire de l'expression « activités industrielles portant préjudice à l'environnement » et en particulier ne sachant pas si la pêche est considérée comme une activité de ce type. En outre, les catégories d'aires protégées de l'UICN comprennent une « zone de gestion des habitats/espèces » qui peut être compatible avec certains types d'utilisations extractives. Ces questions ont été éclaircies par les discussions du groupe de contact et le texte amendé reflète ces précisions.

Toutefois, nous restons préoccupés par le fait que la motion n'exclut pas explicitement les pêcheries commerciales gérées de la définition d'activités portant préjudice à l'environnement ou industrielles. Nous sommes convaincus que la conservation de la diversité biologique et la pêche commerciale durable sont compatibles. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons soutenir cette motion pour le moment. »

Motion 037 – Appuyer les aires protégées à gouvernance privée

Le texte révisé issu du groupe de contact sur la motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 14

Le Congrès ADOPTE la Motion 037.

[\[référence de vote\]](#)

Motion 053 – Accroître l'étendue des aires marines protégées pour assurer l'efficacité de la conservation de la biodiversité

Le texte révisé issu du groupe de contact sur la motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 15

Le Congrès ADOPTE la Motion 053.

[\[référence de vote\]](#)

Le Ministère des affaires étrangères et du développement international (France) présente la déclaration suivante pour les procès-verbaux concernant la Motion 053 :

« La France soutient la Motion 053. S'agissant de l'ajout des « droits des peuples autochtones », la France interprète la terminologie utilisée dans le projet de programme de travail comme ne créant aucun droit supplémentaire par rapport à ceux qu'elle reconnaît dans son ordre juridique et dans le cadre des Nations Unies. »

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux membres des États-Unis s'abstiennent de voter cette motion pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis d'Amérique sur le processus des motions de l'UICN. Le Gouvernement des États-Unis verse la déclaration suivante aux procès-verbaux :

« Les États-Unis d'Amérique approuvent vivement les réseaux d'aires marines protégées bien définis, bien gérés, connectés et représentatifs comme des outils importants pour conserver l'océan. Dans ce but, les États-Unis estiment qu'un dialogue interne et externe additionnel, avec les acteurs, les scientifiques et les programmes d'AMP est nécessaire pour déterminer un nouvel objectif mondial approprié au-delà de la cible actuelle de 10%. »

Western Pacific Regional Fishery Management Council donne l'explication suivante pour son vote, à verser aux procès-verbaux, concernant la Motion 053 :

« Western Pacific Regional Fishery Management Council (WPRFMC) soutient la conservation de la diversité biologique dans les eaux nationales et dans les régions au-delà de la juridiction nationale. Nous soutenons en outre des mesures de gestion fondées sur des faits scientifiques qui traitent des menaces actuelles ou potentielles pour les ressources marines. Toutefois, nous sommes convaincus que la conservation de la diversité biologique et les régimes de gestion des pêcheries durables sont compatibles. Nous ne soutenons pas la création d'aires marines protégées uniquement pour elles-mêmes. Établir des AMP nécessite l'identification d'objectifs clairs, d'un suivi strict et d'une

application complète – elles sont l'un des nombreux outils utilisés pour la gestion des ressources marines.

Par exemple, une gestion efficace des pêcheries au thon pélagiques a été démontrée par WPRFMC afin de réduire les interactions avec les tortues marines, les oiseaux marins, les mammifères marins et les requins. Le taux actuel d'interactions par la pêche hawaïenne à la palangre avec ces espèces extrêmement mobiles n'est pas menaçant pour leur existence et ces populations continuent de jouer un rôle intégral dans la chaîne alimentaire pélagique et l'écosystème du Pacifique central. Des mesures de réduction de l'impact de ces espèces comprennent les aires marines protégées mais la conservation dépend aussi des contrôles des intrants et des extrants, ainsi que de la modification des engins.

Cette motion attribue une confiance immodérée aux AMP sans tenir dûment compte d'autres outils de gestion des ressources marines. Nous ne sommes toujours pas convaincus que les AMP soient la seule solution pour une gestion efficace de la biodiversité marine et les AMP sont particulièrement problématiques pour les espèces qui sont de grands migrants comme les thons. Par exemple, les deux zones de haute mer interdites à la pêche à la senne tournante, par la Commission des pêches du Pacifique occidental et central, en 2010, n'ont pas eu de résultats positifs pour la conservation des stocks de thon, mais n'ont fait que déplacer l'effort de pêche. Une partie de cet effort de pêche déplacé a été concentrée sur des régions que l'on estime importantes en tant que frayères pour les thons. Les effets de l'effort de pêche déplacé et les impacts sur les communautés de pêcheurs et la sécurité alimentaire locale doivent être pris en compte avant la mise en place de toute AMP. En outre, les AMP doivent être surveillées et protégées et la motion ne traite pas de ces éléments critiques d'une gestion efficace des ressources marines. Les petits États et territoires insulaires en développement doivent avoir une capacité administrative et des ressources financières pour établir, surveiller et appliquer un réseau d'AMP, mais cette motion ne reconnaît pas ces questions importantes. Nous considérons que cette motion est un exemple d'un programme d'AMP ne reconnaissant pas la gestion durable des pêches ou la gestion adaptative. Pour ces raisons, nous voterons non à cette motion. »

Motion 059 – Réponse de l'UICN à l'Accord de Paris sur les changements climatiques

Le texte révisé issu du groupe de contact sur la motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 16

Le Congrès ADOPTE la Motion 059.

[\[référence de vote\]](#)

Motion 061 – Renforcer la prise en compte des océans dans le régime climatique

Le texte révisé issu du groupe de contact sur la motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 17

Le Congrès ADOPTE la Motion 061.

[\[référence de vote\]](#)

Western Pacific Regional Fishery Management Council donne l'explication suivante pour son vote, à verser aux procès-verbaux, concernant la Motion 061 :

« *Western Pacific Regional Fishery Management Council (WPRFMC) soutient les mesures de gestion fondées sur des faits scientifiques qui traitent des menaces actuelles ou potentielles aux ressources marines. Nous sommes aussi convaincus que la conservation de la diversité biologique et la pêche commerciale durable sont compatibles.*

Concernant cette motion, nous sommes préoccupés par sa focalisation et le fait que l'on s'en remet excessivement aux aires marines protégées inscrites et promues par des groupes internationaux de haut niveau comme réponse principale à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique.

L'océan est actuellement un puits de carbone naturel, absorbant environ 25% du CO₂, mais le Rapport spécial du GIEC sur la capture et le stockage du dioxyde de carbone suggère qu'un jour, le pH de l'océan baissera, ce qui causera des perturbations à la vie dans les mers qui pourraient à leur tour devenir source de CO₂ plutôt que puits. La quantité de piégeage de carbone n'est peut-être pas la même partout dans l'océan et la recherche sur le piégeage du carbone dans les eaux profondes, de haute mer, s'impose de toute urgence. Avant d'établir de manière prématurée des réserves marines, l'accent devrait être mis sur la recherche afin que les réserves soient correctement situées et dimensionnées.

Les réserves marines contemporaines ont tendance à avoir des limites permanentes ou en expansion avec peu de suivi et de recherche établissant qu'elles remplissent les objectifs pour lesquels elles sont établies et sans mécanisme visant à diminuer ou déplacer les réserves s'il s'avère qu'elles sont établies ou situées de manière inadéquate.

Les organismes internationaux qui participent actuellement à la promotion des réserves marines et les soutiennent tendent à se composer principalement d'acteurs intéressés par la protection des espèces et de la biodiversité. La dimension humaine, par exemple les communautés de pêcheurs et la gestion actuelle des pêcheries, fait cruellement défaut et devrait figurer au tout début dans les discussions.

Des efforts sont en cours pour accroître l'Objectif 11 d'Aichi pour la biodiversité actuel afin de passer de 10% de zones côtières et marines conservées dans le cadre de systèmes d'aires protégées dûment et équitablement gérés, écologiquement représentatifs et bien connectés jusqu'à 30% des océans classés réserves marines. Le jeu des nombres aboutit à la création de vastes aires marines protégées, essentiellement dans des zones reculées, ce qui va à l'encontre de différents documents recommandant de plus petites aires protégées par et près des communautés humaines qui utilisent les ressources.

Pour ces raisons, entre autres, WPRFMC ne peut pas soutenir cette motion pour le moment mais se réjouit de futurs débats orientés directement sur l'engagement des communautés locales plutôt que de propositions soutenant des groupes internationaux de haut niveau. »

Motion 063 – Le Capital naturel

Le texte révisé issu du groupe de contact sur la motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 18

Le Congrès ADOPTE la Motion 063.

[\[référence de vote\]](#)

Motion 064 – Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité

Le texte révisé issu du groupe de contact sur la motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 19

Le Congrès ADOPTE la Motion 064.

[\[référence de vote\]](#)

Motion 090 – Vers la résolution des préoccupations relatives à l'utilisation de munitions au plomb pour la chasse

Le **Président du Comité des résolutions** rappelle que le texte présenté par le groupe de contact contient deux options pour le libellé du paragraphe 2 b. Conformément aux Règles de procédure, l'option 1 doit être votée en premier car elle est plus éloignée du texte original. Si l'option 1 est approuvée, l'option 2 ne sera pas mise aux voix.

Le **Président de séance** donne la parole aux participants pour des interventions.

Le **Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier** note avec préoccupation qu'un document non officiel soutenant l'une des deux options a été distribué dans la salle des plénières ce matin. Toutefois, le Secrétariat a agi promptement pour retirer toutes les copies.

La **Fédération des associations de chasse et de conservation de la faune sauvage de l'UE (FACE)** attire l'attention sur ses préoccupations concernant l'option 1 et demande aux Membres de soutenir l'option 2.

Baanhn Beli (Pakistan), **Wildfowl & Wetlands Trust** (Royaume-Uni), **Natural Resources Defense Council** (États-Unis d'Amérique), **Nature Conservation Egypt**, **Frankfurt Zoological Society** (Allemagne), **SEO/BirdLife**, **Sociedad Española de Ornitología** (Espagne) et **Royal Society for the Protection of Birds** (Royaume-Uni) s'expriment en appui à l'option 1.

Aucun amendement n'est proposé et, en l'absence de toute autre demande de prise de parole, le **Président** met aux voix l'option 1 pour le paragraphe 2 b du dispositif.

Le **Congrès** vote en faveur de l'option 1.

DÉCISION 20

Le Congrès ADOPTE l'option 1 pour le paragraphe 2 b du dispositif de la Motion 090.

[\[référence de vote\]](#)

Le **Président de séance** met aux voix la motion dans son ensemble, comprenant le texte révisé par le groupe de contact, avec intégration de l'option 1 pour le paragraphe 2 b du dispositif.

Le **Congrès** vote en faveur de la motion, y compris de l'option 1 pour le paragraphe 2 b du dispositif.

DÉCISION 21

Le Congrès ADOPTE la Motion 090, telle qu'amendée.

[\[référence de vote\]](#)

Motion 100 – *Construction de deux barrages sur le fleuve Santa Cruz, en Argentine : impact sur un écosystème irremplaçable et sur la population de grèbes mitrés (Podiceps gaFWellardoi) une espèce endémique d'Argentine en danger critique d'extinction*

Suite à un vote sur cette motion, le **Président de séance** décide que le système de vote électronique a mal interprété le résultat global. Le titre affiché sur les écrans de la salle des plénières indique « Non approuvé » tandis que les statistiques détaillées du vote montrent clairement qu'elle est approuvée par les deux chambres. Il retarde la validation du résultat du vote jusqu'à la 7^e séance, en attendant un nouvel avis de l'équipe technique responsable du système.

Motion 103 – *Conservation des vigognes (Vicugna vicugna) et commerce illégal de leur laine*

Le texte révisé issu du groupe de contact sur la motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 22

Le Congrès ADOPTE la Motion 103.

[\[référence de vote\]](#)

Le **Président du Comité des résolutions** annonce que l'examen des dix motions prévues pour examen par la 6^e séance est terminé. Dix motions supplémentaires sur la conservation/la politique en sont encore à différentes étapes de finalisation et seront communiquées à la séance plénière dès que possible, certaines durant la 7^e séance, plus tard ce même jour.

Le **Président de séance** passe à l'examen des cinq motions relatives à la gouvernance qui ont été présentées précédemment par la **Présidente du Comité de la gouvernance du Congrès** comme étant prêtes pour débat et vote en plénière. Une à une, les motions sont présentées avec un rappel des conclusions du groupe de contact pertinent. Le Président de séance donne alors la parole aux participants pour la discussion, suivie d'un vote, avant de passer à la motion suivante. Ce qui suit est un résumé des résultats :

Motion B – *Introduction des organisations des peuples autochtones dans la structure de l'Union*

Le texte révisé issu du groupe de contact sur la motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 23

Le Congrès ADOPTE la Motion B.

[\[référence de vote\]](#)

Le **Ministère des affaires étrangères et du développement international** (France) verse la déclaration suivante aux procès-verbaux concernant la Motion B :

« La France ne peut soutenir la motion B dans la mesure où, en vertu des principes d'indivisibilité du peuple français, d'égalité et de non-discrimination, qui sont consacrés par sa Constitution, elle ne reconnaît pas la notion de « peuples autochtones » et ne serait pas en mesure d'accepter la reconnaissance, comme Membre de l'UICN, d'entités non reconnues par un ou des États. »

Motion C – *Élection du Président de l'UICN*

Sans amendements issus du groupe de contact sur cette motion, le texte original est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 24

Le Congrès ADOPTE la Motion C.

[\[référence de vote\]](#)

Motion D – *Autorité unique de l'Assemblée des Membres pour amender le Règlement en ce qui concerne les objectifs, la nature des Membres et les critères d'admission (suite à la décision 22 du Congrès mondial de la nature 2012)*

La **Présidente du Comité de la gouvernance** explique que le texte entre crochets, dans le paragraphe 102 c), demande à l'Assemblée de choisir entre un délai de deux mois et un délai de trois mois pour la soumission des commentaires ou des objections. Cette option doit être mise aux voix en premier, suivi d'un vote sur la motion dans son ensemble.

Le texte révisé issu du groupe de contact sur cette motion, comprenant dans le paragraphe c) de l'article 102 une période de « *trois mois pour envoyer leurs commentaires ou objections* », est approuvé sans autre amendement.

DÉCISION 25

Le Congrès ADOPTE l'amendement à l'article 102 paragraphe c) de la Motion D.

[\[référence de vote\]](#)

DÉCISION 26

Le Congrès ADOPTE la Motion D, telle qu'amendée.

[\[référence de vote\]](#)

Motion E – Amélioration de la pratique et réformes de la gouvernance de l'UICN

Le texte révisé issu du groupe de contact sur la motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 27

Le Congrès ADOPTE la Motion E, telle qu'amendée.

[\[référence de vote\]](#)

Motion F – Proposition d'amendement à l'article 6 des Statuts de l'UICN relative aux cotisations des États et des organisations d'intégration politique et/ou économique admises par l'UICN

La **Présidente du Comité de la gouvernance** déclare que le texte original de la motion a été présenté pour examen en plénière bien que le groupe de contact ait accepté une recommandation d'accompagnement de la motion suite à son adoption⁴.

Le texte original de cette motion est adopté sans amendement.

DÉCISION 28

Le Congrès ADOPTE la Motion F.

[\[référence de vote\]](#)

Notant qu'une décision a maintenant été prise sur toutes les motions prêtes pour examen par la 6^e séance, le **Président de séance** passe à la décision du Comité directeur du Congrès concernant l'appel contre la décision du Comité des résolutions du Congrès de rejet de la motion sur la mer de Chine du Sud comme ne satisfaisant pas aux critères énoncés dans le paragraphe 52 des Règles de procédure. Le Président de l'UICN s'est récusé durant la discussion de l'appel et les délibérations du Comité directeur ont été présidées par le Président de séance (Malik Amin Aslam Khan) et le **Vice-Président John Robinson**, qu'il invite à le rejoindre sur le podium.

Le **Président de séance** fait la déclaration suivante :

« *Le Comité directeur a confirmé et décidé de maintenir la décision du Comité des résolutions de rejeter la motion intitulée 'Conservation dans la mer de Chine du Sud'. Le Comité directeur a examiné avec grand soin et judicieusement cette motion, l'appel et les critères d'éligibilité pour tenir compte de cette motion à une étape très tardive. Nous avons eu de longues délibérations sur la question, qui*

⁴ La recommandation du Groupe de contact est la suivante : « *Que le Guide sur les contributions des Membres contienne des règles concernant le délai pour le premier paiement, tenant compte des cycles budgétaires, et concernant l'interaction entre l'UICN et le Membre éventuel pour faciliter le paiement des contributions et avant leur paiement.* »

se sont poursuivies tard dans la nuit hier. Le principal problème était de définir quel était le but du paragraphe du dispositif de la motion. Nous avons décidé que le but était d'établir des aires protégées dans le Triangle de corail et la mer de Chine du Sud. Après de longues délibérations, nous avons convenu que la décision prise par le Comité des résolutions était correcte parce que cette question n'est pas nouvelle. C'est une question sur laquelle l'information était déjà dans le domaine public avant le 12 février, date limite pour soulever la question dans le cadre d'une motion. Sur cette base, nous avons décidé de confirmer la décision du Comité des résolutions. »

Le **Vice-Président John Robinson, Président du Comité directeur du Congrès**, ajoute :

« La question importante à laquelle nous avons dû répondre était 'Quelle est exactement la question que nous devons résoudre ?' La question de la conservation n'était pas nouvelle. Il y avait un nouveau contexte politique créé par un tribunal d'arbitrage mais cela n'avait aucun effet sur la question de la conservation en soi. C'est donc sur la base de cette logique que le Comité directeur a soutenu la recommandation du Comité des résolutions. »

Intervenant sur une motion d'ordre, le **Center for Environmental Legal Studies** (États-Unis d'Amérique) déclare :

« Concernant la motion en question sur la mer de Chine du Sud, nous reconnaissons la décision du Comité directeur et nous souhaitons questionner la procédure qui conduit à la présenter à la séance plénière. Les Membres ont des droits et ils ont le droit de l'examiner eux-mêmes. »

Le **Président** confirme qu'il y a un droit de contestation contre la décision de rejet de l'appel prise par le Comité directeur et que cette question sera reprise à la 7^e séance si le Membre concerné décide d'exercer ce droit.

7^e séance de l'Assemblée des Membres

Vendredi 9 septembre 2016 (14:30–20:00)

Point 7.1 de l'ordre du jour – Présentation des candidats aux postes de Présidents des Commissions, Trésorier et Président, suivi par l'élection par vote électronique du Président de l'UICN, du Trésorier et des six Présidents des Commissions

Ce point de l'ordre du jour est présidé par le Vice-Président de l'UICN Malik Amin Aslam Khan (Conseiller régional pour l'Asie du Sud et de l'Est).

À la demande du **Président**, le **Responsable des élections** (Michael D. Wilson) explique que, suite à la présentation des candidats, le vote commencera avec six tours de scrutin pour élire les Présidents des Commissions, c'est-à-dire un tour par Commission. Cela sera suivi par un tour de scrutin pour le poste de Trésorier et d'un tour pour le poste de Président. Il rappelle aux Membres les caractéristiques et l'utilisation du système de vote électronique qui est le même que celui qui a servi à l'élection des Conseillers régionaux.

Présentation des candidats aux postes de Présidents des Commissions

Le **Président** invite les dix candidats aux six postes de Présidents des Commissions à venir sur le podium. Prenant les Commissions par ordre alphabétique, il demande à chaque candidat de répondre aux deux questions indiquées ci-dessous, qui leur ont été transmises à l'avance pour qu'ils puissent préparer leurs réponses, en s'exprimant au maximum cinq minutes pour la première question et une minute pour la deuxième :

- Question 1 – *Comment appliquerez-vous le mandat/les priorités de vos Commissions respectives ; et comment apporterez-vous vos forces personnelles pour diriger vos Commissions respectives ?*
- Question 2 – *Comment avez-vous l'intention d'organiser votre travail et votre vie pour remplir les responsabilités d'une présidence de Commission, sachant que vous avez peut-être déjà une charge de travail ou des responsabilités en dehors de cela ?*

Les **candidats** s'expriment comme suit :

Candidate à la Présidence de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE)

- Angela ANDRADE (Colombie)

Candidats à la Présidence de la Commission de l'éducation et de la communication (CEC)

- Katalin CZIPPÁN (Hongrie)
- Sean SOUTHEY (Canada/Afrique du Sud)

Candidats à la Présidence de la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES)

- Meher NOSHIRWANI (Pakistan)
- Kristen WALKER PAINEMILLA (États-Unis d'Amérique)

Candidats à la Présidence de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE)

- Elizabeth BENNETT (Royaume-Uni)
- Jon Paul RODRIGUEZ (Venezuela)

Candidat à la Présidence de la Commission mondiale du droit de l'environnement (CMDE)

- Antonio BENJAMIN (Brésil)

Candidats à la Présidence de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP)

- Christophe LEFEBVRE (France)
- Kathy MACKINNON (Royaume-Uni)

Présentation du candidat au poste de Trésorier

Le **Président** invite le **candidat au poste de Trésorier de l'UICN**, Patrick DE HENEY (Suisse, Royaume-Uni), à s'exprimer durant cinq minutes.

Présentation du candidat à la Présidence

Le **Président** invite le **candidat à la Présidence de l'UICN**, ZHANG Xinsheng (Chine), à s'exprimer pendant huit minutes au maximum.

Répondant à une question d'**AWAZ Foundation Pakistan: Center for Development Studies** (Pakistan), l'**Administrateur de l'Assemblée des Membres** (Luc De Wever) explique qu'il n'y aura pas d'annonce immédiate des résultats après le scrutin car il faudra du temps au Responsable des élections pour examiner et valider les résultats avant de les présenter à l'Assemblée vers la fin de la 7^e séance ce soir-là.

À la demande du **Président**, le **Responsable des élections** répète son résumé précédent sur le processus d'élection et l'utilisation du système de vote électronique. Il confirme que toutes les élections se font au scrutin secret.

Élection des Présidents des Commissions

Le **Président** rappelle que dans le cas d'une Commission pour laquelle il n'y a qu'un candidat, les Membres sont invités à voter « Oui », « Non » ou « Abstention ». Dans le cas de Commissions pour lesquelles il y a deux candidats, les Membres sont invités à sélectionner leur candidat préféré en appuyant sur la touche correspondant à ce candidat, comme indiqué sur les écrans de la salle des plénières.

Le **Président** poursuit en ouvrant le vote pour chaque Commission, en prenant les Commissions et les candidats dans l'ordre dans lequel les présentations des candidats ont été faites.

Élections du Trésorier et du Président

Le **Président de séance** poursuit en ouvrant le vote pour le poste de Trésorier, suivi par le poste de Président, rappelant aux Membres que, dans chaque cas, ils sont invités à voter « Oui », « Non » ou « Abstention » pour un seul candidat.

Le **Responsable des élections** confirme que le scrutin est terminé et qu'il présentera les résultats à l'Assemblée vers 19:40, avant la clôture de la 7^e séance.

Point 7.2 de l'ordre du jour – Rapport de la Directrice générale et du Trésorier sur les finances de l'UICN pour la période 2012–2016

Ce point de l'ordre du jour est présidé par le **Président** de l'UICN (Xinsheng Zhang) qui indique que les motions seront traitées plus tard durant la séance, sous le point 7.5 de l'ordre du jour. L'Assemblée est maintenant priée de prêter attention aux questions financières sous les points 7.2, 7.3 et 7.4 de l'ordre du jour examinés conjointement.

La **Directrice générale** (Inger Andersen) renvoie les Membres aux documents du Congrès WCC-2016-7.2-2 *Rapport de la Directrice générale et du Trésorier 2013-2016* et WCC-2016-7.2-1 *Finances de l'UICN 2012-2016*, avec les quatre annexes à ce dernier document : WCC-2016-7.2-1-Annexe 1 *Rapport d'audit et états financiers de l'UICN 2012*, WCC-2016-7.2-1-Annexe 2 *Rapport d'audit et états financiers de l'UICN 2013*, WCC-2016-7.2-1-Annexe 3 *Rapport d'audit et états financiers de l'UICN 2014* et WCC-2016-7.2-1-Annexe 4 *Rapport d'audit et états financiers de l'UICN 2015*.

Le **Trésorier** (Patrick de Heney) décrit les performances financières de l'UICN durant la période intersessions, en commençant par un examen du revenu et des dépenses par rapport au Plan financier approuvé pour 2012–2016. Il fait observer que, bien que les objectifs de revenu n'aient pas été pleinement atteints, une croissance régulière a été obtenue. Il récapitule les trois principales sources de revenu, à savoir les contributions des Membres, le revenu-cadre et le revenu des projets. Il cite quelques points importants :

- En 2012, le résultat global est une situation équilibrée, tandis qu'en 2013 et 2014, un excédent de 3 millions CHF a été obtenu en raison de la performance des investissements financiers et de la vente d'un bien immobilier. En 2015, un excédent de 1 million CHF a été obtenu, mais un déficit net de 2 millions CHF est prévu pour 2016, en conséquence d'une réduction du revenu-cadre – ce qui reflète un changement dans les priorités de financement de certains partenaires-cadres – et de la nécessité de faire des provisions pour les coûts de restructuration.
- Les réserves ont augmenté pour passer d'un chiffre bas de 14 millions CHF en 2012 à 21 millions CHF à la fin de 2015.

- Le nombre de Membres a augmenté de 1279 à la fin de 2012 à 1394 actuellement avec une augmentation correspondante du montant des contributions des Membres de 11,5 millions CHF en 2012 à un niveau prévu de 12,8 millions CHF en 2016.
- Les Pays-Bas ont cessé d'être un partenaire-cadre avec effet à la fin de 2012 mais la République de Corée est devenue nouveau donateur-cadre. En 2016, certains donateurs-cadres ont réduit leur taux de contribution en raison de changements de priorités (Finlande, Suède) et de la baisse du prix du pétrole (Émirats arabes unis).
- Le revenu-cadre était constant en 2013 et 2014 mais a diminué en 2015, en termes monétaires suisses, depuis que le franc suisse a été découplé de l'Euro et s'est renforcé en conséquence. Cet effet a été partiellement compensé par une stratégie de couverture de change.
- Le revenu des projets a vu une croissance saine, augmentant d'environ un tiers pour atteindre un niveau prévu de 91 millions CHF en 2016. La valeur globale du portefeuille de projets de l'UICN a augmenté considérablement, de 242 millions CHF en 2013 à plus de 300 millions CHF en 2016, et devrait atteindre 450 millions CHF dans la prochaine période intersessions.
- Durant les quatre prochaines années, il y aura un déplacement stratégique de projets uniques vers des initiatives thématiques mondiales et régionales et vers des projets d'agences de subvention et de mise en œuvre.

Le **Trésorier** fait observer que les finances de l'Union ont été examinées par deux vérificateurs externes différents durant la période du rapport, avec un remplacement de Deloitte en 2012 par PricewaterhouseCoopers (PwC) pour la période 2013–2015, dans le cadre d'une limitation saine de mandat. Tous les rapports reçus des vérificateurs externes ont fourni des approbations non qualifiées des états financiers de l'UICN. Toutefois, les vérificateurs ont émis plusieurs recommandations sur l'amélioration de certains processus de contrôle et financiers et le Secrétariat y a répondu en conséquence, notamment par les moyens suivants :

- renforcement des relations d'établissement de rapports entre les bureaux régionaux et de pays et le siège ;
- introduction d'une gestion matricielle des finances ;
- renforcement de la supervision des postes de bilan clés ;
- adoption d'une approche basée sur les risques concernant le cadre de contrôle financier interne ;
- amélioration du suivi des dépenses par les partenaires d'exécution, notamment par l'introduction de procédures officielles de vérification préalable et de procédures de rapport améliorées ; et
- renforcement de la gouvernance, des systèmes et procédures TI par l'établissement du Comité directeur des systèmes d'information, l'introduction de nouvelles politiques TI et d'un programme de normalisation de l'infrastructure mondiale TI du Secrétariat pour réduire les coûts et améliorer les performances, notamment par la mise en œuvre d'un système de planification des ressources d'entreprise (ERP).

Point 7.3 de l'ordre du jour – Rapport du Comité des finances et audit sur les états financiers vérifiés pour les années 2012-2015 et adoption, par le Congrès, des états financiers vérifiés

Le **Président** donne la parole au **Président du Comité des finances et audit du Congrès (CFAC)** qui fait rapport sur les conclusions et recommandations du Comité concernant les états financiers vérifiés présentés à l'Assemblée pour approbation.

Le **Président du CFAC** (Spencer Thomas) indique, conformément à son mandat, que le Comité s'est réuni par deux fois pour examiner les états financiers vérifiés et les rapports d'audit correspondants pour les années 2012, 2013, 2014 et 2015, ainsi que les lettres d'observations émises par les vérificateurs externes et le rapport au Congrès préparé conjointement par le Trésorier et la Directrice

générale. Il souligne que les rapports de vérification des quatre années sont non qualifiés. Il rappelle que la prévision de déficit opérationnel de 1 million CHF pour 2016 peut être largement attribuée à un déclin du revenu-cadre et reconnaît que le déficit pourrait s'approfondir suite aux coûts de restructuration qui pourraient être encourus en 2016. De l'avis du Comité, les questions soulevées dans les lettres d'observations préparées par les vérificateurs externes ont été ou sont en train d'être traitées de manière satisfaisante. Le Comité recommande donc que l'Assemblée des Membres approuve les états financiers pour les années 2012 à 2015.

Point 7.4 de l'ordre du jour – Nomination des vérificateurs externes

Le **Président du CFAC** indique que le Comité a examiné le processus d'appel d'offres entrepris pour sélectionner les vérificateurs externes avant le Congrès de 2012, ce qui avait abouti à la nomination de PricewaterhouseCoopers (PwC) comme vérificateurs externes par le Congrès de 2012 pour les années 2013–2016, succédant à Deloitte. Le CFAC note que le Conseil est satisfait du travail de PwC, qui a construit une bonne connaissance de l'Union et a donc conclu qu'il n'y aurait aucun avantage à changer de vérificateurs pour le moment. Le Comité approuve donc la recommandation du Conseil de nommer PwC vérificateurs externes pour la période intersessions 2017–2020.

Le **Président** donne la parole aux participants pour des questions et commentaires concernant les présentations faites au titre des points 7.2, 7.3 et 7.4 de l'ordre du jour.

Il y a des interventions de **Green Line** (Liban), **AWAZ Foundation Pakistan : Center for Development Services** (Pakistan), **Bahrain Women Association – for Human Development** (Bahreïn), **Centre de suivi écologique** (Sénégal), **Baanhn Beli** (Pakistan), **CHIMBO Foundation** (Pays-Bas), **Ministère des affaires étrangères** (Chine), **Bangladesh Centre for Advanced Studies** (Bangladesh), **Ministère de l'environnement, de la faune et du tourisme** (Botswana), **Ethiopian Wildlife Conservation Authority** (Éthiopie) et **Ministère de l'environnement et du développement durable** (Sénégal).

Parmi les points soulevés qui ont tous trait au point 7.2 de l'ordre du jour *Rapport de la Directrice générale et du Trésorier sur les finances de l'UICN pour la période 2012-2016*, il y a :

- Plusieurs demandes de clarification des détails techniques contenus dans le rapport du Trésorier.
- Une question concernant la vente immobilière mentionnée par le Trésorier. Le **Trésorier** précise que cela concerne la vente en une seule fois d'un bien donné à l'UICN au Kenya. La propriété a été vendue à un bon prix du marché, à un défenseur de la conservation qui s'est engagé à conserver le terrain dans son état actuel.
- Une recommandation concernant la valeur importante du temps bénévole consacré par les Conseillers à prendre en considération dans le cadre d'une évaluation globale des contributions en nature aux travaux de l'Union.
- Un appel à la prudence concernant le fait qu'un contrôle financier accru ne se traduit pas nécessairement par une efficacité accrue.
- Un appel à l'UICN à faire en sorte que le Fonds vert pour le climat soit appliqué efficacement, notamment par un renforcement des capacités pertinent, afin d'aider les pays en développement qui essaient de s'adapter aux difficultés du changement climatique. La **Directrice générale** note que la capacité de l'UICN de jouer ce rôle, que ce soit auprès du Fonds vert pour le climat ou du Fonds pour l'environnement mondial, dépend en grande partie du fait qu'elle soit invitée à le faire par les correspondants nationaux pertinents.
- Des suggestions pour les mesures que l'UICN pourrait prendre afin de renforcer son approche stratégique des investissements et l'élargissement de sa base de donateurs. Le **Trésorier** note qu'un tiers gérant est en place tandis que la **Directrice générale** souligne la priorité déjà donnée à la collaboration avec des donateurs potentiels de fondations et du secteur privé.

Le **Président** invite les **Membres** à prendre des décisions sur les questions financières.

Le **Congrès** prend les décisions suivantes [[référence de vote](#)] :

DÉCISION 29

Le Congrès PREND NOTE du Rapport de la Directrice générale et du Trésorier sur les finances de l'UICN pour la période 2012–2016 et APPROUVE [les états financiers vérifiés pour les années 2012–2015](#).

[[référence de vote](#)]

DÉCISION 30

Le Congrès NOMME PricewaterhouseCoopers vérificateurs externes de l'UICN pour les années 2017–2020.

Suite à une motion d'ordre soulevée par **CHIMBO Foundation**, le **Président** indique que du temps peut être réservé durant la discussion du Plan financier 2017–2020, prévue pour la 8^e séance le 10 septembre, pour que le **Trésorier** et/ou la **Directrice générale** répondent à d'autres questions des Membres qui n'ont pas pu être traitées intégralement sous le point actuel de l'ordre du jour.

Point 7.5 de l'ordre du jour – Rapport sur les progrès du Comité des résolutions suivi par une discussion et un vote des motions

Ce point de l'ordre du jour est présidé par le **Vice-Président de l'UICN Amin Malik Aslam Khan** (Conseiller régional pour l'Asie du Sud et de l'Est).

Le **Président de séance** invite le **Président du Comité des résolutions du Congrès** à présenter une mise à jour sur le processus des motions.

Environment & Conservation Organizations of New Zealand, avec l'appui de **Green Line** (Liban), soulève une motion d'ordre indiquant que les Membres ont des difficultés à accéder au portail des motions du site web du Congrès en raison de l'impact sur le système Wi-Fi de la salle des plénières d'une utilisation continue de réseaux personnels malgré les demandes répétées des organisateurs que ces réseaux soient fermés. D'autres considérations sur les motions devraient être différées jusqu'à ce que les Membres aient pu examiner les textes révisés.

Le **Président de séance** demande, en raison du temps imparti, que le point de l'ordre du jour procède comme prévu, en commençant par une mise à jour complète présentée par le **Président du Comité des résolutions**. Il demande une fois encore aux Membres de fermer leurs réseaux personnels afin de ne pas perturber le système TI.

Le **Président du Comité des résolutions** résume l'état de chaque motion restante, dans l'ordre dans lequel elles seront présentées pour la discussion et l'adoption en plénière :

Motion 100 – *Construction de deux barrages sur le fleuve Santa Cruz, en Argentine : impact sur un écosystème irremplaçable et sur la population de grèbes mitrés (Podiceps gallardoi) une espèce endémique d'Argentine en danger critique d'extinction*

Cette motion a été votée durant la 6^e séance mais une erreur d'algorithme a fait que le résultat du vote était lu de manière erronée par le système. En conséquence, il faudra procéder à un nouveau vote.

Motion 065 – *Améliorer les normes en matière d'écotourisme*

Le groupe de contact a maintenant trouvé un consensus sur le texte qui est prêt pour examen et vote en plénière.

Motion 066 – *Atténuer les effets de l'expansion des plantations et de l'exploitation de palmiers à huile sur la biodiversité*

Le groupe de contact a maintenant trouvé un consensus sur le texte qui est prêt pour examen et vote en plénière.

Motion 048bis – *Évaluer la mesure dans laquelle le concept de forêts anciennes tel qu'il est compris dans la politique européenne sur les forêts et leur gestion est universellement applicable*

Il s'agit là d'une des deux motions issues du texte original de la Motion 048. Le groupe de contact pour la Motion 048bis a maintenant trouvé un consensus sur le texte qui est prêt pour examen et vote en plénière.

Motion 101 – *Sanctuaire de baleines de l'Atlantique Sud*

Le groupe de contact a maintenant trouvé un consensus sur le texte qui est prêt pour examen et vote en plénière.

Motion 105 – *Appui à la paix et à la nature en Colombie*

De petits changements éditoriaux ont été faits et il y a un consensus total du groupe de contact sur le texte résultant qui est maintenant prêt pour examen et vote en plénière.

Motion 102 – *Demander au Congrès de la République du Pérou de classer de manière définitive le projet de loi relative à la construction d'une route qui aurait une incidence sur le Parque Nacional Alto Purús et d'autres zones*

Le groupe de contact a maintenant trouvé un consensus sur le texte qui est prêt pour examen et vote en plénière.

Motion 048 – *Protection des forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts*

Le texte révisé de la Motion 048, comme convenu par le groupe de contact après que la motion d'origine ait été scindée pour former deux motions séparées, est en train d'être finalisé par l'équipe de documentation et sera mis à disposition très prochainement.

Motion 049 – *Promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale*

Une réunion du groupe de contact qui a eu lieu plus tôt aujourd'hui est parvenue à un consensus sauf en ce qui concerne une des questions. Le texte révisé est présenté pour examen et vote en plénière mais il est entendu qu'un membre du groupe de contact pourrait prendre la parole pour traiter la question non résolue restante.

Motion 104 – *Soutien à des mesures de conservation plus vigoureuses pour les oiseaux menacés d'Hawaï*

Une réunion du groupe de contact tenue plus tôt aujourd'hui a trouvé un consensus sur le texte qui est maintenant prêt pour examen et vote en plénière.

Motion 007 – *Fermer le marché intérieur de l'ivoire d'éléphant*

Le Comité des résolutions s'est réuni pendant la pause entre la 6^e et la 7^e séance pour examiner les préoccupations soulevées par certains Membres qui ont indiqué que le texte issu du groupe de contact n'avait pas leur appui. La tâche du Comité a été de déterminer le moment où les textes étaient prêts pour être soumis en plénière. Lorsque les Membres ont soulevé des préoccupations auprès du Comité, ces préoccupations ont dû être examinées avec sérieux et le Comité a été obligé de veiller à l'équité entre tous les Membres. Le Comité des résolutions a conclu que le meilleur moyen de procéder consistait à donner une dernière occasion au groupe de contact de se réunir afin d'essayer de trouver un texte que tout le monde pourrait accepter. Une réunion du groupe de contact sera donc prévue pour la soirée du vendredi 9 septembre.

Wildlife Conservation Authority (Éthiopie) soulève une motion d'ordre concernant l'explication donnée par le **Président du Comité des résolutions** pour la Motion 007. Le texte actuel a été accepté par la majorité écrasante du groupe de contact suite à des débats prolongés. La motion devrait maintenant être présentée en plénière, sur la base d'un soutien majoritaire, conformément au paragraphe 56 des Règles de procédure.

Le **Conseiller juridique** confirme que le paragraphe 56 traite la question de textes de motions issus des groupes de contact, mais que conformément à ce paragraphe, c'est au Comité des résolutions qu'il revient de déterminer le moment où une motion est prête à être présentée en plénière.

Le **Président du Comité des résolutions** confirme que le Comité n'a pas encore présenté la Motion 007 pour discussion en plénière et vote, dans une dernière tentative de trouver un consensus du groupe de contact.

Le **Président de séance** décide que l'Assemblée reprendra la Motion 007 ultérieurement.

Le **Ministère des affaires étrangères et du développement international** (France) et l'**Association of Tropical Biology and Conservation** soulèvent des motions d'ordre faisant objection à la position du **Président du Comité des résolutions** et à la décision du **Président de séance** en vue de différer l'examen de la Motion 007.

La **World Association of Zoos and Aquariums** soulève une motion d'ordre indiquant que le texte figurant actuellement sur le portail des motions est marqué « version envoyée à la plénière ». Il s'agit du texte qui a été convenu à la deuxième réunion du groupe de contact.

Le **Ministère des affaires étrangères et du développement international** (France) soulève d'autres motions d'ordre indiquant qu'en ne présentant pas la Motion 007 pour adoption, le Comité des résolutions a pris une décision qui devrait être prise par l'Assemblée. La France demande donc un éclaircissement sur les raisons pour lesquelles la motion est renvoyée au groupe de contact qui a déjà terminé ses travaux et demande un vote sur la décision du Comité des résolutions.

Le **Président de séance** décide que le Comité des résolutions a agi dans le contexte des règles de procédure et rappelle que le Président du Comité des résolutions a indiqué clairement que la Motion 007 serait présentée pour débat et adoption en plénière, en temps voulu.

Le **Président du Comité des résolutions** ajoute que le texte convenu par le groupe de contact ne représente pas un consensus de toutes les personnes ayant participé au groupe. La préoccupation principale du Comité des résolutions est de faciliter un consensus aussi large que possible des Membres de l'UICN ; le but est de renforcer la voix des Membres et non de la réduire.

Le **Président de séance** poursuit en ouvrant des motions à la discussion et à l'adoption dans l'ordre dans lequel elles ont été présentées par le Président du Comité des résolutions.

Suite à une motion d'ordre soulevée par **Environment & Conservation Organizations of New Zealand**, la séquence des motions est affichée sur les écrans de la salle des plénières à l'intention des Membres.

Le résultat de la discussion et du vote pour chaque motion est le suivant :

Motion 100 *Construction de deux barrages sur le fleuve Santa Cruz, en Argentine : impact sur un écosystème irremplaçable et sur la population de grèbes mitrés (Podiceps gallardoi) une espèce endémique d'Argentine en danger critique d'extinction*

Un deuxième vote sur cette motion a lieu en raison d'un problème technique rencontré lors de la 6^e séance. Le texte (tel qu'il a été soumis à la 6^e séance et précédemment convenu par le groupe de contact pertinent) est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 31

Le Congrès ADOPTE la Motion 100.

[\[référence de vote\]](#)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux membres des États-Unis s'abstiennent durant le vote de cette motion pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

Motion 065 – *Améliorer les normes en matière d'écotourisme*

Le texte issu du groupe de contact pour cette motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 32

Le Congrès ADOPTE la Motion 065.

[\[référence de vote\]](#)

Motion 066 – *Atténuer les effets de l'expansion des plantations et de l'exploitation de palmiers à huile sur la biodiversité*

Le texte issu du groupe de contact pour cette motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 33

Le Congrès ADOPTE la Motion 066.

[\[référence de vote\]](#)

Motion 048bis – *Évaluer la mesure dans laquelle le concept de forêts anciennes tel qu'il est compris dans la politique européenne sur les forêts et leur gestion est universellement applicable*

Le texte issu du groupe de contact pour cette motion est adopté sans autre amendement, mais le

Comité national de l'UICN, France note qu'une correction éditoriale est demandée dans le texte français du titre de la motion.

DÉCISION 34

Le Congrès ADOPTE la Motion 048bis.

[\[référence de vote\]](#)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux membres des États-Unis s'abstiennent durant le vote de cette motion pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

Motion 101 – *Sanctuaire de baleines de l'Atlantique Sud*

Le texte issu du groupe de contact pour cette motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 35

Le Congrès ADOPTE la Motion 101.

[\[référence de vote\]](#)

Motion 105 – *Appui à la paix et à la nature en Colombie*

Le texte issu du groupe de contact pour cette motion est adopté sans autre amendement.

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux membres des États-Unis s'abstiennent durant le vote de cette motion pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

DÉCISION 36

Le Congrès ADOPTE la Motion 105.

[\[référence de vote\]](#)

Motion 102 – *Demander au Congrès de la République du Pérou de classer de manière définitive le projet de loi relatif à la construction d'une route qui aurait une incidence sur le Parque Nacional Alto Purús et d'autres zones*

Le texte issu du groupe de contact pour cette motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 37

Le Congrès ADOPTE la Motion 102.

[\[référence de vote\]](#)

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux membres des États-Unis s'abstiennent durant le vote de cette motion pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

Motion 104 – *Soutien à des mesures de conservation plus vigoureuses pour les oiseaux menacés d'Hawaii*

Le texte issu du groupe de contact pour cette motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 38

Le Congrès ADOPTE la Motion 104.

[\[référence de vote\]](#)

Motion 048 – *Protection des forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts*

La discussion et le vote de cette motion sont différés en attendant la finalisation du texte par l'équipe de documentation.

Motion 049 – *Promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale*

Le texte issu du groupe de contact pour cette motion est adopté sans autre amendement.

DÉCISION 39

Le Congrès ADOPTE la Motion 049.

[\[référence de vote\]](#)

Suite à l'adoption de la Motion 049, le **Ministère des affaires étrangères** (Japon) demande une clarification concernant l'intégration du texte qui avait été mis entre crochets par le groupe de contact.

Le **Président du Comité des résolutions** cite sa déclaration précédente dans laquelle il avait indiqué que le groupe de contact « *est parvenu avec succès à un consensus sur le texte... sauf pour 'y compris les effets cumulatifs' dans le paragraphe 1 b* » et qu'il avait compris que, selon le médiateur du groupe de contact et administrateur des motions « *un Membre pourrait souhaiter prendre la parole sur cette question* ». Aucun Membre ne prend la parole et le vote a maintenant lieu. Toutefois, il existe un mécanisme pour que les Membres puissent verser aux procès-verbaux tout commentaire qu'ils souhaiteraient faire concernant une motion.

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux membres des États-Unis

s'abstiennent durant le vote de cette motion pour les raisons données dans la Déclaration générale des États-Unis sur le processus des motions de l'UICN.

Western Pacific Regional Fishery Management Council communique l'explication de vote suivante pour les procès-verbaux, concernant la Motion 049 :

« Western Pacific Regional Fishery Management Council soutient la conservation de la diversité biologique dans les régions situées au-delà de la juridiction nationale. En outre, à l'instar de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons, nous sommes d'avis que tout nouvel instrument juridiquement contraignant doit maintenir le principe selon lequel les décisions prises concernant les eaux internationales s'appuient sur les meilleures données scientifiques disponibles. Bien que nous soutenions cette motion, nous restons préoccupés par le fait que les auteurs de cette initiative souhaitent que la nouvelle convention puisse être établie de manière à remplacer des organisations régionales de gestion des pêches existantes.

Nous reconnaissons que certaines ORGP ont des lacunes mais beaucoup sont très avancées. Un des principaux exemples d'ORGP disposant d'un cadre juridiquement contraignant pour tenir compte de la protection de la biodiversité marine des écosystèmes pélagiques est celui de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (Western and Central Pacific Fisheries Commission - WCPFC). Établie en 2000, dans le contexte de la Convention d'Honolulu, la WCPFC s'appuie sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons, intègre l'approche de précaution et exige de ses membres qu'ils protègent la biodiversité marine, y compris les espèces non ciblées et protégées. Les ORGP qui disposent du cadre juridique permettant de protéger la diversité marine, telles que la WCPFC, ne devraient pas être subordonnées à une nouvelle convention internationale qui serait redondante et inutile. »

Le **Président de séance** observe que toutes les motions relatives à la politique de conservation présentées par le Comité des résolutions comme étant prêtes pour la plénière ont maintenant été traitées. Il invite la **Présidente du Comité de la gouvernance du Congrès** à faire une mise à jour sur les progrès de la Motion A relative à la gouvernance – *Intégration d'autorités gouvernementales régionales dans la structure de l'Union*.

La **Présidente du Comité de la gouvernance du Congrès** (Margaret Beckel) indique que la dernière réunion du groupe de contact a trouvé un consensus sur la Motion A. Une partie du consensus consiste à présenter deux options différentes à la plénière. Le texte sera affiché plus tard aujourd'hui, prêt pour examen à la 8^e séance de la plénière.

Le **Président de séance** poursuit avec la question de la motion proposée pour la mer de Chine du Sud. Il rappelle que la motion a été rejetée par le Comité des résolutions et que le Comité directeur du Congrès a maintenu cette décision en appel. Il invite l'auteur d'origine de la motion rejetée à prendre la parole.

Le **Center for Environmental Legal Studies** présente la déclaration suivante :

« La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer oblige à protéger les océans et encourage la coopération régionale en matière de gestion du milieu marin. La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement énonce : « La paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables. »

Nous ne sommes pas ici pour juger de la conduite entre nations, mais pour défendre l'état de droit en matière de protection de l'environnement. Il existe un système, reconnu de longue date, de création de parcs de la paix et aires protégées pour réaliser la conservation et résoudre les conflits entre États. Au bout du compte, il s'agit de préserver les écosystèmes qui assurent le renouvellement de nos océans et les protègent dans l'intérêt des générations présentes et futures.

Nous avons parrainé cette motion parce que nous respectons l'état de droit et qu'un tribunal international a pris une décision environnementale mais comme nous respectons la procédure de ce Congrès, nous ne faisons pas appel aux Membres et nous retirons notre appui à la motion d'origine. Mais nous reconnaissons aux autres parrains de la motion d'origine le droit de faire appel. »

Uganda Wildlife Authority soulève une motion d'ordre indiquant avoir précédemment essayé de s'exprimer à propos d'une autre motion et qu'un Membre du Gabon avait fait de même.

Le **Président de séance** conclut que la Motion 007 sur l'ivoire a déjà été discutée de manière approfondie, que la position du Comité des résolutions est claire et que la parole n'est plus donnée pour d'autres commentaires durant la séance actuelle.

Suite à une intervention de l'**Ecological Society of the Philippines** sur une motion d'ordre et à des interventions ultérieures du même Membre, le **Président** autorise l'**Ecological Society of the Philippines** à faire une déclaration concernant la motion retirée sur la mer de Chine du Sud. Le **Président** souligne qu'il n'y aura pas de débat sur la motion car le texte n'a pas été admis pour examen par l'Assemblée et n'a donc pas été reçu par les Membres. En outre, la motion est maintenant retirée par le principal auteur. En conséquence, il ne reconnaît pas l'intervention du délégué comme une motion d'ordre mais autorise une déclaration.

Ecological Society of the Philippines déclare :

« Nous sommes Membre de l'UICN depuis 1978. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer oblige à protéger les océans et encourage la coopération régionale en matière de gestion du milieu marin. La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement énonce : « La paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indissociables. » La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dispose d'une procédure de résolution des différends en cas de dommages à l'environnement océanique et la Cour permanente d'arbitrage a accepté de juger l'affaire de la mer de Chine du Sud. Après évaluation indépendante des impacts sur l'environnement, la Cour a estimé que l'impact de dommages à l'environnement qui toucherait les récifs coralliens peut ne pas être limité à la région immédiate mais affecter la santé et la viabilité des écosystèmes ailleurs.

Nous ne sommes pas ici pour juger de la conduite entre les nations mais pour lutter pour la conservation de la nature. Il existe un système, reconnu de longue date, de création de parcs de la paix et d'aires protégées pour parvenir à la conservation et résoudre les conflits entre États. La mer de Chine du Sud est exactement dans la situation pour laquelle le concept de parcs de la paix a été créé. Les récifs coralliens de la mer de Chine du Sud sont parmi les milieux marins les plus riches en biodiversité du monde et des dommages continus entraîneront des dommages irréparables à la santé environnementale de la région, menaceront la sécurité alimentaire de millions de personnes et pourraient entraîner la perte de biodiversité et une catastrophe écologique dans tous nos océans. Les mesures permettant d'arriver à la paix et les mesures garantissant la conservation ne s'excluent pas mutuellement. Elles sont indispensables pour atteindre l'objectif de l'UICN, à savoir "créer un monde juste qui valorise et conserve la nature." La conservation est plus importante que les conflits et, au bout du compte, il ne s'agit pas de politiques ou de procédure. Il s'agit de préserver les écosystèmes qui assurent le renouvellement du Pacifique et de les protéger dans l'intérêt des générations actuelles et futures. Nous implorons tous les Membres de l'UICN. Ne perdez pas de temps. Votez pour ouvrir cette motion au débat. Vous êtes la plus grande organisation de conservation du monde et nous demandons votre appui. »

Point 7.6 de l'ordre du jour – Rapport du Responsable des élections sur les résultats de toutes les élections

La discussion sur ce point de l'ordre du jour est présidée par le **Vice-Président de l'UICN Amin Malik Aslam Khan** (Conseiller régional pour l'Asie du Sud et de l'Est).

Sur invitation du **Président de séance**, le **Responsable des élections** (le juge Michael D. Wilson) prend la parole pour annoncer les résultats des élections pour les postes de Conseillers régionaux, Présidents des Commissions, Trésorier et Président. Il s'agit là de la fin d'un long voyage et il assure l'Assemblée que tout a été fait en route pour garantir que les Statuts et les Règles de procédure soient respectés. Il remercie tous ceux qui ont rendu possible le déroulement sans heurt du processus des élections, ainsi que le Conseil pour la confiance qu'il lui a manifestée. Les [résultats](#) des [élections](#) sont les suivants :

DÉCISION 40

Le Congrès ÉLIT, pour la période 2016–2020 :

Conseillers régionaux

Afrique

Mamadou DIALLO, Sénégal
Jennifer MOHAMED-KATERERE, Afrique du Sud
Ali KAKA, Kenya
Eriyo Jesca OSUNA, Ouganda

Europe de l'Est, Asie du Nord et Asie centrale

Michael HOSEK, République tchèque
Tamar PATARIDZE, Géorgie
Rustam SAGITOV, Fédération de Russie

Méso-Amérique et Amérique du Sud

Marco Vinicio CEREZO BLANDON, Guatemala
Carlos César DURIGAN, Brésil
Jenny GRUENBERGER, Bolivie
Lider SUCRE, Panama

Amérique du Nord et Caraïbes

Rick BATES, Canada
Sixto J. INCHAUSTEGUI, République dominicaine
John ROBINSON, États-Unis d'Amérique

Océanie

Andrew William BIGNELL, Nouvelle-Zélande
Peter Michael COCHRANE, Australie
Anna Elizabeth TIRAA, Îles Cook

Asie du Sud et de l'Est

Amran HAMZAH, Malaisie
Masahiko HORIE, Japon
Malik Amin Aslam KHAN, Pakistan
Mangal Man SHAKYA, Népal
Youngbae SUH, République de Corée

Europe de l'Ouest

Hilde EGGERMONT, Belgique
Jonathan HUGHES, Royaume-Uni
Jan Olov WESTERBERG, Suède

Asie de l'Ouest

Shaikha Salem AL DHAHERI, Émirats arabes unis
Said Ahmad DAMHOUREYEH, Jordanie
Ayman RABI, Palestine

Présidents des Commissions

Commission de la gestion des écosystèmes (CGE)

Angela ANDRADE (Colombie)

Commission de l'éducation et de la communication (CEC)

Sean SOUTHEY (Canada/Afrique du Sud)

Commission mondiale du droit de l'environnement (CMDE)

Antonio Herman BENJAMIN (Brésil)

Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES)

Kristen WALKER PAINEMILLA (États-Unis d'Amérique)

Commission de la sauvegarde des espèces (CSE)

Jon Paul RODRIGUEZ (Venezuela)

Commission mondiale des aires protégées (CMAP)

Kathy MACKINNON (Royaume-Uni)

Trésorier et Président

Trésorier

Patrick DE HENEY (Suisse, Royaume-Uni)

Président

ZHANG Xinsheng (Chine)

Les résultats des élections sont accueillis par acclamation par les participants.

Le **Président** félicite tous les élus et invite l'Assemblée à remercier le juge Michael D. Wilson par une ovation debout pour son travail en sa capacité de Responsable des élections.

8^e séance de l'Assemblée des Membres

Samedi 10 septembre 2016 (08:30–13:45)

Point 8.1 de l'ordre du jour – Débat sur le projet de Plan financier de l'UICN 2017–2020, Rapport du Comité des finances et audit du Congrès et adoption du Plan financier de l'UICN 2017–2020

Le **Président** (Xinsheng Zhang) donne la parole au **Trésorier** (Patrick de Heney), au **Responsable en chef des finances** (Mike Davis) et à la **Directrice générale** (Inger Andersen), qui répondent aux dernières questions soulevées par les Membres lors des débats de la 7^e séance sur les finances de l'UICN pour la période 2012–2016. Ils apportent des informations additionnelles concernant la gestion du budget de l'Union, les efforts de réduction des coûts, la gestion des avoirs, les vérifications internes et la mobilisation actuelle et future des ressources. Parmi les points notés, il y a les suivants :

- L'UICN emploie les services d'une banque qui fait office de tiers gérant et qui a été choisie suite à un processus d'appel d'offres. Une évaluation de la performance de la banque aura lieu dans deux ans. Les lignes directrices de l'UICN sur les investissements sont disponibles sur le site web de l'UICN. Les quatre principes principaux sont la préservation du capital, les liquidités, le retour raisonnable sur investissement et l'investissement socialement responsable. Des rapports réguliers sont fournis au Comité des finances et audit (CFA) du Conseil.
- L'équipe d'audit interne rencontre le CFA au moins deux fois par an pour discuter des résultats et recommandations des missions d'audit interne conduites aussi bien au siège que dans les bureaux régionaux et de pays. Le CFA a également participé étroitement au suivi de la mise en œuvre des recommandations d'audit interne.
- Les travaux menés par PricewaterhouseCoopers, et anciennement par Deloitte, constituent les audits externes complets, conformément aux normes de vérification internationales.
- Le Plan financier 2012–2016 était quelque peu ambitieux et, si certains objectifs n'ont pas été entièrement atteints, les résultats sont proches des objectifs prévus.
- Le budget a été suivi mois après mois, avec un examen à la fois des coûts et de l'application des projets/programmes et a été revu tous les six mois par le CFA. Maintenir les coûts en dessous des coûts budgétés a permis d'augmenter les réserves.
- Plusieurs mesures ont été prises pour renforcer l'efficacité, notamment l'application du système de planification des ressources d'entreprise (ERP), l'utilisation de supports électroniques plutôt que du papier, des améliorations dans le flux du travail et l'alignement des procédures à l'échelle de l'organisation. Il y avait aussi un élément de contrôle, répondant en partie aux exigences plus sévères des donateurs à cet égard.
- La Directrice générale et son équipe se sont concentrées sur la mobilisation des ressources et la levée de fonds, notamment du point de vue d'individus fortunés, de fondations, de donateurs potentiels émergents en Asie et ailleurs ainsi que du secteur privé, en maintenant à l'esprit les Lignes directrices opérationnelles de l'Union sur l'engagement auprès du secteur privé. Une préférence claire a été donnée à un financement aussi souple que possible mais l'administration de l'UICN reconnaît que, dans la plupart des cercles APD, le panier des affectations rétrécit. L'Union améliore grandement sa capacité de faire rapport sur les résultats, en particulier du point de vue des ODD, et cela pourrait être une motivation importante pour les donateurs à l'avenir.

Sur invitation du **Président**, le **Président du Comité des finances et audit du Congrès** (Spencer Thomas) présente le rapport du Comité, confirme que le Comité a examiné le Plan financier 2017–2020 (document du Congrès WCC-2016-2.1/2-Annexe 1) et indique :

- il est probable que le revenu non affecté diminuera tandis que le revenu des projets devrait augmenter ;
- les dépenses annuelles des projets devraient augmenter de 31% dans la période quadriennale à venir, ce qui serait une croissance saine pour le portefeuille des projets, principalement avec l'accréditation auprès du FEM et du Fonds vert pour le climat ;
- les résultats projetés sont équilibrés pour 2017 et 2018 et il y a un excédent de 1 million CHF à la fois pour 2019 et 2020.

Le Président du CFAC a discuté de changements proposés au programme et de l'impact potentiel des motions du Congrès avec d'autres Présidents de comités du Congrès et a constaté qu'aucun

amendement n'était requis au Plan financier 2017–2020. Le CFAC recommande donc que le Congrès approuve le Plan financier pour 2017–2020.

Le **Président de séance** donne la parole aux participants pour des questions et commentaires.

Baanhn Beli (Pakistan) demande si la croissance infinie est l'objectif de l'Union et se dit préoccupé que les donateurs souhaitent apparemment faire de l'UICN une organisation axée sur les projets.

CHIMBO Foundation (Pays-Bas) considère qu'il serait prudent d'augmenter encore les réserves non affectées de l'UICN au-delà de l'objectif actuel de 25 millions CHF. Les aspects financiers de la stratégie de gestion des biens qui a été décrite par le Trésorier sont positifs, mais les limites sociales et éthiques semblent assez restreintes ; aucun investissement de l'UICN ne devrait œuvrer contre les objectifs de l'Union. Il serait important de fixer des objectifs pour diminuer les frais généraux. Enfin, les efforts d'évaluation de la valeur monétaire de la contribution des bénévoles sont les bienvenus en principe, mais il importerait d'éviter de charger les bénévoles de fardeaux administratifs additionnels. L'accent doit toujours être mis sur le renforcement de l'efficacité.

Environmental Foundation for Africa (Sierra Leone), avec l'appui de l'**Association malienne pour la conservation de la faune et de son environnement** (Mali), observe qu'il y a parfois une concurrence pour le financement entre l'UICN et les ONG Membres. Cela pourrait porter préjudice aux ONG parce que l'UICN a un avantage compétitif considérable. Une stratégie visant à éviter cette concurrence est requise.

Le **Centre de suivi écologique** (Sénégal) demande des précisions sur les relations de l'UICN avec le Fonds vert pour le climat et le taux des droits de gestion des projets reçus.

Te Ipukarea Society (Îles Cook) invite à une plus grande participation des Membres au développement et à l'application des projets du Fonds vert pour le climat. Cela devrait aider à renforcer l'Union et réduire la nécessité pour le Secrétariat de renforcer sa propre capacité.

En réponse à ce dernier point, la **Directrice générale** souligne la haute priorité qu'elle attache à faire en sorte que les Membres bénéficient des projets, en particulier parce que de nouvelles plateformes de financement, y compris le Fonds vert pour le climat, entrent en jeu. Environ 60% des projets mis en œuvre actuellement par l'UICN font participer ses Membres mais elle s'engage à revoir et renforcer ce pourcentage. Simultanément, le suivi de l'application des projets doit se concentrer sur les résultats obtenus par les Membres et aider à garantir la responsabilité, notamment financière, en gardant présent à l'esprit que l'UICN doit fonctionner dans des cadres administratifs et financiers fixés par les donateurs des projets.

Répondant à Baanhn Beli (Pakistan), la **Directrice générale** déclare que ce n'est certainement pas l'objectif de l'UICN de devenir une organisation axée sur les projets. Des efforts additionnels de mobilisation des ressources sont en cours, notamment des approches de particuliers fortunés et de fondations en Asie. L'objectif premier est de continuer à être une Union d'organisations Membres et à obtenir les ressources nécessaires pour soutenir les travaux des Membres, des Commissions et du Secrétariat.

Répondant à un point soulevé par CHIMBO Foundation (Pays-Bas) sur la responsabilité éthique et sociale dans la gestion des avoirs, le **Trésorier** confirme que les tiers gérants de l'Union ont une liste d'exclusions qui couvre à la fois des secteurs et des entreprises et qu'ils sont tenus de faire rapport sur une base semestrielle.

Le **Responsable en chef des finances** fournit d'autres détails sur les mesures prises pour réduire les frais généraux et contrôler les coûts. Une des dimensions consiste à examiner la possibilité d'établir des centres de services régionaux pour entreprendre des fonctions communes à de multiples bureaux, dans le but d'améliorer l'efficacité opérationnelle et budgétaire.

Le **Président** met aux voix l'approbation du Plan financier 2017–2020.

Le **Congrès** prend la décision suivante [[référence de vote](#)] :

DÉCISION 41

Le Congrès APPROUVE le [Plan financier de l'UICN pour 2017–2020](#).

Point 8.2 de l'ordre du jour – Rapport du Comité de la gouvernance du Congrès et vote des motions sur la gouvernance de l'UICN, ainsi que des amendements aux Statuts

Le **Président** invite la **Présidente du Comité de la gouvernance du Congrès** à présenter le rapport du Comité.

La **Présidente du Comité de la gouvernance** (Margaret Beckel) remercie les membres du Comité pour leur travail concernant les motions liées à la gouvernance. Elle résume l'évolution de la Motion A – *Intégration d'autorités gouvernementales régionales dans la structure de l'Union* au cours de trois réunions du groupe de contact pertinent et présente le texte résultant pour discussion et décision en plénière. Il y a deux options : l'option 1 aurait pour effet d'inclure les autorités gouvernementales régionales immédiatement dans la structure de l'Union tandis que l'option 2 demande l'établissement d'un groupe de travail chargé de faire des recommandations pour examen au prochain Congrès.

Le **Président** donne la parole aux participants pour discussion. Des opinions affirmées sont exprimées en faveur et contre les deux options.

En faveur de l'option 1 (dans l'ordre dans lequel les intervenants ont pris la parole), les organismes suivants se sont exprimés : **Politique scientifique fédérale** (Belgique), **Département des territoires et de la durabilité, Gouvernement de Catalogne** (Espagne), **Liga par la Defensa del Patrimonio Natural** (Espagne), **Instituto Chico Mendes de Conservação da Biodiversidade** (Brésil), **Comité national de l'UICN, France**, **Fundación Habitat y Desarrollo** (Argentine), **Fundación Futuro Latinoamericano** (Équateur), **AWAZ Foundation Pakistan : Center for Development Services** (Pakistan), **Ministère des ressources naturelles et de l'environnement de la Fédération de Russie** et **Ethiopian Wildlife Conservation Authority**.

Les tenants de l'option 1 estiment que l'UICN discute de cette question depuis de nombreuses années et qu'il est temps maintenant de prendre des mesures concrètes et, pour l'UICN, d'évoluer en reconnaissant la réalité que certains gouvernements régionaux sont déjà Membres, même si c'est sous l'égide d'un État. Les collectivités régionales ont des responsabilités directes en matière de gestion et de conservation des ressources naturelles ainsi que de réglementation des activités qui pourraient menacer la nature et pourraient jouer un rôle important dans les liens avec la société civile. Il est donc vital de collaborer avec elles et de leur donner une voix claire au sein de l'Union ainsi que de leur attribuer un rôle clair dans l'application du Programme de l'UICN.

S'exprimant en faveur de l'option 2 (par ordre de prise de parole), il y a : **Baanhn Beli** (Pakistan), **Les gouvernements locaux pour le développement durable (ICLEI)**, le **Département d'État, Bureau des océans et affaires internationales scientifiques et pour l'environnement** (États-Unis d'Amérique), **SACAN Foundation** (Pakistan), **Environment and Conservation Organizations of New Zealand, Inuit Tapiriit Kanatami** (Canada), le **Conseiller Mamadou Diallo**, le **Ministère des affaires étrangères** (Chine), le **Conseil international du droit de l'environnement, Eco Redd** (Pérou), le **Comité national pakistanais des Membres de l'UICN**, le **Département de l'environnement – Téhéran** (République islamique d'Iran), **Bahrain Women Association – for Human Development** (Bahreïn), **Association malienne pour la conservation de la faune et de son environnement** (Mali), **Centre for Media Studies** (Inde) et **Centre de suivi écologique** (Sénégal).

Certains de ceux qui s'expriment en faveur de l'option 2 soutiennent le principe d'inclure les autorités gouvernementales régionales dans la structure de l'Union, mais sont préoccupés par le fait qu'une attention insuffisante a été accordée aux complexités impliquées. D'autres notent que tout changement proposé aux Statuts doit être soumis aux Membres six mois avant le Congrès. Ceci a été fait pour la motion d'origine mais ne peut pas être le cas pour les amendements introduits par le groupe de contact. Ceux qui soutiennent l'option 2 argumentent également que cette solution offre un moyen plus mesuré et plus responsable de progresser, ne serait-ce qu'en ce qui concerne la définition adéquate de la terminologie ; il vaut mieux prendre un peu plus de temps pour arriver à une solution réellement applicable.

La **Présidente du Comité de la gouvernance** note que le débat en plénière reflète la complexité des questions concernées, raison pour laquelle deux options ont été préparées.

Répondant à une question de **Baanhn Beli** (Pakistan) concernant l'exactitude de la définition de « gouvernement régional » fournie dans l'option 1, la **Conseillère juridique** (Sandrine Friedli) note que la définition est liée à cinq critères. Cependant, les deux définitions et les critères associés doivent encore être interprétés par le Conseil et les Membres, étant donné que chaque État adopte une approche différente de la gouvernance locale et régionale. Enfin, c'est aux États qu'il convient de définir si, oui ou non, les entités de gouvernance locale ou régionale peuvent demander à devenir Membre de l'Union.

Le **Président** met les deux options aux voix, rappelant aux Membres que l'option 1 résultant d'un amendement aux Statuts nécessitera une majorité des deux tiers dans les deux chambres pour être approuvée.

Le **Congrès** prend les décisions suivantes [[référence de vote](#)] :

DÉCISION 42

Le Congrès N'ADOpte PAS l'option 1 pour la Motion A – *Intégration d'autorités gouvernementales régionales dans la structure de l'Union.*

[[référence de vote](#)] :

DÉCISION 43

Le Congrès ADOpte l'option 2 pour la Motion A – *Intégration d'autorités gouvernementales régionales dans la structure de l'Union*

Le **Ministère des affaires étrangères et du développement international** (France) fournit ensuite la déclaration suivante sur son vote relatif à l'option 1 :

« Dans le cadre de son vote sur la motion A, la France interprète les modifications proposées dans l'option 1 comme n'ayant pas vocation à conduire à l'octroi d'un droit de vote aux autorités régionales. »

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux membres des États-Unis votent contre l'option 1 pour la Motion A.

Point 8.3 de l'ordre du jour – Rapport du Comité de vérification des pouvoirs et approbation des contributions des Membres pour 2017-2020 ainsi que de la liste des Membres ayant des arriérés de contribution et dont les droits sont révoqués

Le **Président** invite le **Président du Comité de vérification des pouvoirs** à présenter le rapport final du Comité.

Le **Président du Comité de vérification des pouvoirs** (George Greene) rappelle la composition et le mandat du Comité. Il indique que 928 participants ont été accrédités pour l'Assemblée des Membres, comme suit :

Catégorie A (droits de vote et de parole) : 129
Catégorie B (droits de vote et de parole) : 704
Catégorie C (droits de parole) : 10
Comités nationaux et régionaux reconnus (droits de parole) : 46
Observateurs (droits de parole) : 1
Membres d'honneur et bienfaiteurs (droits de parole) : 0
Conseillers, Présidents et Vice-Présidents des Commissions, Directrice générale et Conseillère juridique (droits de parole) : 38

Le nombre de voix potentielles détenues par les Membres de l'UICN en règle est le suivant :

Catégorie A (Gouvernements et organismes gouvernementaux) : 233 voix
Catégorie B (ONG internationales et nationales) : 1062 voix

Sur ces voix potentielles, le pouvoir de vote des Membres accrédités représentés au Congrès mondial de la nature 2016, le vendredi 9 septembre 2016, est le suivant :

Catégorie A (Gouvernements et organismes gouvernementaux) : 199 voix (85%)
Catégorie B (ONG internationales et nationales) : 768 voix (72%)

Le **Président du Comité de vérification des pouvoirs** présente une analyse additionnelle sur la participation des Membres des catégories A et B ayant exercé leur droit de vote pour certaines décisions de l'Assemblée des Membres.

Il rappelle les dispositions des articles 13 a) et b) des Statuts de l'UICN concernant la suspension et la révocation des droits des Membres n'ayant pas versé leurs contributions de Membres et présente des statistiques pour le nombre de Membres dont les droits pourraient être révoqués au présent Congrès et auraient pu l'être aux trois Congrès précédents (Bangkok 2004, Barcelone 2008 et Jeju 2012). Le Comité note une augmentation en 2016, avec un nombre important d'États membres, et recommande qu'une analyse soit menée pour déterminer s'il y a des facteurs systémiques sous-jacents. Enfin, conformément à l'article 13 a) des Statuts, le Congrès est prié de prendre une décision sur la révocation de tous les droits restants des 161 Membres dont les contributions ont actuellement deux ans d'arriérés ou plus.

Le **Président** donne la parole aux participants pour des questions ou commentaires.

Le **Conseil international du droit de l'environnement** prie l'Assemblée de tenir compte de circonstances spéciales, telles que la situation actuelle en Syrie, lorsqu'elle décide de révoquer les droits des Membres.

Hoste Hainse (Népal) demande que les Membres aient l'occasion d'expliquer les raisons de leur retard. Des questions telles que des taux de change désavantageux pourraient empêcher le versement opportun des contributions.

Le **Président du Comité de vérification des pouvoirs** répond que la procédure décrite et le calendrier fixé dans les Statuts permettent justement d'évaluer les circonstances spéciales.

Le **Président** met aux voix la décision présentée par le **Président du Comité de vérification des pouvoirs**.

Le **Congrès** prend la décision suivante [[référence de vote](#)] :

DÉCISION 44

Le Congrès RÉVOQUE tous les droits restants des 161 Membres dont les contributions sont en retard de deux années ou plus.

Concluant son exposé, le **Président du Comité de vérification des pouvoirs** indique qu'au total, 520 Membres ont reçu une aide pour assister au Congrès et qu'en moyenne, 91% des Membres parrainés ont voté les motions durant l'Assemblée des Membres. Toutefois, 13 Membres parrainés (neuf dans la catégorie A et quatre dans la catégorie B) n'ont pas été accrédités tandis que six Membres parrainés (trois dans la catégorie A et trois dans la catégorie B) ont été accrédités mais ne sont pas venus chercher leurs cartes de vote. Le Comité recommande vivement qu'à l'avenir, les délégués parrainés soient obligés d'exercer leur droit de vote. Le Comité fait aussi des recommandations spécifiques sur quatre autres questions pour lesquelles il estime que des améliorations pourraient être apportées au prochain Congrès, notamment :

- renforcer le processus d'accréditation en ligne ;
- faciliter la capacité des Membres de participer et de voter ;
- garantir l'utilisation correcte des procurations ; et
- rédiger un cahier des charges pour le Comité de vérification des pouvoirs.

D'autres détails se trouvent dans l'Annexe 3 *Recommandations du Comité de vérification des pouvoirs du Congrès*.

Enfin, le Comité de vérification des pouvoirs a communiqué des commentaires au Comité des finances et audit du Congrès concernant les contributions des Membres proposées pour 2017–2020 et en particulier la nécessité d'examiner la nouvelle catégorie de Membres pour les organisations de peuples autochtones et les conséquences pour les États membres des déplacements entre groupes sur le barème des quotes-parts de l'ONU.

Le **Président** invite le **Président du Comité des finances et audit** à présenter les recommandations de son Comité concernant les contributions des Membres.

Le **Président du Comité des finances et audit** – CFAC (Spencer Thomas) déclare que, conformément au cahier des charges du Comité, le CFAC a examiné le cadre des contributions des Membres et l'échelle des contributions pour 2017–2020 et qu'il recommande son approbation par le Congrès. Le Comité note que :

- le barème des contributions est indexé sur le taux d'inflation suisse qui est actuellement très bas ; et
- l'échelle pour les États et organismes publics s'appuie sur le barème des contributions des Nations Unies, tandis que l'échelle pour les ONG nationales et internationales s'appuie sur l'évaluation de leurs dépenses de fonctionnement.

Le Comité note en outre :

- les dispositions de transition proposées pour des organismes publics lorsque l'État concerné cesse d'être Membre ; et
- la décision prise par le Congrès concernant la nouvelle catégorie de Membres pour les organisations de peuples autochtones qui devra être prise en compte.

Le Congrès prend la décision suivante [[référence de vote](#)] :

DÉCISION 45

Le Congrès ADOPTE la proposition de [contributions des Membres pour 2017–2020](#) conformément à l'article 20.f) des Statuts de l'UICN.

Point 8.4 de l'ordre du jour – Rapport sur les progrès du Comité des résolutions, suivi par une discussion et un vote des motions

Ce point de l'ordre du jour est présidé par la **Vice-Présidente de l'UICN Marina von Weissenberg** (Conseillère régionale pour l'Europe de l'Ouest).

La **Présidente de séance** invite le **Président du Comité des résolutions** à présenter une mise à jour sur les deux motions restantes, à savoir la Motion 048 et la Motion 007, qui n'ont pas encore été examinées en plénière.

Le **Président du Comité des résolutions** (Simon Stuart) confirme que la Motion 048 *Protection des forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts* est maintenant prête pour discussion en plénière après la finalisation de toutes les versions linguistiques.

La **Présidente de séance** donne la parole aux participants pour des interventions.

Répondant à une observation de **Baanhn Beli** (Pakistan), le **Président du Comité des résolutions** confirme que, comme pour les autres motions, les noms des auteurs de la motion auraient dû être supprimés du texte présenté pour adoption. Ce sera corrigé ultérieurement par le Secrétariat.

Sans autre question des participants, la **Présidente de séance** met la Motion 048 aux voix.

Motion 048 *Protection des forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts*

Le texte issu du groupe de contact pour cette motion est approuvé sans autre amendement, sous réserve de la correction éditoriale mentionnée.

DÉCISION 46

Le Congrès ADOPTE la Motion 048.

[[référence de vote](#)]

Le **Président du Comité des résolutions** rappelle que les Membres de l'Assemblée ont confirmé l'adoption, par vote électronique avant le Congrès, de 85 motions sur les politiques de conservation. Dix-neuf autres motions de ce type ont été adoptées durant le Congrès et il n'en reste plus qu'une : Motion 007 *Fermer le marché intérieur de l'ivoire d'éléphant*. Une troisième et dernière réunion du groupe de contact sur cette motion, qui a travaillé jusqu'après minuit le 9/10 septembre, n'a pas trouvé de consensus. Il a été décidé de procéder sur la base du texte issu de la deuxième réunion du groupe de contact qui avait eu lieu le 7 septembre, en reconnaissant qu'il ne s'agissait pas d'un texte consensuel, et d'inviter les Membres qui ne sont pas d'accord à soumettre des amendements. Le Comité des résolutions a reçu un grand nombre d'amendements durant la nuit et les équipes chargées des motions et de la documentation ont travaillé d'arrache-pied pour les traiter. Le document maintenant disponible dans les trois langues, sur le portail des motions, constitue le texte émergent de la deuxième réunion du groupe de contact avec les amendements soumis par le Gouvernement du Japon et le Gouvernement de la Namibie. Sur avis de la Conseillère juridique, les interventions du Gouvernement

de l'Afrique du Sud n'ont pas été admises car elles n'ont pas été faites sur la base du texte de la deuxième réunion du groupe de contact. Cependant, elles sont très proches des amendements soumis par le Gouvernement du Japon et le Gouvernement de la Namibie. Conformément aux Règles de procédure, les amendements (tels qu'ils ont été admis par le Comité des résolutions) doivent être examinés en premier.

Un long débat sur la procédure s'ensuit, avec des déclarations contre les amendements proposés faites par le **Ministère des affaires étrangères et du développement international** (France), l'**Association for Tropical Biology & Conservation** (États-Unis d'Amérique), **Wildlife Conservation Society** et l'**Agence nationale des parcs nationaux** (Gabon).

Wildlife Conservation Society, avec l'appui de **Baanhn Beli** (Pakistan), recommande que tous les amendements soient examinés et votés ensemble, en bloc.

Le **Ministère des affaires étrangères et du développement international** (France), avec l'appui d'**Environment & Conservation Organizations of New Zealand**, présente une motion de procédure demandant que l'Assemblée n'examine aucun des amendements soumis et demande que cette proposition soit mise immédiatement aux voix.

La **Présidente de séance** demande l'avis de la **Conseillère juridique** qui interprète les Règles de procédure comme signifiant qu'il n'y a aucune possibilité pour l'Assemblée de ne pas examiner les amendements soumis. Les motions de procédure autorisées sont clairement définies dans les Règles de procédure et le non-examen d'amendements n'en est pas une.

La **Présidente de séance** décide que les cinq amendements pour lesquels deux options différentes ont été soumises seront discutés en premier, et les options votées une par une. Après cela, tous les autres amendements, intégrant toute révision additionnelle convenue par l'Assemblée, seront votés en bloc. Elle demande au **Président du Comité des résolutions** de présenter brièvement chacun des amendements pour lesquels il y a deux options et indique qu'elle autorise deux Membres à s'exprimer en faveur de chaque option et deux contre avant de procéder au vote.

Le **Président du Comité des résolutions** note que les cinq amendements concernés ont des options étiquetées A et B. Dans chaque cas, l'option A est celle qui s'éloigne le plus du texte du groupe de contact et, conformément aux Règles de procédure, est discutée et votée en premier. L'option B n'est discutée et votée que si l'option A est rejetée. Si l'option B est également rejetée, le texte revient à la version du groupe de contact.

L'Assemblée commence à examiner chacun des cinq amendements pour lesquels deux options différentes ont été soumises.

Les Membres s'exprimant en faveur d'un amendement ou plus comprennent : le **Département des affaires de l'environnement** (Afrique du Sud), **Ezemvelo KZN Wildlife** (Afrique du Sud), le **Ministère de l'environnement et du tourisme** (Namibie), le **Ministère de l'environnement** (Japon), **ResourceAfrica** (Afrique du Sud) et **Safari Club International Foundation** (États-Unis d'Amérique).

Les Membres s'exprimant contre une option d'amendement ou plus comprennent : **Association for Tropical Biology and Conservation** (États-Unis d'Amérique), **Association sénégalaise des amis de la nature** (Sénégal), **Centre d'étude de l'environnement** (Cameroun), **Conservation de la faune congolaise** (République démocratique du Congo), **Département d'État, Bureau des océans et des affaires internationales scientifiques et de l'environnement** (États-Unis d'Amérique), **Environment and Education Society** (Bénin), **Groupe de recherche et d'actions pour le bien-être** (Bénin), le **Ministère de l'environnement, de l'eau et des ressources naturelles** (Kenya), **Nature Conservation Egypt**, **Preserve Planet** (Costa Rica), **SOS Sahel International** (Burkina Faso), **Tanzania College of African Wildlife Management**, **Uganda Wildlife Society**, **Wildlife and**

Environnement, Zimbabwe, Wildlife Authority of Uganda, Wildlife Conservation Authority (Éthiopie) et Wildlife Conservation Trust (Inde).

Dans le cas des cinq amendements concernés, l'option A est rejetée, ce qui signifie que l'option B est alors présentée et mise aux voix. Une fois encore, dans les cinq cas, l'option B n'est pas approuvée, ce qui signifie que le texte issu de la deuxième réunion du groupe de contact prévaut. *[Note : Dans le but de maintenir ces procès-verbaux concis et précis, les résultats des votes sur les options A et B, pour chacun des cinq amendements à la Motion 007, ne sont pas enregistrés ici en tant que décisions séparées du Congrès. Toutefois, les détails sur le vote peuvent être consultés en ligne ; voir Motion 007 – Amendements 4A, 4B, 7A, 7B, 9A, 9B, 14A, 14B, 15A et 15B.]*

Conformément à sa décision précédente, la **Présidente de séance** met tous les autres amendements aux voix en bloc. Les amendements ne sont pas approuvés.

DÉCISION 47

Le Congrès N'ADOpte PAS les amendements à la Motion 007.

[référence de vote : [4A](#), [4B](#), [7A](#), [7B](#), [9A](#), [9B](#), [14A](#), [14B](#), [15A](#), [15B](#), [All](#)]

L'État membre États-Unis et les organismes gouvernementaux membres des États-Unis votent contre tous les amendements à la Motion 007.

La **Présidente de séance** confirme qu'aucun des amendements à la Motion 007 n'a été approuvé par l'Assemblée. Elle met donc aux voix le texte non amendé issu de la deuxième réunion du groupe de contact.

Le **Congrès** prend la décision suivante *[référence de vote]* :

DÉCISION 48

Le Congrès ADOpte la Motion 007.

La **Fédération des associations de chasse et de conservation de l'UE (FACE)** verse la déclaration suivante aux procès-verbaux :

« Nous avons le sentiment que cette motion devrait contenir un élément reconnaissant les pays ayant actuellement des dispositions et des systèmes efficaces pour la conservation des éléphants et qui respectent les politiques de l'UICN et la Convention sur la diversité biologique. Nul ne contestera le fait que beaucoup de marchés non réglementés doivent être fermés mais il faut reconnaître les États qui ont des systèmes qui fonctionnent et se demander pourquoi ces systèmes fonctionnent ; en particulier, en ce qui concerne les valeurs et les ressources qui maintiennent les éléphants vivants dans les communautés locales. »

Répondant à une intervention du **Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier**, la Présidente de séance confirme qu'il est entendu que les trophées de chasse légaux ne sont pas couverts par les termes de cette motion. Le Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier verse ensuite la déclaration suivante aux procès-verbaux :

« Le Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier, représenté par son Directeur général, M. Tamás Marghescu, souhaite déclarer officiellement que le groupe de contact chargé de cette motion, le 7 septembre et à nouveau le 9 septembre, a délibérément supprimé le texte convenu précédemment dans le préambule qui précisait que cette motion ne traite pas des trophées d'éléphants légaux car, de toute manière, ils ne peuvent faire l'objet de commerce. Nous vous demandons de bien vouloir verser aux procès-verbaux cette motion d'ordre présentée par M. Marghescu à l'Assemblée des Membres et de faire en sorte qu'une note de bas de page accompagne la motion finale pour

apporter une précision importante, à savoir que cette motion ne concerne pas les trophées d'éléphants légaux. »

Le Ministère de l'environnement et du tourisme (Namibie) et le Département des affaires de l'environnement (Afrique du Sud) communiquent la déclaration de vote suivante, pour les procès-verbaux, concernant la Motion 007 :

« Les Gouvernements de la Namibie et de l'Afrique du Sud ont pris note de l'adoption de la Motion 007 appelant à la fermeture des marchés intérieurs de l'ivoire d'éléphant.

La Namibie et l'Afrique du Sud ont voté contre l'adoption de cette motion parce qu'elle viole les droits souverains et les intérêts de nos États. Nous considérons en outre que cette résolution n'est pas alignée avec les objectifs de l'UICN tels qu'ils sont contenus dans ses Statuts.

Souhaitant favoriser le consensus à l'UICN, la Namibie et l'Afrique du Sud ont participé au groupe de contact sur cette motion dans le but d'atteindre un compromis avec les auteurs qui reconnaîtraient les différentes politiques de gestion des espèces sauvages des États qui guident la gestion de l'éléphant d'Afrique et l'utilisation durable de l'espèce ; la variance dans l'état des populations d'éléphants d'Afrique dans toute l'aire de répartition ; les besoins et exigences de conservation différents ainsi que les différences dans la capacité de réglementer les marchés intérieurs de l'ivoire.

Aujourd'hui, un message très clair a été envoyé à nos Gouvernements par l'UICN : Les pays qui ont des politiques de gestion des espèces sauvages reposant sur le principe de l'utilisation durable et qui ont été en mesure de conserver et de faire croître leurs populations d'éléphants d'Afrique grâce à ces politiques, ne sont pas entendus sur cette plateforme. Le site web de l'UICN indique que le Congrès offre un forum neutre dans lequel les gouvernements, les ONG, les scientifiques, les entreprises, les communautés locales et les peuples autochtones peuvent travailler ensemble pour forger et appliquer des solutions aux enjeux de l'environnement. Nous avons cru comprendre que l'UICN travaille sur la base des dernières recherches et de l'objectivité mais, malheureusement, cela n'est pas apparu durant ce processus.

Les Gouvernements de la Namibie et de l'Afrique du Sud sont préoccupés par le fait que l'UICN, une organisation de conservation respectée, est instrumentalisée par certaines organisations pour faire progresser leurs propres programmes.

Notre position est que cette résolution viole les droits souverains de pays à utiliser durablement leurs propres ressources en fonction de leurs propres politiques. La résolution est donc inappropriée et contreproductive. La résolution aurait dû reconnaître que s'il y a des problèmes relatifs aux marchés intérieurs de l'ivoire, ils peuvent être traités par une réglementation efficace des marchés et une gestion efficace des stocks, et que les pays qui ont la capacité de réglementer efficacement ne doivent pas être obligés de fermer leurs marchés intérieurs de l'ivoire.

En conclusion, nos Gouvernements souhaitent déclarer de manière catégorique que cette résolution ne sera pas appliquée par nos Gouvernements respectifs. »

Le Conseil international du droit de l'environnement communique la déclaration suivante sur son vote, pour les procès-verbaux, concernant la Motion 007 :

« Le Conseil international du droit de l'environnement note que, le 9 septembre 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par consensus, sans vote, la Motion A/70/300, avec la contribution A/70/L.63 de l'Allemagne, sur 'La lutte contre le trafic des espèces sauvages' et que le CIDE a soutenu la Motion 007, comme appui plein et entier à cette résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies. »

European Bureau for Conservation & Development communique la déclaration de vote suivante, pour les procès-verbaux, concernant la Motion 007 :

« European Bureau for Conservation & Development a voté contre cette motion car il aurait souhaité que certains des amendements soient adoptés. Notre organisation croit dans les solutions de compromis. »

La Présidente de séance observe que l'examen des motions est maintenant terminé et elle invite le **Président du Comité des résolutions** à présenter des remarques de conclusion.

Le **Président du Comité des résolutions** rappelle que le nouveau processus des motions qui vient de se terminer est une nouvelle initiative majeure pour l'UICN et qu'il s'est bien déroulé, mais il est sûr que le nouveau Conseil souhaitera entreprendre une évaluation rigoureuse et mettre en œuvre des améliorations, si nécessaire. Il remercie tous ceux qui ont participé à cet effort tout à fait phénoménal et l'ont mené à bien. L'intention du Groupe de travail sur les motions, devenu Comité des résolutions, a été de faire en sorte que le nouveau processus reste bien focalisé et que chaque Membre ait le droit d'être entendu.

La **Présidente de séance** invite l'Assemblée à manifester son appréciation pour les travaux menés par le Président du Comité des résolutions.

Point 8.5 de l'ordre du jour – Présentation des Engagements d'Hawaï

Le **Président** de l'UICN donne la parole au **Président du Sous-comité du Comité directeur du Congrès sur les Engagements d'Hawaï** (John Robinson).

M. Robinson présente le document « *Naviguer sur l'île Terre – Les Engagements d'Hawaï* » (contenu dans l'Annexe 2 des présents Procès-verbaux), qui résume bien des questions importantes et des idées et actions transformatrices émergeant des nombreuses activités et délibérations du Congrès, y compris les dialogues de haut niveau et les débats sur les questions d'importance stratégique pour l'Union.

Il rappelle qu'il ne s'agit pas d'un texte négocié. Le terme Engagements est utilisé pour traduire l'engagement collectif des participants envers l'action de conservation et refléter le sentiment d'urgence contenu dans le thème du Congrès « *Planète à la croisée des chemins* ». Le Comité directeur du Congrès a créé un sous-comité pour les Engagements d'Hawaï, qui a examiné la participation des rapporteurs de la session ainsi que 114 ensembles de commentaires des participants du Congrès, suite à l'affichage en ligne de deux projets de versions du texte.

Les *Engagements d'Hawaï* sont lus en anglais, en français et en espagnol par des représentants des Membres de l'UICN d'Hawaï, du Burkina Faso et du Guatemala et par un représentant du Secrétariat de l'UICN. Le paragraphe de conclusion déclare :

« Nos problèmes sont complexes, nos valeurs sont remises en cause et le futur est incertain. Des partenariats solides sont nécessaires pour mettre en œuvre la conservation à l'échelle requise. Nous devons élargir et approfondir le dialogue mondial afin de comprendre notre relation à la nature, inciter à l'action collective et garantir que les solutions fondées sur la nature sont équitables, justes et durables. La communauté de la conservation répondra à ces défis, enhardie par la créativité de l'imagination humaine, renforcée par les connaissances scientifiques et traditionnelles, et inspirée par l'esprit d'Aloha 'Āina. »

Le **Congrès** accueille les Engagements d'Hawaï par acclamation.

À la 8^e séance, le **Gouvernement de la Finlande** a soumis au Secrétariat une déclaration concernant les Engagements d'Hawaii qui, en raison du peu de temps imparti, n'a pas pu être prononcée oralement à la séance. Le texte de la déclaration peut être visionné [ici](#).

Le **Président de l'UICN** informe l'Assemblée que tous les points officiels de conduite des affaires sont maintenant conclus. La Cérémonie de clôture aura lieu après une brève pause.

Cérémonie de clôture du Congrès mondial de la nature Samedi 10 septembre 2016 (14:45–16:00)

La **Directrice générale** (Inger Andersen) fait office de maître de cérémonie. Elle observe qu'après 10 longues journées de dur labeur, de détermination et de nouveaux engagements, l'UICN est « *à la croisée des chemins, et se déplace dans la bonne direction* ».

Le **Président** (Xinsheng Zhang) déclare « *Ce Congrès, organisé lors d'une année olympique, a battu ses propres records* » et constitue la plus grande réunion sur l'environnement jamais organisée aux États-Unis, avec plus de 10 000 participants de 192 pays. En navigant au large de la croisée des chemins, l'UICN a « *pris la bonne route et a quitté le port pour un nouveau voyage décisif chargé d'espoir et d'optimisme*. » Il remercie les Membres pour leur appui constant depuis quatre ans et se réjouit de son prochain mandat, concluant : « *ensemble, en tant qu'Union, nous pouvons sauver la vie sur la planète* ».

Le **Président** et la **Directrice générale** remettent aux Conseillers régionaux et Présidents des Commissions sortants des certificats d'appréciation pour leurs services durant la période intersessions 2012–2016.

Le **Gouverneur d'Hawaii** (David Ige) remercie l'UICN et le Comité d'accueil et rappelle le lancement de l'Initiative durable d'Hawaii durant la Cérémonie d'ouverture. Il déclare : « *Ce qui est clair maintenant, plus que jamais, c'est que nous sommes ensemble ; dans ce canoé qui navigue sur l'île Terre. La planète est en effet à la croisée des chemins. Nous pouvons décider de la direction. Ce que ce Congrès nous lègue est très ambitieux. Le travail ne cessera pas demain. Hawaii a le cœur et la capacité de faire en sorte que tout arrive. Nous devons le faire. Ensemble, nous pouvons changer le monde. Et ensemble, nous le changerons* ».

Évoquant les « *moments touchants et de cordialité profonde du Congrès mondial de la nature, où les chefs de file de l'environnement du monde entier se sont réunis pour échanger leur expérience* » et remerciant les hôtes hawaïens, le **Ministre de l'agriculture et des forêts du Bhoutan** (Lyonpo Yeshey Dorji) appelle tout le monde à rejoindre le Bhoutan pour poursuivre « un développement avec des valeurs ». Le Bhoutan jouera son rôle en appliquant les Engagements d'Hawaii ainsi que les accords mondiaux signés en 2015 sur le développement durable et le changement climatique, et se déclare encouragé par les solutions fondées sur la nature proposées par l'UICN.

Mettant l'accent sur le pouvoir qui émerge de la reconnaissance du partenariat entre les connaissances traditionnelles et la science, le **Vice-Président du Comité d'accueil d'Hawaii pour le Congrès mondial de la nature 2016** (Chipper Wichman) célèbre la réussite du Congrès, observant : « *Avec le recul, nous regarderons cette réunion comme un moment où la planète est passée du point de non-retour au point de retour* ». Il cite un *Olelo Noeau* – une parole sage – que lui ont transmis ses ancêtres : « *La terre est le chef et le peuple est son serviteur* ». Cela signifie que « *Lorsque nous commencerons à voir la nature comme faisant partie de notre famille, comme un membre plus important que nous-mêmes, nous commencerons à faire les bons choix pour un monde plus durable* ». Il rappelle que le Comité d'accueil a travaillé depuis deux ans pour organiser le meilleur Congrès possible et que cela a supposé un travail d'équipe entre des centaines de personnes. Des remerciements

leur sont dus à tous ainsi qu'à l'État d'Hawaï pour son ambition de construire un lieu de réunion de classe mondiale qui a imprégné le Congrès de l'*Aloha*.

Après un spectacle de musique et de danses traditionnelles, le **Président** exprime sa « *profonde appréciation à notre hôte, Hawaï* » et prononce la clôture du Congrès mondial de la nature 2016.

Annexe 1

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS SUR LE PROCESSUS DE VOTE EN LIGNE DES MOTIONS DE L'UICN

16 août 2016

Sixième Congrès mondial de la nature Honolulu, Hawaï

Les États-Unis reconnaissent l'importance et la valeur d'une organisation comme l'UICN avec ses Membres divers et déterminés, dévoués à la protection du monde naturel. En tant que Membre de l'UICN, il est de notre responsabilité de participer pleinement et activement ; soyez assuré que les États-Unis prennent cette responsabilité au sérieux.

Nous applaudissons aux efforts déployés pour améliorer et renforcer le processus des motions. Compte tenu de la haute priorité que nous accordons aux programmes de l'UICN qui contribuent de manière significative aux objectifs de conservation que nous partageons tous, nous restons convaincus que nous devons faire porter notre attention sur les motions qui traitent de questions relatives à l'UICN en tant qu'institution, à sa gouvernance et à ses questions programmatiques générales.

Nous apprécions énormément les efforts exceptionnels déployés par le Comité des motions pour améliorer le processus, et les discussions par voie électronique nous ont semblé utiles et enrichissantes.

Nous souhaitons noter, cependant, que plusieurs motions reflètent les opinions marquées d'un petit nombre de Membres sur les actions que les États membres devraient prendre aux plans national, régional ou international sur des questions complexes et souvent controversées. Nous prions vivement l'UICN et ses Membres de continuer d'affiner le processus des motions afin que les travaux de l'Union se concentrent sur les questions importantes reflétant les forces et les préoccupations de l'ensemble des Membres.

Nous restons convaincus qu'il importe d'examiner et de fournir des orientations sur toutes les motions pour identifier leur pertinence vis-à-vis du Programme quadriennal proposé pour l'UICN ainsi que leurs conséquences financières. Comme par le passé, un certain nombre de motions nécessiteraient un changement important dans les priorités, les ressources et l'attribution financière au sein du Programme 2017-2020. Cela soulève la question fondamentale de savoir comment le processus des motions s'inscrit dans le Programme de l'UICN 2017-2020 que nous allons finaliser durant le présent Congrès. Nous apprécions les efforts constants déployés pour prêter attention à cette préoccupation.

Cependant, il ne serait pas approprié, en tant que gouvernement, que nous nous engagions ou que nous négociions certains types de résolutions.

Parmi ces motions, un vaste groupe s'adresse principalement à un seul gouvernement ou à un groupe de gouvernements sur des questions nationales, bilatérales ou régionales. Souvent, nous n'avons pas suffisamment de données sur ces questions et nous estimons que les réponses à ces motions seront mieux traitées par le pays ou les pays concernés. Nous ne prendrons pas position en tant que gouvernement, sur ces motions, sauf si elles ont des incidences directes sur le Gouvernement des États-Unis. Dans ce cas, nous fournirons éventuellement une déclaration à verser aux procès-verbaux pour aider à éclaircir les questions soulevées et à communiquer notre point de vue.

Un deuxième groupe de motions se concentre sur des questions mondiales qui, nous en convenons, sont importantes, mais sont des thèmes déjà traités dans le débat politique international en cours dans d'autres forums tels que dans les domaines du changement climatique et de la biodiversité au-delà de la juridiction nationale. Nous respectons l'intérêt des membres pour des questions de préoccupation mondiale et nous partageons beaucoup de ces intérêts, en particulier sur des questions émergentes telles que le rôle des écosystèmes dans la sécurité alimentaire et l'importance du commerce illégal d'espèces sauvages. Cependant, nous n'avons pas l'intention de prendre de position nationale sur des opinions particulières présentées ici dans des motions ni de voter sur les résultats.

Conformément à notre pratique passée, nous vous fournirons une liste, pour les procès-verbaux, des résolutions pour lesquelles le Gouvernement des États-Unis ne s'engagera pas.

Nous demandons que la présente déclaration figure dans son intégralité dans le rapport du présent Congrès.

Annexe 2

Tableau des Résolutions, Recommandations et autres décisions

Le tableau présente la cote et le titre des Résolutions et Recommandations finales et publiées avec, en référence, la cote des motions originales (telles qu'elles ont été discutées aussi bien en ligne que durant l'Assemblée des Membres et enregistrées dans les Procès-verbaux).

Numéro de motion	Numéro de résolution/recommandation	Titre
001	WCC-2016-Res-001	Identifier et archiver les résolutions et recommandations obsolètes pour renforcer la politique de l'UICN et améliorer l'application des résolutions de l'UICN
002	WCC-2016-Res-002	Groupe mondial de l'UICN pour le développement des Comités nationaux et régionaux
003	WCC-2016-Rec-098	Prévenir l'impact de l'électrocution et des collisions avec les infrastructures électriques sur les oiseaux
004	WCC-2016-Res-009	Conservation du calao à casque (<i>Rhinoplax vigil</i>)
005	WCC-2016-Rec-099	Promouvoir les anguillidés comme espèces phares pour la conservation aquatique
006	WCC-2016-Res-010	Conservation du tigre de l'Amour (<i>Panthera tigris altaica</i>) et du léopard de l'Amour (<i>Panthera pardus orientalis</i>) en Asie du Nord-Est
007	WCC-2016-Res-011	Fermer le marché intérieur de l'ivoire d'éléphant
008	WCC-2016-Res-012	Giraffidés : inverser le déclin de la mégafaune emblématique d'Afrique
009	WCC-2016-Res-013	Fin de la chasse aux lions (<i>Panthera leo</i>) et à d'autres prédateurs élevés en captivité et de l'élevage en captivité à des fins commerciales et non de conservation
010	WCC-2016-Res-014	Lutter contre l'empoisonnement illégal des espèces sauvages
011	WCC-2016-Res-015	Renforcer la protection de toutes les espèces de pangolins
012	WCC-2016-Res-016	Suivi du risque d'extinction au moyen de l'Indice de la Liste rouge de l'UICN
013	WCC-2016-Res-017	Mesures visant à prévenir l'extinction du marsouin de Californie (<i>Phocoena sinus</i>)
014	WCC-2016-Res-018	Vers une classification UICN normalisée de l'impact des espèces exotiques envahissantes
015	WCC-2016-Res-019	Protection des chauves-souris sauvages contre les programmes d'abattage sélectif

Numéro de motion	Numéro de résolution/ recommandation	Titre
016	WCC-2016-Rec-100	Gestion et réglementation de l'élevage sélectif intensif de grands mammifères sauvages à des fins commerciales
017	WCC-2016-Res-020	Renforcer la gestion des voies d'introduction des espèces exotiques dans les écosystèmes insulaires
018	WCC-2016-Res-021	Suivi et gestion des pêcheries non sélectives, non durables et non surveillées (NNN)
019	WCC-2016-Res-022	Mesures de conservation pour les vautours, y compris interdiction de recourir au diclofénac à usage vétérinaire
020	WCC-2016-Res-023	Protection des serranidés et des syngnathidés au large des côtes espagnoles
021	WCC-2016-Res-024	Soutenir les Listes rouges et la conservation des espèces menacées au Brésil
022	WCC-2016-Res-025	Reconnaître, comprendre et renforcer le rôle des populations autochtones et des communautés locales dans la lutte contre la crise du commerce illégal d'espèces sauvages
023	WCC-2016-Rec-101	Améliorer la conservation et la gestion des requins soyeux, des requins renards et des raies Mobula
024	WCC-2016-Res-026	Conservation des habitats intertidaux et des oiseaux migrateurs de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie, en particulier en mer Jaune, dans un contexte mondial
025	WCC-2016-Res-027	Renforcer l'application de la Convention de Berne aux oiseaux migrateurs
026	WCC-2016-Rec-102	Les aires protégées et autres zones importantes pour la biodiversité dans le contexte d'activités industrielles et du développement d'infrastructures portant préjudice à l'environnement
027	WCC-2016-Res-028	Marquer le centenaire du Service américain des parcs nationaux
028	WCC-2016-Res-029	Intégrer la dimension urbaine de la conservation dans les travaux de l'UICN
029	WCC-2016-Res-030	Reconnaissance et respect des territoires et aires conservés par des peuples autochtones et des communautés locales, recouverts par des aires protégées
030	WCC-2016-Res-031	Congrès mondial des parcs 2014 : La Promesse de Sydney
031	WCC-2016-Res-032	Constituer des réseaux représentatifs d'aires protégées dans l'Antarctique et l'océan Austral
032	WCC-2016-Rec-103	Création, reconnaissance et réglementation de la carrière de garde-parc
033	WCC-2016-Res-096	Garder de la place pour la nature et assurer notre avenir : élaboration d'une stratégie pour l'après-2020
034	WCC-2016-Res-033	Reconnaître l'importance culturelle et spirituelle de la nature dans les aires protégées et conservées

Numéro de motion	Numéro de résolution/ recommandation	Titre
035	WCC-2016-Res-034	Respect des normes relatives aux aires protégées dans le Cœur sauvage de l'Europe
036	WCC-2016-Res-035	Coopération et aires protégées transfrontalières
037	WCC-2016-Res-036	Appuyer les aires protégées à gouvernance privée
038	WCC-2016-Res-037	Harmoniser la gestion intégrée des sites Ramsar, des sites du patrimoine mondial, des réserves de biosphère et des géoparcs mondiaux de l'UNESCO qui se chevauchent
039	WCC-2016-Res-038	Créer un groupe de travail de l'UICN et de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) sur un réseau d'amis des aires protégées
040	WCC-2016-Rec-104	Intégrer la diversité génétique forestière autochtone aux objectifs de conservation des aires protégées
041	WCC-2016-Rec-105	Coopération entre les aires protégées du Plateau des Guyanes et du Nord-est de l'Amazonie
042	WCC-2016-Res-039	Les aires protégées: une solution naturelle au changement climatique
043	WCC-2016-Res-040	Soutien à la Restauration des paysages forestiers (RPF) en Afrique
044	WCC-2016-Res-041	Identification des zones clés pour la biodiversité aux fins de la préservation de la biodiversité
045	WCC-2016-Res-042	Protection des refuges de la biodiversité dans la région biogéographique atlantique
046	WCC-2016-Res-043	Assurer l'avenir des tourbières du monde entier
047	WCC-2016-Res-044	Protéger, restaurer et utiliser durablement les plans d'eau urbains en Inde
048	WCC-2016-Res-045	Protection des forêts primaires, y compris les paysages forestiers intacts
048bis	WCC-2016-Res-046	Évaluer la mesure dans laquelle le concept de forêts anciennes tel qu'il est compris dans la politique européenne sur les forêts et leur gestion est universellement applicable
049	WCC-2016-Res-047	Promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale
050	WCC-2016-Rec-106	Coopération pour la conservation et la protection des récifs coralliens dans le monde
051	WCC-2016-Res-048	Encrassement biologique ou "biofouling" international
052	WCC-2016-Res-049	Promouvoir des solutions régionales au problème mondial des déchets marins (détritus)

Numéro de motion	Numéro de résolution/ recommandation	Titre
053	WCC-2016-Res-050	Accroître l'étendue des aires marines protégées pour assurer l'efficacité de la conservation de la biodiversité
054	WCC-2016-Res-051	Connectivité écologique sur le littoral nord de la mer d'Alboran
055	WCC-2016-Res-052	Désignation de l'île d'Astola en tant qu'aire marine protégée
056	WCC-2016-Res-053	Protéger les milieux côtiers et marins contre les résidus miniers
057	WCC-2016-Res-054	Protéger de l'exploitation minière à grande échelle la plus grande zone de pêche au saumon du monde située dans la baie de Bristol, en Alaska
058	WCC-2016-Res-055	Préoccupations relatives à la chasse à la baleine en vertu de permis spéciaux
059	WCC-2016-Res-056	Réponse de l'UICN à l'Accord de Paris sur les changements climatiques
060	WCC-2016-Rec-097	Plan d'action pour assurer la résilience climatique de la région du Pacifique
061	WCC-2016-Res-057	Renforcer la prise en compte des océans dans le régime climatique
062	WCC-2016-Rec-107	Intégrer les solutions fondées sur la nature dans les stratégies de lutte contre les changements climatiques
063	WCC-2016-Res-058	Le capital naturel
064	WCC-2016-Res-059	Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité
065	WCC-2016-Res-060	Améliorer les normes en matière d'écotourisme
066	WCC-2016-Res-061	Atténuer les effets de l'expansion des plantations et de l'exploitation de palmiers à huile sur la biodiversité
067	WCC-2016-Res-062	Programme de développement durable à l'horizon 2030 : l'intégration de la conservation dans le développement
068	WCC-2016-Res-063	Éviter l'extinction de la biodiversité dans les karsts des reliefs calcaires
069	WCC-2016-Res-064	Renforcer les partenariats intersectoriels afin de reconnaître les bienfaits de la nature sur la santé, le bien-être et la qualité de vie
070	WCC-2016-Rec-108	Financements des projets sur la biodiversité dans les outre-mer européens
071	WCC-2016-Res-065	Gestion communautaire des ressources naturelles dans l'État d'Hawaï
072	WCC-2016-Rec-109	Modèle Aloha+ Challenge de développement durable

Numéro de motion	Numéro de résolution/ recommandation	Titre
073	WCC-2016-Rec-110	Renforcer l'engagement des entreprises pour la préservation de la biodiversité
074	WCC-2016-Res-066	Renforcer l'évaluation, l'estimation et l'élaboration de rapports sur la biodiversité par les entreprises
075	WCC-2016-Res-067	Bonnes pratiques pour les projets de développement à échelle industrielle
076	WCC-2016-Res-068	Prévenir, gérer et résoudre les conflits sociaux : la clé du succès de la conservation et de la gestion des écosystèmes
077	WCC-2016-Res-069	Définition des solutions fondées sur la nature
078	WCC-2016-Res-070	Criminalité environnementale
079	WCC-2016-Res-071	Création d'un Institut judiciaire mondial pour l'environnement
080	WCC-2016-Res-072	Activer le mécanisme de Whakatane pour contribuer à la conservation tout en garantissant les droits des communautés
081	WCC-2016-Res-073	Investissements des institutions financières pour le développement : impacts socio-environnementaux et respect des droits
082	WCC-2016-Res-074	Renforcer le principe de non-régression dans le droit et les politiques de l'environnement
083	WCC-2016-Res-075	Affirmation du rôle des cultures autochtones dans les efforts de conservation déployés à l'échelle mondiale
084	WCC-2016-Res-076	Améliorer les outils de lutte contre les crimes environnementaux
085	WCC-2016-Res-077	Cours et tribunaux pour l'environnement
086	WCC-2016-Res-078	Soutenir l'application de la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles et l'Agenda africain 2063
087	WCC-2016-Res-079	Demande d'avis consultatif auprès de la Cour internationale de Justice sur le principe de développement durable compte tenu des besoins des générations futures
088	WCC-2016-Res-080	Système de catégories concernant les aires de gestion collective par les populations autochtones d'Amérique centrale
089	WCC-2016-Res-081	Droit de l'humanité à un environnement sain
090	WCC-2016-Res-082	Vers la résolution des préoccupations relatives à l'utilisation de munitions au plomb pour la chasse
091	WCC-2016-Res-083	Conservation du patrimoine géologique ex situ

Numéro de motion	Numéro de résolution/ recommandation	Titre
092	WCC-2016-Res-084	Éducation à l'environnement et création d'espaces naturels dans les établissements scolaires pour favoriser un développement sain et un renforcement des liens entre l'enfance et la nature
093	WCC-2016-Res-085	Connecter les populations avec la nature partout dans le monde
094	WCC-2016-Rec-111	Augmenter les ressources pour la recherche sur la conservation de la diversité biologique
095	WCC-2016-Res-086	Élaboration d'une politique de l'UICN sur la conservation de la biodiversité et la biologie de synthèse
096	WCC-2016-Res-087	Sensibilisation à la définition et aux lignes directrices relatives à la conservation de la connectivité
097	WCC-2016-Res-088	Protéger les terres, territoires et ressources autochtones contre les activités de développement non durables
098	WCC-2016-Res-089	Efficacité énergétique et énergies renouvelables afin de promouvoir la conservation de la nature
099	WCC-2016-Rec-112	Développement des énergies offshore renouvelables et conservation de la biodiversité
100	WCC-2016-Res-090	Construction de deux barrages sur le fleuve Santa Cruz, en Argentine : impact sur un écosystème irremplaçable et sur la population de grèbes mitrés (<i>Podiceps gallardoi</i>), une espèce endémique d'Argentine en danger critique d'extinction
101	WCC-2016-Res-091	Sanctuaire de baleines de l'Atlantique Sud
102	WCC-2016-Res-092	Demander au Congrès de la République du Pérou de classer de manière définitive le projet de loi relatif à la construction d'une route qui aurait une incidence sur le Parque Nacional Alto Purús et d'autres zones
103	WCC-2016-Res-093	Conservation des vigognes (<i>Vicugna vicugna</i>) et commerce illégal de leur laine
104	WCC-2016-Res-094	Soutien à des mesures de conservation plus vigoureuses pour les oiseaux menacés d'Hawaii
105	WCC-2016-Res-095	Appui à la paix et à la nature en Colombie
A	WCC-2016-Res-003	Intégration d'autorités gouvernementales régionales dans la structure de l'Union
B	WCC-2016-Res-004	Propositions d'amendement aux Statuts de l'UICN et aux Règles de procédure du Congrès mondial de la nature Introduction des organisations des peuples autochtones dans la structure de l'Union
C	WCC-2016-Res-005	Élection du Président de l'UICN

Numéro de motion	Numéro de résolution/ recommandation	Titre
D	WCC-2016-Res-006	Autorité unique de l'Assemblée des Membres pour amender le Règlement en ce qui concerne les objectifs, la nature des Membres et les critères d'admission (suite à la décision 22 du Congrès mondial de la nature 2012)
E	WCC-2016-Res-007	Amélioration de la pratique et réformes de la gouvernance de l'UICN
F	WCC-2016-Res-008	Proposition d'amendement de l'article 6 des Statuts de l'UICN relatif aux cotisations des États et des organisations d'intégration politique et/ou économique admises par l'UICN
Dec 3*	WCC-2016-Dec-113	Enregistrement de l'adoption des motions par vote électronique avant le Congrès
Dec 6	WCC-2016-Dec-114	Approbation des mandats des Commissions pour la période 2017-2020
Dec 12	WCC-2016-Dec-115	Programme de l'UICN 2017-2020
Dec 29	WCC-2016-Dec-116	Approbation des États financiers consolidés pour les années 2012-2015
Dec 30	WCC-2016-Dec-117	Nomination des vérificateurs aux comptes pour la période 2017-2020
Dec 40	WCC-2016-Dec-121	Élection des Conseillers régionaux, Présidents des Commissions, Trésorier and Président 2016-2020
Dec 41	WCC-2016-Dec-118	Approbation du Plan financier 2017-2020
Dec 44	WCC-2016-Dec-120	Liste des abrogations des droits de Membres
Dec 45	WCC-2016-Dec-119	Cotisations des Membres 2017-2020

(*) Ce qui suit renvoie à la cote de la décision adoptée par l'Assemblée des Membres et enregistrée dans les procès-verbaux de l'Assemblée des Membres de 2016.

Annexe 3

Recommandations du Comité de vérification des pouvoirs sur l'amélioration du processus

10 septembre 2016

Point 8.3 de l'ordre du jour

Recommandations du Comité de vérification des pouvoirs sur l'amélioration du processus⁵

Le Comité de vérification des pouvoirs du Congrès recommande les améliorations suivantes en s'appuyant sur ses propres observations et son analyse réalisée durant le Congrès.

Processus d'accréditation en ligne

Le Comité note que les Membres ont trouvé le système d'accréditation en ligne utile et efficace et que les Lignes directrices sur l'accréditation fournissaient de bonnes orientations. Toutefois, avec le nombre important de Membres inscrits mais non accrédités et/ou dont les cartes de vote n'ont pas été retirées (81 et 23, respectivement), le Comité recommande que les représentants des Comités nationaux et les correspondants des Membres régionaux collaborent avec les Membres pour faciliter l'accréditation et le retrait des cartes de vote.

Notant que plusieurs Membres ont indiqué que la notification d'origine du Secrétariat concernant l'ouverture du système d'accréditation avait été arrêtée par les filtres de spam, le Comité recommande que les notifications d'origine soient envoyées aux Membres en version texte simple ainsi que par courriel normal.

Faciliter la capacité des Membres de participer au vote

Le Comité recommande que les Comités nationaux et régionaux collaborent activement avant le Congrès pour préparer leurs membres à participer à l'Assemblée des Membres et, avec les correspondants du Secrétariat pour les Membres régionaux, apportent un appui direct aux Membres, durant le Congrès, notamment pour les aider à voter les motions et autres décisions de l'Assemblée.

Le Comité recommande que chaque Membre accrédité représenté au Congrès reçoive une carte-tente portant le nom de son organisation, avant la 1^{re} séance de l'Assemblée des Membres, pour permettre aux Membres d'établir leur « place » dans la salle des plénières et faciliter les interactions entre les Membres.

Le Comité note l'importance du comptoir d'assistance (help desk) aux Membres dans le salon des Membres, et recommande qu'un comptoir d'assistance soit installé à l'arrière de la salle des plénières pour prêter assistance aux Membres durant les séances de l'Assemblée des Membres.

Procurations

Le Comité recommande de multiplier les efforts pour utiliser les procurations au Congrès. Cela suppose, premièrement que tous les Membres qui ne sont pas en mesure d'assister au Congrès soient vivement encouragés à émettre des procurations pour d'autres Membres qui seront, eux, représentés au Congrès – avec un rôle pour les Comités nationaux et régionaux en vue de faciliter cela. Deuxièmement, que les Membres représentés au Congrès, qui émettent des procurations à d'autres Membres, le fassent pour au moins deux séances pour éviter un exercice décousu de leur vote.

Délégués parrainés

Tout en notant le haut niveau d'accréditation des délégués parrainés (501 sur 520 délégués parrainés accrédités avec des cartes de vote), le Comité encourage vivement à ce que les conditions propices à

⁵ Ces recommandations seront intégrées en totalité dans les procès-verbaux du Congrès avec le rapport verbal du Président du Comité de vérification des pouvoirs.

la participation des délégués parrainés, sur les questions de fond, à l'Assemblée des Membres, soient assurées et à ce que le Secrétariat reçoive l'assurance des Membres parrainés qu'ils seront présents jusqu'à la fin de l'Assemblée pour voter.

Révocation

Compte tenu de la tendance inquiétante à l'augmentation des révocations depuis les trois derniers Congrès, en particulier en ce qui concerne les États membres, le Comité recommande que les données sur la révocation soient décomposées et qu'une analyse détaillée soit faite par région et par type de Membre pour déterminer les éventuels problèmes systémiques. Cela permettra d'identifier les causes de ces problèmes et de préparer des solutions.

Cahier des charges du Comité de vérification des pouvoirs

Le Comité recommande que, dans les communications aux Membres avant l'Assemblée et à l'ouverture du prochain Congrès, les Membres soient informés que le Comité de vérification des pouvoirs est chargé de recevoir et de traiter les questions non administratives relatives aux Membres qui se posent durant le Congrès.

Nous recommandons de mettre à jour le cahier des charges du Comité pour préciser que les rapports du Président du Comité au Congrès sont au nombre de trois plutôt que quotidiens.

Annexe 4



Naviguer sur l'île Terre Les Engagements d'Hawaï'i

Plus de dix mille leaders et décideurs issus du secteur du gouvernement, de la société civile, de communautés autochtones, de traditions religieuses et spirituelles, du secteur privé et du monde universitaire se sont réunis lors d'un important rassemblement historique à Hawaï'i, du 1er au 10 septembre 2016.

Le thème de ce Congrès mondial de la nature de l'UICN était « La planète à la croisée des chemins », en reconnaissance des importants choix et mesures que le monde doit prendre pour inverser le déclin de l'environnement et garantir une planète en bonne santé et vivable.

Le rassemblement a confirmé que nos occasions d'agir pour avoir une planète plus durable et exploiter les solutions fondées sur la nature pour la conservation se réduisent. Nous devons répondre aux grands défis mondiaux que sont la disparition des espèces, le déclin des écosystèmes et les changements climatiques, avec les impacts profonds sur la vie et le bien-être humains qu'ils entraînent.

S'appuyant sur l'Accord de Paris sur les changements climatiques, les Objectifs de développement durable des Nations Unies, la Promesse de Sydney, les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, la Charte de la Terre et le Défi d'Honolulu sur les espèces exotiques envahissantes, le Congrès mondial de la nature a été une occasion unique permettant à différentes voix de se réunir et de trouver un terrain d'entente, dans un esprit de partenariat et de collaboration.

Alors que la science continue à révéler de quelle manière la Terre offre les conditions essentielles à la vie et au bien-être humains, nous ignorons encore trop souvent les avantages que nous offre la nature. Que ce soit par ignorance, obstination excès de confiance, ou pour cause de corruption, nous continuons à dégrader les écosystèmes et les services qu'ils offrent, épuisant la biodiversité et la géodiversité, et érodant les relations traditionnelles bio-culturelles. Une approche alternative est pourtant possible, fondée sur l'idée que conservation de la nature et progrès humain ne s'excluent pas mutuellement, mais peuvent être des partenaires essentiels pour atteindre un développement durable.

Nous devons entreprendre des transformations profondes dans la façon dont les sociétés humaines vivent sur Terre, et notamment rendre nos schémas de production et de consommation plus durables. Nous devons reconnaître que la santé et le bien-être humains dépendent d'écosystèmes sains. Nous devons reconnaître la valeur intrinsèque de chaque forme de vie – quelle que soit sa valeur pour les humains.

Nous sommes confrontés à des forces de transformation puissantes qui balayent le monde – changements climatiques, dramatiques inégalités dramatiques tant socioéconomiques qu’entre hommes et femmes – et à l’urgence d’éradiquer la pauvreté. Les délégués ont affirmé l’existence de choix politiques, économiques, légaux, culturels et technologiques, crédibles et accessibles, capables de promouvoir le bien-être humain tout en soutenant, et même en améliorant, les biens naturels de notre planète. Ils ont insisté sur l’importance de l’Etat de droit applicable aux questions environnementales, lequel doit être entretenu et renforcé. La création de tribunaux environnementaux dans plus de 50 nations est une avancée encourageante et nécessaire.

Le contexte de Hawaï'i

Hawaï'i, en plein cœur de l’océan Pacifique, a offert un cadre unique au Congrès mondial de la nature 2016, et lui a insufflé l’esprit Aloha et la tradition de vie en harmonie avec la nature. L’Aloha ‘Āina, qui fait partie intégrante des traditions et coutumes des natifs Hawaïens, incarne le respect mutuel pour autrui et l’engagement à servir le monde naturel. Ce contexte insulaire a souligné trois problématiques essentielles pour la conservation dans les prochaines décennies :

1. Le lien entre diversité biologique et culturelle, et dans quelle mesure leur conservation et leur durabilité demande d’associer sagesse traditionnelle et connaissances modernes.
2. La signification de l’océan du monde pour la conservation de la biodiversité et les moyens d’existence durables.
3. Les menaces que font peser sur la biodiversité la disparition des habitats, les changements climatiques, les espèces exotiques envahissantes, l’exploitation non-durable et la pollution.

Ces problèmes sont partagés par tous les pays du monde, et le Congrès a offert l’occasion d’étudier les solutions fondées sur la nature et axées sur la vie, ainsi que le rôle des gouvernements, de la société civile et du secteur privé dans leur formulation et leur réalisation. La concrétisation de l’Aloha ‘Āina à l’échelle mondiale pourrait permettre de répondre aux immenses défis environnementaux qui nous attendent.

Les opportunités identifiées par le Congrès

Afin de réaliser les transformations nécessaires pour promouvoir une « culture de la conservation » tout en respectant les droits humains et l’égalité hommes-femmes, nous devons soutenir et forger des alliances pour la nature, et répondre à la façon dont nos sociétés humaines changent la nature et notre monde.

Cultiver une culture de la conservation

- *Relier spiritualité, religion, culture et conservation*

La grande diversité des cultures et des traditions religieuses du monde est une source essentielle de nos valeurs éthiques, et offre des perspectives pour valoriser la nature. La sagesse des traditions autochtones est particulièrement pertinente alors que nous commençons à réapprendre comment vivre en harmonie, et non plus en domination, avec le monde naturel. La *Lettre encyclique Laudato Si’*, la *Déclaration islamique sur les changements climatiques mondiaux*, et la *Déclaration interreligieuse sur les changements climatiques à destination des leaders du monde entier*, parmi de nombreuses autres déclarations faites par les religions du monde, en donnent un aperçu.

Solutions : Pour créer une culture de la conservation plus forte, nous devons chercher au-delà des simples moyens techniques. Les valeurs et la sagesse des peuples autochtones et des anciens, et toute la richesse des communautés religieuses et spirituelles du monde, offrent une compréhension profonde de notre connexion à la nature, et peuvent renseigner les changements transformationnels nécessaires dans les systèmes financiers, technologiques, industriels, réglementaires et de gouvernance de nos sociétés. Pour inclure ces idées dans le débat mondial, les leaders spirituels et la communauté de la conservation doivent s'unir pour partager les valeurs qui nous relient. Les artistes, les éducateurs et les innovateurs peuvent tous contribuer à cette vision élargie.

- *Impliquer et autonomiser la jeunesse*

Nous avons besoin d'un mouvement mondial qui nourrisse une nouvelle génération dans tous les secteurs de la société, afin de se connecter avec la nature et de prendre des mesures pour soutenir la conservation. Et nous devons impliquer et autonomiser les jeunes pour qu'ils travaillent pour la planète, en créant ensemble une culture de la conservation qui perdurera. Dans un monde de plus en plus urbanisé, les humains, et surtout les enfants, ont souvent peu d'occasions de découvrir et de se connecter avec le monde naturel. Les jeunes adultes pourraient croire que la conservation ne les concerne pas – et pourtant ils voient un plus grand enjeu dans la durabilité à long terme.

Solutions : Lorsque nous naviguons sur l'île Terre, nous sommes tributaires des vents de la jeunesse pour gonfler nos voiles. Leur vitalité et leur innovation déclenchent et soutiennent les mesures en faveur de la conservation. Nourrir la jeunesse suppose un accès à la nature et un investissement dans les aires protégées et les parcs, surtout dans et autour des zones urbaines, afin d'offrir des expériences déterminantes les menant à une vie de conservation. La technologie peut offrir les moyens de se connecter et de développer des réseaux. La communauté de la conservation a la responsabilité d'aider les jeunes, en inspirant ceux qui ne sont pas encore concernés par la nature, en autonomisant les jeunes professionnels déjà inspirés afin qu'ils développent leurs capacités et réseaux, et en donnant de notre temps et de notre expérience en tant que mentors – car les jeunes ont autant à nous enseigner qu'ils ont à apprendre.

Répondre aux défis d'une planète à la croisée des chemins

- *Le défi de maintenir l'approvisionnement de nourriture mondiale et de conserver la nature*

Le besoin de nourrir les populations a entraîné l'intensification et l'industrialisation de l'agriculture et de l'aquaculture. Dans le même temps, nous avons perdu les zones traditionnellement cultivées, la biodiversité, les écosystèmes naturels, et les ressources en eau ont diminué et ont été dégradées. Les communautés écologiques et les processus évolutifs ont été perturbés. L'utilisation courante des pesticides, des herbicides et des engrais affecte la biodiversité et les services écosystémiques qui soutiennent nos systèmes de production alimentaire, et nous avons appauvri la diversité génétique, nitrifié nos cours d'eaux et écosystèmes côtiers et perturbé les populations de pollinisateurs. Les pratiques et le savoir agricoles traditionnels sont sous pression et disparaissent.

Solutions : Pour avoir une sécurité alimentaire mondiale, il faut accroître l'efficacité de la production alimentaire, réduire les pertes alimentaires dans la chaîne de distribution, diminuer le gaspillage alimentaire, changer les préférences de consommation alimentaire

et veiller à ce que les ressources hydriques soient gérées durablement. Nous devons produire les connaissances – et de toute urgence – pour créer la « feuille de route » qui pourra transformer nos systèmes de production/consommation alimentaires complexes, afin qu'ils ne dégradent pas la biodiversité et les services écosystémiques dont ils dépendent. Il faudra pour cela réunir des organisations et initiatives actuellement fragmentées, et réformer les systèmes actuels de subventions, impôts et autres mesures d'incitations contreproductifs et pervers, en fonction du contexte de chaque pays. Nous devons renforcer le système de gouvernance qui régit le système de production alimentaire. Enfin, tout en accroissant globalement l'efficacité alimentaire, nous devons également maintenir la diversité génétique des cultures et les systèmes locaux de production.

- *Le défi de préserver la santé de l'océan du monde*

L'océan du monde, et les communautés qui en dépendent, subissent des pressions humaines considérables et sans précédent. L'élévation du niveau de la mer et les catastrophes naturelles n'affectent pas seulement les moyens d'existence, elles menacent aussi la sécurité humaine. Les pratiques de pêche illégales, destructives et non-durables déciment les populations de poissons et dégradent leurs habitats et aires de reproduction. Les activités minières, la pollution et les déchets plastiques menacent les écosystèmes marins et leurs espèces, détruisent la vie et menacent la réalisation des Objectifs de développement durable sur le long terme. L'intégrité et la résilience d'écosystèmes essentiels comme les récifs coralliens et d'autres vies océaniques sont menacées par la hausse des températures, l'épuisement et la pollution des cours d'eau terrestres, la surpêche et l'acidification des océans.

Solutions : Dans le monde entier, des pays créent de vastes aires marines protégées comme approche pour soutenir la résilience et garantir le futur de l'espèce humaine. Mais l'ampleur des processus écologiques et biologiques des océans demande des efforts de conservation à la même échelle. Les États-Unis ont annoncé le 31 août 2016 l'expansion du monument national marin Papahānaumokuākea, qui devient ainsi la plus grande aire protégée de la planète avec 1 508 670 km². La Polynésie française a annoncé la création de Taini Atea, une aire de gestion marine couvrant l'ensemble de sa zone économique exclusive de 5 000 000 km², soit presque la moitié de la taille de l'Europe, qu'elle gère selon le système traditionnel rāhui. La Colombie a annoncé le quadruplement de la taille de son Sanctuaire de faune et de flore de Malpelo, portant la superficie de ce site du Patrimoine mondial de l'UNESCO à 27 000 km². Mais d'autres annonces relatives à la création de grandes aires marines protégées nationales, comme celle du gouvernement des îles Palaos par exemple, les ont précédées. À l'autre bout de l'échelle, on trouve également une prolifération d'aires marines localement gérées. La superficie totale des aires marines protégées excède dorénavant celle des aires protégées sur terre, et leur taux d'accroissement est plus rapide. Cependant, il serait vain d'adopter uniquement des approches basées sur les aires protégées et il convient de relier diverses méthodes et outils, comme la gestion de la pêche et des zones côtières, pour véritablement résoudre les défis multiples et connectés des océans. Le réchauffement et l'acidification des océans ne peuvent être ignorés plus longtemps. L'effet pervers des déchets plastiques dans l'océan, notamment sur les chaînes alimentaires du milieu marin, exige que nous trouvions une solution pour stopper cet afflux de plastiques.

- *Le défi de mettre fin au trafic d'espèces sauvages*

Le commerce illégal d'espèces sauvage génère chaque année des dizaines de milliards de dollars de revenus pour les criminels, et continue à augmenter à une vitesse alarmante. L'implication de milices et de réseaux criminels organisés menace la sécurité nationale et internationale, ainsi que le développement économique et social. Le commerce illégal d'espèces sauvages entraîne le déclin de populations d'espèces cibles, et souvent leur disparition, poussant certaines espèces au bord de l'extinction. Les populations locales perdent l'accès aux ressources naturelles dont elles dépendent pour leurs moyens d'existence, l'intégrité de la communauté, et des emplois.

Solutions : Mettre fin à ce commerce illégal requiert des efforts concertés sur plusieurs fronts : une meilleure protection des populations sauvages, dans la loi et l'application des lois ; un changement des comportements pour réduire la demande de ces produits illégaux ; et une coopération accrue à tous les niveaux, y compris une plus grande implication des communautés locales. Pour résoudre ce problème, il convient d'adopter une approche intégrée qui inclue l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement de produits illégaux – de la source au consommateur – et implique toutes les parties prenantes, depuis les gouvernements locaux et nationaux jusqu'aux communautés locales. Il ne sera possible d'obtenir des résultats concrets qu'en répondant aux besoins des populations locales et en veillant à ce que les avantages de l'économie légale soient supérieurs à ceux de l'économie illégale.

- *Le défi de s'engager avec le secteur privé*

Le secteur financier est de plus en plus conscient du potentiel de l'investissement dans la nature pour générer des rendements, aussi bien dans le capital naturel que dans le rendement économique. Les entreprises sont également conscientes de l'importance de préserver la nature pour garantir les chaînes de l'offre et gérer le risque institutionnel, surtout avec l'incertitude qui va de pair avec les changements climatiques. Et la communauté de la conservation met la pression pour que le monde entier reconnaisse l'urgence indéniable de soutenir la nature pour le futur de l'humanité.

Solutions : Il faut des systèmes économiques et juridiques qui récompensent les communautés et les entreprises qui ont investi et pris des mesures de protection et de restauration de la nature. De même, les activités économiques qui détruisent et dégradent la nature doivent être considérées comme un coût économique imposé sur les capacités de l'humanité, et de la communauté de la vie au sens large, à survivre et s'épanouir. Le besoin est palpable et urgent d'augmenter significativement l'investissement dans les mesures en faveur de la conservation, qu'il provienne de sources publiques ou privées. Mais l'existence d'opportunités de conservation à la bonne échelle est une condition préalable pour attirer l'investissement privé, tout comme des régimes réglementaires et politiques créant des conditions de concurrence égales pour les activités économiques et incitant les investissements privés favorables à la conservation. Enfin, une approche collaborative – incluant gouvernements, société civile et secteur privé – est essentielle au succès.

- *Le défi des changements climatiques*

Les changements climatiques sont à l'heure actuelle l'un des défis mondiaux les plus urgents de l'humanité. Des écosystèmes sains – terrestres, d'eau douce, marins et côtiers

– peuvent agir comme importants puits et réservoirs de carbone, et être la base de la résilience face aux impacts des changements climatiques. L'amélioration de leur gestion, de leur conservation et de leur restauration peut faire une différence cruciale en créant un monde résilient à faibles émissions de carbone, tout en préservant la biodiversité et en contribuant au développement durable. En outre, l'adaptation basée sur les écosystèmes aide à réduire la vulnérabilité des populations face aux impacts des changements climatiques, offrant des co-avantages significatifs pour les communautés locales. Les changements climatiques exacerbent le défi des espèces exotiques envahissantes. L'Accord de Paris reconnaît la valeur de ces services écosystémiques et l'importance de garantir l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans et la protection de la biodiversité.

Solutions : L'Accord de Paris confirme que la communauté mondiale reconnaît aujourd'hui la réalité des changements climatiques, leurs impacts actuels et prévus, et la dure réalité que les émissions, quelles que soient leurs sources, doivent être réduites, en accord avec les recommandations scientifiques énoncées pour répondre aux objectifs acceptés par tous. Les solutions fondées sur la nature, comme les aires protégées, sont aujourd'hui largement acceptées comme une composante essentielle d'une approche complète pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. La restauration des forêts et des tourbières en sont un exemple. Pour la mise en œuvre réussie de l'Accord de Paris, il convient de renforcer la confiance entre toute la gamme de parties prenantes, notamment les peuples autochtones et les femmes dans les communautés locales, qui s'impliquent directement dans l'atténuation des changements climatiques. Les contributions de la communauté de la conservation sont vitales : elles offrent des solutions qui réduisent les émissions, aident les communautés humaines vulnérables à s'adapter, gèrent les impacts sur les espèces natives, renforcent les mesures de biosécurité pour contrôler et éradiquer les espèces exotiques envahissantes et produisent des co-avantages pour la durabilité.

Hissons les voiles

L'ampleur de l'empreinte écologique humaine est telle que les systèmes qui soutiennent la vie naturelle sur l'île Terre sont proches du point de rupture, mettant en danger le bien-être et la résilience de toute la vie. Les communautés luttent aux quatre coins du monde pour sauver ce qui est le plus précieux pour la nature et la culture. Les forces du changement peuvent sembler implacables.

La situation est urgente. Transformons l'audace de nos aspirations, la force de nos efforts et le poids de nos investissements. Agissant avec responsabilité pour notre planète et avec solidarité, les conservationnistes offrent des solutions pour répondre à certains des défis environnementaux les plus urgents de notre époque.

Les solutions fondées sur la nature ont montré – dans de nombreux cas de figure, aussi bien dans des pays développés qu'en développement – qu'elles pouvaient atténuer les émissions de gaz à effet de serre, aider les communautés à s'adapter aux impacts des changements climatiques, réduire le risque de catastrophes naturelles et soutenir des moyens d'existence durables.

Des systèmes d'aires protégées bien connectés sur terre et sur mer sont, lorsqu'ils sont bien gérés et dirigés, des sanctuaires pour la biodiversité, offrant un éventail extraordinaire d'avantages aux populations. Les services écosystémiques de ces aires protégées contribuent à la santé et au bien-être humains.

Nos problèmes sont complexes, nos valeurs sont remises en cause et le futur est incertain. Des partenariats solides sont nécessaires pour mettre en œuvre la conservation à l'échelle requise. Nous devons élargir et approfondir le dialogue mondial afin de comprendre notre relation à la nature, inciter à l'action collective et garantir que les solutions fondées sur la nature sont équitables, justes et durables. La communauté de la conservation répondra à ces défis, enhardie par la créativité de l'imagination humaine, renforcée par les connaissances scientifiques et traditionnelles, et inspirée par l'esprit d'Aloha 'Āina.

Annexe 5

Chefs de délégation des Membres de l'UICN prenant part à l'Assemblée des Membres

Les Membres sont classés alphabétiquement par pays sur la base de la version anglaise des Statuts de l'UICN.

STATES

Australia

Australian Government
Department of the Environment
SULLIVAN, Sean

Azerbaijan

Ministry of Ecology and Natural
Resources of Azerbaijan
SALMANOV, Ruslan

Bangladesh

Ministry of Environment and
Forest
PAUL, Ashit Ranjan

Belgium

Politique scientifique fédérale
EGGERMONT, Hilde

Bhutan

Ministry of Agriculture and
Forests
DORJI, Lyonpo Yeshey

Botswana

Ministry of Environment Wildlife
and Tourism
MAGOSI, Elias

Burkina Faso

Ministère de l'Environnement, de
l'Economie verte et du
Changement Climatique
BASSIERE, Batio

Canada

Parks Canada Agency - Agence
Parcs Canada
WONG, Mike

China

Ministry of Foreign Affairs
ZHANG, Yongli

Costa Rica

Ministerio de Ambiente y
Energía
CHAVES, Guido

Ecuador

Ministerio de Relaciones
Exteriores
ROCHA, Pamela

El Salvador

Ministerio de Medio Ambiente y
Recursos Naturales de El
Salvador
QUEZADA DÍAZ, Jorge Ernesto

Estonia

Ministry of the Environment of
the Republic of Estonia
SEPP, Kalev

Fiji

Fiji Environment
WYCLIFFE, Joshua

Finland

Ministry of the Environment of
Finland
VON WEISSENBERG, Marina

France

Ministère des Affaires
étrangères et du Développement
international
STICKER, Xavier

Georgia

Ministry of Environment and
Natural Resources Protection of
Georgia
GRIGALAVA, Ekaterine

Germany

Federal Ministry for the
Environment, Nature
Conservation, Construction and
Nuclear Safety
SCHMITZ, Joachim

India

Ministry of Environment, Forest
& Climate Change
CHANDRA, Kailash

Iran (Islamic Republic of)

Department of the Environment -
Tehran
FAZEL, Asghar M.

Japan

Ministry of Foreign Affairs of
Japan
WATANABE, Hideto

Jordan

Ministry of Environment
BANI HANI, Raed

Lao People's Democratic Republic

Ministère des Affaires
étrangères
KEOVONGVICHITH,
Phetsamone

Lesotho

Ministry of Foreign Affairs and
International Relations
OTABOTABO, Mamasheane

Madagascar

Ministère de l'Environnement, de
l'Ecologie et des Forêts
RABETALIANA
SCHACHENMANN, Hanta

Mauritius

Ministry of Agro Industry and
Food Security
GONDEEA, Vishnou

Mexico

Secretaría de Medio Ambiente y
Recursos Naturales
RHODES ESPINOZA, Andrew

Mongolia

Ministry of Environment, Green
Development and Tourism
CHILKHAAJAV, Batsansar

Morocco

Haut Commissariat aux Eaux et
Forêts et à la Lutte contre la
Désertification
AMHAOUCH, Zouhair

Nepal

Department of National Parks
and Wildlife Conservation
ACHARYA, Krishna Prasad

New Zealand

Department of Conservation
BOOTH, Kay

Niger

Ministère des Affaires
Étrangères, de la Coopération et
de l'Intégration africaine et des
Nigériens à l'extérieur
BOUBACAR, Amadou

Norway

Ministry of Climate and
Environment
SOLHAUG, Tone

Oman

Ministry of Environment and
Climate Affairs
AL SARIRI, Thuraiya

Pakistan

National Council for
Conservation of Wildlife, Ministry
of Climate Change
AKIF, Syed Abu Ahmad

Palau

Ministry of Natural Resources,
Environment and Tourism
ULUDONG, Olai

Panama

Ministerio de Ambiente
DE YCAZA, Ricardo

Russian Federation

Ministry of Natural Resources
and Environment of the Russian
Federation
KREVER, Olga

Rwanda

Ministry of Natural Resources
NKURUNZIZA, Emmanuel

Saudi Arabia

Presidency of Meteorology &
Environment
ASSAGGAF, Mohammad

Senegal

Ministère de l'Environnement et
du développement durable
GUEYE, Babacar

South Africa

Department of Environmental
Affairs
MANCOTYWA, Skumsa

Spain

Ministerio de Agricultura,
Alimentación y Medio Ambiente
AYMERICH, Miguel

Sweden

Ministry of the Environment and
Energy, Sweden
LOFROTH, Michael

Switzerland

Office fédéral de l'environnement
BAERLOCHER, Norbert

Thailand

Department of National Parks,
Wildlife and Plant Conservation
KARNJANARAT, Surasak

The Netherlands

Ministry of Economic Affairs
LOK, Martin

Tonga

Ministry of Meteorology, Energy,
Information, Disaster
Management, Environment,
Climate Change &
Communications (MEIDECC)
LATU, Siosuia

Tunisia

Ministère de l'Environnement et
du Développement Durable
BEN BELGACEM, Hatem

Turkey

Ministry of Forestry and Water
Affairs of the Republic of Turkey
TAS, Nurettin

United States of America

US Department of State, Bureau
of Oceans and International
Environmental and Scientific
Affairs
DAWSON, Christine

Viet Nam

Ministry of Natural Resources
and Environment
DO, Thang Nam

GOVERNMENT AGENCIES**Australia**

Great Barrier Reef Marine Park
Authority, Queensland
GIBSON, Josh

NSW Office of Environment and
Heritage
WILSON, Joanne

Parks Victoria
HOPKINS, Jo

Austria

The Austrian Federal Ministry of
Agriculture, Forestry,
Environment and Water
Management
LIEBEL, Günter

Bulgaria

Ministry of Environment and
Water
KALUGEROV, Miroslav

Canada

Canadian Museum of Nature
BECKEL, Margaret

Canadian Wildlife Service,
Environment Canada
VAN HAVRE, Basile

Cte d'Ivoire

Office Ivoirien des Parcs et
Réserves
TONDOSSAMA, Adama

Czech Republic

Nature Conservation Agency of
the Czech Republic (NCA CR)
PELC, Frantisek

Ecuador

Dirección de Gestión Ambiental
del Gobierno Autónomo
Descentralizado de la Provincia
del Carchi
RODRÍGUEZ, Guillermo

Ethiopia

Ethiopian Wildlife Conservation
Authority
MUME, Dawud

France

Agence des aires marines
protégées
LEFEBVRE, Christophe

Gabon

Agence Nationale des Parcs
Nationaux
KOUMBA PAMBO NÉE
MOLOUBA LIKONDO, Aurélie

Germany

Federal Agency for Nature
Conservation
ENGELS, Barbara

German Society for International
Cooperation
KRALL, Stephan

Guatemala

Ministerio de Ambiente y
Recursos Naturales de
Guatemala
DÍAZ-ANZUETO, Mario

Guinea Bissau

Centre of Applied Fisheries
Research
NAHADA, Vitorino Assau

Coastal Planning Office
SÁ, Joaozinho

General Directorate of Forestry
and Hunting
DJATA, Hipolito

Institute for Biodiversity and
Protected Areas
DA SILVA, Alfredo Simao

Honduras

Secretaría de Energía, Recursos
Naturales, Ambiente y Minas
ULLOA, Nelson

Universidad de Ciencias
Forestales
ESBEIH CASTELLANOS, Emilio

Hungary

Ministry for Agriculture
ÉRDINÉ, Rozália

India

Wildlife Institute of India
SINHA, Bitapi

Indonesia

Directorate General Ecosystem
and Natural Resources
Conservation, Ministry of
Environment and Forestry
FATHONI, Tachrir

Iraq

Marine Science Centre
KHALAF, Talib

Italy

Institute for Environmental
Protection and Research
GENOVESI, Piero

Jamaica

National Environment &
Planning Agency
MCKENZIE, Anthony

Japan

Ministry of the Environment,
Japan
OKUDA, Naohisa

Jordan

Aqaba Special Economic Zone
Authority
ZAWIDEH, Nasser

Jordan Badia Research
Programme/The National Center
for Research and Development
ALFAQIEH, Mohammed

Korea (Republic of)

Korea National Park Service
HEO, Hag Young

Kuwait

Kuwait Institute for Scientific
Research
OMAR, Samira

Malaysia

Sabah Wildlife Department
TUUGA, Augustine
Sarawak Forestry Corporation
Sdn Bhd
TISEN, Oswald

The Sabah Parks Board of
Trustees
LAKIM, Maklarin

Monaco

Fondation Prince Albert II de
Monaco
MONDIELLI, Philippe

Montenegro

Public Enterprise for National
Parks of Montenegro
VUKOVIC, Azra

Namibia

Ministry of Environment and
Tourism
LINDEQUE, Malan

New Zealand

New Zealand Conservation
Authority
CHRISTENSEN, Mark

Norway

Norwegian Environment Agency
LEIN, Berit

Pakistan

National Institute of
Oceanography
BAIG, Hina

Planning and Development
Department, Government of
Balochistan
BAZAI, Naseebullah Khan

Sindh Coastal Development
Authority, Planning &
Development Department,
Government of Sindh
KHAN, Iqbal Nafees

Panama

Dirección de Gestión Ambiental
de la Alcaldía de Panamá
ARCIA, Ennio

Portugal

Institute for Nature Conservation
and Forests
LOPES FERNANDES,
Margarida

Romania

Ministry of Environment Waters
and Forests
SMARANDA, Samad-John

Saudi Arabia

The Saudi Wildlife Authority
ALTLASAT, Abdallah

Serbia

Ministry of Agriculture and
Environmental Protection of the
Republic of Serbia
JOVANOVIC, Pavle

Slovenia

Ministry of the Environment and
Spatial Planning
GROZNIK - ZEILER, Katarina

South Africa

Cape Nature
PANTSU, Melikhaya

Ezemvelo KZN Wildlife
MKHIZE, Thokozani

Spain

Consejería de Medio Ambiente y
Ordenación del Territorio, Junta
de Andalucía
SIMON, Miguel Angel

Department of Territory and
Sustainability, Government of
Catalonia
SUBIRÀ I ROCA, Marta

Sri Lanka

Department of Wildlife
Conservation
NANAYAKKARA, Talpe
Merenchige Eeasha

Sweden

Swedish Biodiversity Centre
HILDING RYDEVIK, Tuija

Swedish Species Information
Centre (SSIC), Swedish
University of Agricultural
Sciences
SUNDIN RÅDSTRÖM, Lena

Tanzania (United Republic of)

Tanzania National Parks
DEMBE, Ezekiel

Uganda

Uganda Wildlife Authority
SEGUYA, Andrew

United Arab Emirates

Dubai Desert Conservation
Reserve
SIMKINS, Gregory

Environment Agency Abu Dhabi
AL DHAHERI, Shaikha

United States of America

US Agency for International
Development
ROWEN, Mary

US Department of Agriculture -
Forest Service
GHADIALI, Aysha

US Department of the Interior
(Fish and Wildlife Service)
WARD, Peter

US Department of the Interior,
National Park Service
JARVIS, Jonathan

Uruguay

Ministerio de Vivienda
Ordenamiento Territorial y Medio
Ambiente
BERRINI CRISTOBO, Rossana

NATIONAL NGOS**Albania**

Institute for Nature Conservation
in Albania
KROMIDHA, Genti

Preservation and Protection of
Natural Environment in Albania
TOPI, Mirjan

Algeria

Association Ecologique de
Boumerdès
BENDAOU, Nacer

Mouvement écologique algérien
SEKKAL, Zohir

Argentina

Fundación Ambiente y Recursos
Naturales
DI PANGRACIO, Ana

Fundación Biodiversidad
MENGHI, Obdulio

Fundación Habitat y Desarrollo
ARDURA, Fernando

Fundación para la Conservación
y el Uso Sustentable de los
Humedales
QUINTANA, Rubén Darío

Fundación Patagonia Natural
DELFINO SCHENKE, Ricardo
Luis

Fundación RIE - Red Informatica
Ecologista
BERTOLUTTI, Amanda

Fundación Vida Silvestre
Argentina
JARAMILLO, Manuel Marcelo

Armenia

Armenian Society for the
Protection of Birds
GHASABYAN, Mamikon

Foundation for the Preservation
of Wildlife and Cultural Assets
KHACHATRYAN, Ruben

Austria

Austrian Environmental Umbrella
Association
MAUERHOFER, Volker

Austrian League for Nature
Conservation
MAUERHOFER, Volker

Azerbaijan

Azerbaijan Ornithological
Society
SULTANOV, Elchin

International Dialogue for
Environmental Action Public
Association
AZHDAROVA, Sabina

Bahamas

Bahamas National Trust
ANDERSON, Lakeshia

Bahrain

Bahrain Women Association for
Human Development
KADHEMI, Mahnaz

Bangladesh

Bangladesh Centre for
Advanced Studies
RAHMAN, AKM Atiqur

BRAC
AHMMED, Moyeen

Bangladesh Centre for Research
and Action on Environment and
Development
BANU, Nilufar

Bangladesh Environmental
Lawyers Association
KHAN, Bahreen

Bangladesh POUSH
SARKAR, Sanowar Hossain

Bolipara Women's Welfare
Association
NUE, HLA SHING

Brotee Social Welfare
Organization
MURSHID, Sharmeen Soneya

Center for Environmental and
Geographic Information Services
ULLAH, Engr. Md. Waji

Center for Natural Resource
Studies
RAHMAN, M. Mokhlesur

Centre for Coastal
Environmental Conservation
RAHMAN, Mowdudur

Centre for Sustainable
Development
ULLAH, Mahfuz

Coastal Area Resource
Development and Management
Association
MOUDUD, Hasna Jasimuddin

Development of Biotechnology &
Environmental Conservation
Centre
BEGUM, Ferdosi

Environment and Social
Development Organization
SULTANA, Siddika

Nature Conservation
Management
MOLLAH, Md. Abdur Rob

Rural Socio-Economic
Development Organization
MOUNG, Chaing Seing

Shushilan
BAKULUZZAMAN, Mustafa

The Innovators
TITUMIR, Rashed Al Mahmud

WildTeam
ISLAM, Md. Anwarul

Belize

Association of Protected Areas
Management Organizations
PEREZ, Jose

Belize Audubon Society
BURGOS ACOSTA, Amanda

Benin

ACTION Plus
OGOUE, Maixent

Benin Environment and
Education Society
DJONDO, Maximin

Centre de Recherches et
d'Action pour le Développement
des Initiatives à la Base
GNANHO, Pascal

Groupe de Recherche et
d'Action pour le Bien-Être au
Bénin
OUSSOULIO, Appolinaire

Nature Tropicale
DOSSOU-BODJRENOU, Josée

Bhutan

Bhutan Trust Fund for
Environmental Conservation
LHENDUP, Ugyen

Royal Society for Protection of
Nature
PRADHAN, Rebecca

Bolivia (Plurinational State of)

Asociación para la
Conservación, Investigación de
la Biodiversidad y el Desarrollo
Sostenible
MIRANDA LARREA, Carmen
Eugenia

Centro de Apoyo a la Gestión
Sustentable del Agua y el Medio
Ambiente "Agua Sustentable"
PACHECO MOLLINEDO, Paula

Fundación para el Desarrollo del
Sistema Nacional de Áreas
Protegidas
EGUINO BUSTILLOS, Sergio

Fundación para la Conservación
del Bosque Chiquitano
VIDES ALMONACID, Roberto

Liga de Defensa del Medio
Ambiente
QUEVEDO, Lincoln

Naturaleza, Tierra y Vida
ARNOLD TORREZ, Ivan

Protección del Medio Ambiente
Tarija
CABRERA BALVOA, Roberto

Bosnia and Herzegovina

Natural heritage protection
society - ARBOR MAGNA, Banja
Luka
DUKIC, Branislava

Botswana

BirdLife Botswana
SENYATSO, Kabelo

Kalahari Conservation Society
AUTLWETSE, Baboloki

University of Botswana
SEKHWELA, Mogodiseng

Brazil

American Man Museum
Foundation
ALONSO, Luiza

Association for the Defence of
the Environment of Sao Paulo
DE OLIVEIRA COSTA, José
Pedro

Boticario Foundation for Nature
Protection
SILVA NUNES, Maria de
Lourdes

Center for Environmental
Research of Northeast
RIBEIRO PINTO, Severino
Rodrigo

Ecoa - Ecology and Action
SIQUEIRA, André Luiz

Instituto Çarakura
SIMOES PIRES, Joao Daniel

Instituto Conservation
International do Brasil
MEDEIROS, Rodrigo

Instituto de Conservação e
Desenvolvimento Sustentável do
Amazonas
KOURY, CARLOS GABRIEL

Instituto de Desenvolvimento
Sustentável Mamirauá
LIMA QUEIROZ, Helder

Instituto O Direito por um
Planeta Verde
CAPPELLI, Silvia

Laboratório de Aquicultura
Marinha
SILVEIRA, Rosana Beatriz

Sociedade Civil Mamiraua
ALVES, Ana Rita

Victoria Amazonica Foundation
LOPEZ DA SILVA, Fabiano

Wildlife Conservation Society
DURIGAN, Carlos César

Burkina Faso

Association intervillageoise de
Gestion des Ressources
Naturelles et de la Faune de la
Comoé-Léraba
KARAMA, Mamadou

Association nationale d'action
rurale
OUEDRAOGO, O. AHMED

Association Nodde Nooto
CISSE, Oumarou

Association pour la Gestion de
l'Environnement et le
Développement
TRAORE, Alain

Association pour la Promotion
des Oeuvres Sociales
TIENTORE, Timbo

Fondation des amis de la nature
ZEBE, Idrissa

Sos Sahel International Burkina
Faso
OUEDRAOGO, Alfred

Burundi

Association Burundaise pour la
protection de la Nature
RUGERINYANGE, Charles

Association Protection of Natural
Resources for the Wellbeing of
the Population in Burundi
NIKIZA, Alexis

Association Tubane de Gikuzi
MBONIMPA, Athanase

Organisation de Défense de
l'Environnement au Burundi
KINYOMVYI, Antoine

Cambodia

Culture and Environment
Preservation Association
REAKSMEY, Luy

Green Shade
VA, Moeurn

Cameroon

Cameroon Ecology
MASSO, Rose

Cameroon Environmental Watch
ROGER, NGOUFO

Center for Communication and
Sustainable Development For All
MABEL EBOTTE, Ewange

Centre Africain de Recherches
Forestières Appliquées et de
Développement
TCHOFFO, Benjamin

Centre d'Etude de
l'Environnement et du
Développement au Cameroun
TUMENTA, Pricelia

Centre d'Appui aux Femmes et
aux Ruraux
TCHOULACK, Albertine

Forêts et Développement Rural
WETE NKOUGUEP-SOH,
Laurence

Canada

Calgary Zoological Society
MOEHRENSCHLAGER, Axel

Canadian Council on Ecological
Area
PERRON, Jacques

Canadian Parks and Wilderness
Society
WOODLEY, Alison

Canadian Wildlife Federation
BATES, Frederick John

Fur Institute of Canada
BAKER, James

Institute of the Environment,
University of Ottawa
GREENE, George

Inuit Tapiriit Kanatami
CHEECHOO, John

Chile

Comité Nacional pro Defensa de
la Fauna y Flora
VALIENTE OLIVARES, Mauricio

China

All-China Environment
Federation
YAO, Lingling

Beijing Forestry Society
WANG, Xiaoping

Biodiversity Committee, Chinese
Academy of Sciences
MA, Keping

Centre for Biodiversity and
Indigenous Knowledge
YANG, Lixin

Chengdu Bird Watching Society
SHEN, You

China Association for NGO
Cooperation
SUN, Liping

China Association of National
Parks and Scenic Sites
YANG, Ziyang

China Biodiversity Conservation
and Green Development
Foundation
ZHANG, Yizeng

China Green Carbon Foundation
LI, Nuyun

China Mangrove Conservation
Network (legal name: Putian
Green Sprout Coastal Wetlands
Research Center)
LIU, Yi

China Wildlife Conservation
Association
YIN, Feng

Chinese Society of Forestry
LIU, Hesheng

Eco Foundation Global
LI, Kangxi

Nanjing Institute of
Environmental Sciences,
Ministry of Environmental
Protection
XIA, Xin

Shan Shui Conservation Center
YU, Lu

Shangri-La Institute for
Sustainable Communities
WAN, Lu

Society of Entrepreneurs &
Ecology
ZHANG, Bowen

The Jane Goodall Institute China
JIANG, Yan

Xiamen Green Cross
Association
MA, Tianlan

Colombia

Academia Colombiana de
Ciencias Exactas Físicas y
Naturales
ANDRADE CORREA, Miguel
Gonzalo

Corporación Ecovera
NAVARRETE LE BAS, Fabián
Ignacio

Fundación Humedales
PINILLA VARGAS, María

Fundación Malpelo y Otros
Ecosistemas Marinos
BESSUDO LION, Sandra

Fundación Natura
ESCOBAR, Elsa Matilde

Fundación para la Conservación
del Patrimonio Natural
VÁSQUEZ VÁSQUEZ, Victor
Hugo

Instituto de Investigación de
Recursos Biológicos Alexander
von Humboldt
GARCÍA MARTÍNEZ, Hernando

Instituto de Investigaciones
Marinas y Costeras José Benito
Vives de Andreis
ARIAS-ISAZA, Francisco
Armando

Sinchi Institute
MANTILLA, Luz Marina

Comoros

Dahari
DOULTON, Hugh

Congo

Alliance nationale pour la nature
MOUSSA, Isaac

Conservation de la Faune
Congolaise
OYO, Pierre

Congo (Democratic Republic of the)

Actions pour les Droits,
l'Environnement et la Vie
MUANDA TSASA LUNGA,
Jean-Marie

Centre d'Animation et Appui
Technique aux Initiatives de
Développement
VITYA, Ephrem

Forum Congolais de la société
civile du bassin du Nil
MALIKWISHA, MENI

Cook Islands

Te Ipukarea Society
SMITH, Alanna

Costa Rica

Asociación Conservacionista de
Monteverde
RODRIGUEZ SANTAMARIA,
Yuber

Asociación Costa Rica por
Siempre
MONTERO, Andrea

Asociación de Organizaciones
del Corredor Biológico
Talamanca Caribe
BUSTILLOS, Rosa

Asociación Terra Nostra
RODRÍGUEZ RAMSBOTTOM,
Nydia

Fundación MarViva
PACHECO, Alejandra

Fundación para el Desarrollo de
la Cordillera Volcánica Central
UREÑA CHAVES, Ana Eugenia

Preserve Planet
MARIN SCHUMACHER, Luis
Diego

Programa Restauración de
Tortugas Marinas
ARAUZ, Randall

Universidad para la Cooperación
Internacional
VALVERDE BLANCO, Allan

Croatia

Association BIOM
LUCIC, Vedran

Cuba

Fundación Antonio Núñez
Jiménez de la Naturaleza y el
Hombre
NÚÑEZ VELIS, Liliana

Czech Republic

Czech Union for Nature
Conservation
BOUDA, Martin

Denmark

Copenhagen Zoo
GARN, Ann-Katrine

The Danish Ornithological
Society - BirdLife Denmark
DESHOLM, Mark

Dominican Republic

Centro para la Conservación y
Ecodesarrollo de la Bahía de
Samaná y su Entorno
LAMELAS LOCKWARD, Patricia
Encarnación

Consortio Ambiental
Dominicano
RODRIGUEZ ALVAREZ, Sesar
Arcenio

Fundación para el Mejoramiento
Humano - PROGRESSIO
CASTILLO, Ramón Elías

Fundación Sur Futuro, Inc.
JULIA, Juan Eduardo

Grupo Jaragua
ARIAS CORNIELLE, Yvonne

Ecuador

Aves y Conservación
PACHECO SEMPÉRTEGUI,
Carmen

Centro de Educación y
Promoción Social y Profesional
AMALUISA, Martha Cecilia

Corporación Grupo Randi Randi
POATS, Susan Virginia

Corporación para la
investigación, capacitación y
apoyo técnico para el manejo
sustentable de los ecosistemas
tropicales
SÁNCHEZ, Didier

Fundación Charles Darwin para
las Islas Galápagos
IZURIETA VALERY, Arturo

Fundación Futuro
Latinoamericano
CURI CHACÓN, Maria Nela

Fundación para el Desarrollo de
Alternativas Comunitarias de
Conservación del Trópico
LEVY ORTIZ, Mauricio Santiago

Instituto de Ecología Aplicada de
la Universidad San Francisco de
Quito
CÁRDENAS, Susana

Egypt

Arab Network for Environment
and Development
ADLY, Emad

Arab Office for Youth and
Environment
ADLY, Emad

Nature Conservation Egypt
NOUR, Nour Ayman Abdelaziz

El Salvador

Asociación Salvadoreña Pro-
Salud Rural
LUNA GUZMÁN, Sonia

SalvaNatura
MOISÉS CALDERÓN, Álvaro

Unidad Ecológica Salvadoreña
FLORES RIVERA, Carlos

Estonia

Estonian Fund for Nature
SOLBA, Heidi

Ethiopia

Population, Health and
Environment Ethiopia
Consortium
GEBREMICHAEL, Negash

Fiji

National Trust of Fiji Islands
YARROW, Robin

Finland

The Finnish Society for Nature
and Environment
NORDMAN, Bernt

France

Climate Change and
Environmental Sustainability
Programme, Pacific Community
GOYET, Sylvie

Fédération des parcs naturels
régionaux de France
LEVEQUE, Dominique

Muséum National d'Histoire
Naturelle
GRAFFIN, Vincent

Spirit of the Ocean
GASPAR, Cécile

Georgia

Caucasus Environmental NGO
Network
GAPRINDASHVILI, Nino

Centre for Biodiversity
Conservation & Research
SHAVGULIDZE, Irakli

Field researchers` Union -
CAMPESTER
NATRADZE, Ioseb

Germany

Bavarian Foundation for Nature
Conservation
FROBEL, Kai

Frankfurt Zoological Society of
1858-Help for Threatened
Wildlife
NIEKSICH, Prof. Dr. Manfred

Zoo Leipzig
JUNHOLD, Jörg

Zoological Society for the
Conservation of Species and
Populations
HECKEL, Jens-Ove

Ghana

Friends of the Nation
YAMOAH, Kwadwo

Guatemala

Alianza de Derecho Ambiental y
Agua
NOACK, Jeanette

Asociación Ak'Tenamit
CABNAL COC, Dolores

Asociación de Reservas
Naturales Privadas de
Guatemala
KELLER BOCK, Martin

Asociación Rescate y
Conservación de Vida Silvestre
MONTERROSO DE HELWIG,
Miriam

Center for Maya Research and
Development
BATZIN CHOJOJ, Francisco
Ramiro

Centro Mesoamericano de
Estudios sobre Tecnología
Apropiada
CACERES ESTRADA, Roberto

Fundación Defensores de la
Naturaleza
GARCÍA DE LA VEGA, Heidy

Fundación Laguna Lachuá
CHUB LEAL, Jimmy

Fundación para el Desarrollo
Integral del Hombre y su
Entorno, CALMECAC
AYALA, Marta

Fundación para el Ecodesarrollo
y la Conservación
CEREZO BLANDON, Marco
Vinicio

Fundación para la Conservación
de los Recursos Naturales y
Ambiente en Guatemala
RAMIREZ MATIAS, LILLIAN
YVONNE

Fundación Solar
TORSELLI BECH, Carmen
Raquel

Guinea Bissau

Action for development
MIRANDA, Maria Isabel

Association for the Promotion
and Development in the Islands
LAZARO, BARBOSA

TINIGUENA (This Land is Ours)
DE BARROS, Miguel

Haiti

Fondation pour la Protection de
la Biodiversité Marine
WIENER, Jean

Honduras

Agencia para el Desarrollo de la
Mosquitia
MUNGUÍA SIERRA, Osvaldo

Comité para la Defensa y
Desarrollo de la Flora y Fauna
del Golfo de Fonseca
MONTÚFAR, Saúl Antonio

Fundación Hondureña de
Ambiente y Desarrollo VIDA
MUÑOZ GALEANO, Edas

Fundacion para el Desarrollo
Empresarial Rural
GALO, Samuel

Hungary

National Society of
Conservationists - Hungary
KIS, Klára

Hungarian Ornithological and
Nature Conservation Society
HALMOS, Gergo

India

Aaranyak
TALUKDAR, Bibhab

Applied Environmental Research
Foundation
GODBOLE, Archana

Association for Rural Area Social
Modification, Improvement and
Nestling
RAUTRAY, Alekh

Bombay Natural History Society
APTE, Deepak

Centre for Environment
Education - Nehru Foundation
for Development
GAUR, Sharad

Centre for Media Studies
RAO, Vasanti

COORG Wildlife Society
MUTHANNA, Cheppudira

Development Alternatives
KHOSLA, Ashok

Foundation for Ecological
Security
MALIPEDI, Dinesh Reddy

Gujarat Ecological Education
and Research Foundation
KAMBOJ, Ravi

Gujarat Ecology Society
GAVALI, Deepa

Gujarat Institute of Desert
Ecology
KUMAR, V. Vijaya

Indian National Trust for Art and
Cultural Heritage
SINGH, Ritu

InsPIRE Network for
Environment
MITRA, Kinsuk

Institute for Integrated Rural
Development
DANIEL, Evelyn

Keystone Foundation
VARGHESE, Anita

Nature, Environment and Wildlife
Society
DEY, Ajanta

OMCAR Foundation
BALAJI, Vedharajan

Regional Centre for
Development Cooperation
DASH, Kailash

Sahjeevan
KM, Jayahari

Salim Ali Centre for Ornithology
and Natural History
SANKAR, Kalyana Sundaram

TERRE Policy Centre
APTE, Vinitaa

The Corbett Foundation
GORE, Kedar

Wildlife Conservation Trust
ANDHERIA, Anish

Wildlife Protection Society of
India
JOSEPH, Tito

Wildlife Trust of India
MENON, Vivek

Zoo Outreach Organisation Trust
MOLUR, Sanjay

Indonesia

The Samdhana Institute
Incorporated
NOZAWA, Cristi Marie

World Wide Fund for Nature -
Indonesia
SITOMPUL, Arnold F

Yayasan Kehati
SEMBIRING, Muhammad
Senang

Iran (Islamic Republic of)

Centre for Sustainable
Development
FARVAR, Taghi

Persian Wildlife Heritage
Foundation
SADEGHI, Abnous

Italy

Interuniversity Department of
Regional and Urban Studies and
Planning (Politecnico di Torino)
BORRINI-FEYERABEND,
Grazia

Jamaica

Environmental Foundation of
Jamaica
RANGOLAN MCFARLANE,
Allison

Japan

Nature Conservation Society of
Japan
DOHKE, Teppei

Save the Dugong Campaign
Center
SHOAMI, TAKAKO

The Asahi Glass Foundation
YASUDA, Tetsuro

Wild Bird Society of Japan
HAYAMA, Seiji

Jordan

Arab Group for the Protection of
Nature
AL JAAJAA, Mariam

Arab Women Organization of
Jordan
HADDADIN, Nawal

Basmet Elkhair Women Charity
Association
AL ZU'BI, Buthayna

Hashemite Fund for
Development of Jordan Badia
AL-TABINI, Raed

Jordan Environment Society
ANANZEH, khaled

Jordan Society for the
Conservation of Turtles &
Tortoises
BILBEISI, Abeer

Jordanian Beekeeper's Union
ARABYAT, Mahmoud

Jordanian Federation for
Environmental NGO's
AL-ATYAT, Ismail

Jordanian Society for
Desertification Control and Badia
Development
MAGAYREH, Islam

Jordanian Society for Organic
Farming
MAJDALAWI, Mohammad

Royal Botanic Garden
TAIFOUR, Hatem

Royal Society for the
Conservation of Nature
TAMIMI, Nasr

Sustainable Development of
Agricultural Resources
EL-AKHRAS, Rami

The Jordanian Hashemite Fund
for Human Development
SHAMOUN, Basem

The Jordanian Society for
Microbial Biodiversity
ABBOUD, Nura

The Royal Marine Conservation
Society of Jordan
EID, Ehab

University of Jordan
DAMHOUREYEH, Said

Kenya

Coastal Oceans Research and
Development - Indian Ocean
(East Africa)
OBURA, David

Nature Kenya - The East Africa
Natural History Society
MATIKU, Paul

Wildlife Clubs of Kenya
OTIENO, Mary Margaret

Zeitz Foundation
KAHIRO, Gabriel

Korea (Republic of)

Gotjawal Trust of Jeju
KIM, Kook-Joo

Kyrgyzstan

Youth Ecological Movement
KOROTENKO, Vladimir

Lao People's Democratic Republic

Lao Biodiversity Association
THALONGSENGCHANH,
Palikone

Lebanon

Al Shouf Cedar Society
HANI, Nizar

Association for Forests,
Development and Conservation
BOU FAKHREDDINE, Sawsan

Association for the Development
of Rural Capacities
FAWAZ, Hiba

Environment Protection
Committee
ZAYLAA, Samah

Friends of Horsch Ehden
SAADE, Tony

Friends of Nature Association
SEMAAN, Myrna

Green Line
DARWISH, Ali

Lebanese Environment Forum
TANNOUS BAISSARI, Rebecca

Mada Association
KHATER, Carla

Operation Big Blue Association
EDRISS, Iffat

Society for the Protection of
Nature in Lebanon
ALJAWHARY, Dalia

Madagascar
FANAMBY
RAJAABELINA, Serge Nirina

Fondation pour les Aires
Protégées et la Biodiversité de
Madagascar
RAMBELOARISOA, Gérard

Madagascar National Parks
RAMANGASON, Guy Suzon

Tany Meva Foundation
RASOAVAHINY, Laurette
Hermine

Malawi
Lilongwe Wildlife Trust
MOORE, Kate

Malawi Environmental
Endowment Trust
PRICE, Karen

Mulanje Mountain Conservation
Trust
BRUESSOW, Carl

Wildlife and Environmental
Society of Malawi
MANGOCHI, Victor

Malaysia
Malaysian Nature Society
GOH, Kok Siew (Henry)

Mali
Association Malienne pour la
conservation de la faune et de
son environnement
NOMOKO, Moriba

Groupe Action pour l'Enfance au
Sahel
KONE, Drissa

ONG AGIR
SISSOKO, Mamadou

ONG Donko
SAMAKE, Siaka

Mauritania
Nature Mauritanie (Association
Mauritanienne de Conservation
de la Nature)
DIALLO, Djibril

Mauritius
Environmental Protection &
Conservation Organisation
BEEHARRY PANRAY, Kheswar

Mauritian Wildlife Foundation
TATAYAH, Rabindra Vikash

Mexico
Biofutura A.C.
MORALES GARCÍA, Jonatan

Centro Mexicano de Derecho
Ambiental
VELASCO RAMÍREZ, Anaid
Paola

Centro Regional de
Capacitación del Agua Las
Yerbas. Fundación de Apoyo
Infantil Guanajuato, AC
GAXIOLA FERNANDEZ,
Francisco Julián

Faunam A.C./PG7
JARAMILLO MONROY,
Fernando

Fondo de Conservación El
Triunfo A.C.
MANDRI ROHEN, Ana Valerie

Fondo Mexicano para la
Conservación de la Naturaleza
A.C.
LANDA PERERA, Rossana

Fondo para la Biodiversidad
CONABIO
TREVIÑO HERES, Sofía

Fondo para la Comunicación y la
Educación Ambiental A.C.
GUTIÉRREZ, Teresa

Fondo Pro-Cuenca Valle de
Bravo A.C.
CUSI, Alejandro

Herpetario de la Facultad de
Ciencias, Universidad Nacional
Autónoma de México
ROMERO RAMÍREZ, Roberto

Hombre Naturaleza A.C.
JIMÉNEZ CAMPOS, María
Fernanda

Instituto de Derecho Ambiental,
A.C.
GUTIÉRREZ NÁJERA, Raquel

Instituto para el Desarrollo
Sustentable en Mesoamerica
ARREOLA MUÑOZ, Arturo

Pronatura Península de Yucatán
A.C.
ACOSTA LUGO, Efraim Antonio

Pronatura Sur, A.C.
MACÍAS CABALLERO, Claudia

Pronatura, A.C.
COTA CORONA, Eduardo

Reforestamos Mexico A.C.
HERRERA, Ernesto

Sociedad de Historia Natural del
Soconusco, AC
ESQUINCA CANO, Froilán

Mongolia
Hustai National Park Trust
TSERENDELEG, Dashpurev

Montenegro
Center for the Protection and
Research of Birds of
Montenegro
SAVELJIC, Darko

Morocco
Association de Gestion Intégrée
des Ressources
NIBANI, Houssine

Association des Enseignants
des Sciences de la Vie et de la
Terre
SIDI BEN SALAH, Mustapha

Association Marocaine pour
l'Ecotourisme et la Protection de
la Nature
ABOUELABBES, Brahim

Association Marocaine pour la
Chasse Durable
SAIDI, Mohamed

Association Marocaine pour la
Protection de l'Environnement et
le Climat
HADDANE, Brahim

Association Ribat Al Fath
BENNIS, Abdelhadi

Club Marocain pour
l'Environnement et le
Développement
MAROUFI, Abdelghani

Fondation EcoSylva
NACHID, Naïm

Société protectrice des animaux
et de la nature
BELEMLIH, Abdelhamid

Myanmar

Forest Resource Environment
Development and Conservation
Association
NYEIN, Kyaw

Friends of Wildlife
AUNG, Myint

Namibia

Namibia Nature Foundation
MIDDLETON, Angus

NamibRand Nature Reserve
ODENDAAL, Nils

Nepal

Association for Protection of the
Environment and Culture
SHRESTHA, Saurav

Batabaraniya Susan Karya
Samuha Nepal
TIMALSINA, Kiran

Bird Conservation Nepal
PRADHAN, Narendra

Centre for Rural Technology
SHRESTHA, Ganesh

Environmental Camps for
Conservation Awareness
CHITRAKAR, Yogendra

Himalayan Nature
BARAL, Hem Sagar

Hoste Hainse
SHAH, Rishi Keshab Bikram

National Trust for Nature
Conservation
GAJUREL, Govinda

Nepal Forum of Environmental
Journalists
SHRESTHA, Sahaj

Research and Development
Centre Nepal
YADAV, Ramdhyan Prasad

SAVE THE PLANET
Mission2020 NEPAL
BHANDARI, Yadav

Wildlife Conservation Nepal
YONZON, Prasanna

Wildlife Watch Group
POUDEL, Anju

Youth Awareness Environmental
Forum
MAHARJAN, Astaman

New Zealand

Environment and Conservation
Organizations of New Zealand
WALLACE, Catherine

Lincoln University, Faculty of
Environment, Society and
Design
BROWER, Ann Lacey

WWF - New Zealand
HOWE, Christopher

Nicaragua

Asociación Club de Jóvenes
Ambientalistas
MANZANAREZ, Joselin

Fundación Reserva Esperanza
Verde
UBAU MATAMOROS, Guillermo
Leonel

Nigeria

Nigerian Conservation
Foundation
KARUNWI, Adeniyi

Nigerian Environmental Study
Action Team
UJOR, Gloria

Niue

Niue Island United Association
of Non Government
Organisations
LEOLAH, Sione

Pakistan

AWAZ Foundation Pakistan:
Center for Development
Services
REHMAN, Zia

Baanhn Beli
JABBAR, Javed

Balochistan Rural Support
Programme
GUL, Nadir

Centre for Peace and
Development
NASRULLAH

Haashar Association
KHAN, Anees

Health and Nutrition
Development Society
ZAOR, Ghulam Mustafa

Human Resource Development
Network
AWAN, Suhail

Indus Earth Trust
KHAN, Shahid Sayeed

Institute of Rural Management
HAYAT, Roomi

Leadership for Environment and
Development
LOTIA, Hina Salim

National Rural Development
Program
BAIG, Mirza Moqeen

New World Hope Organization
KHAN, Muhammad Ajmal

Participatory Village
Development Programme
STEPHEN, Dominic

Research and Development
Foundation
MAHESAR, Masood Ahmed

SACAN Foundation
GILL, Mushtaq Ahmad

Scientific and Cultural Society of
Pakistan
KHAN, Muhammad Zaheer

Shehri: Citizens for a Better Environment
JAVED, Amra

Sister's Home
USMAN, Khalid

Society for Empowering Human Resource
SYED, Asim Ali

Strengthening Participatory Organization
MEMON, Naseer Ahmed

Sungi Development Foundation
SAFDAR, Faisal

Taraqee Foundation
QURESHI, Amjad Rashid

Trust for Conservation of Coastal Resources
YOUSUF, Zubeda

Water, Environment and Sanitation Society
IQBAL, Pervez

Palau

Micronesian Shark Foundation
HAREL BORNOVSKI, Tova

Palau Conservation Society
GIBBONS-DECHERONG, Lolita

Palau Protected Areas Network Fund
BELECHL, Ngiratmetuchel

Palestine

Palestine Wildlife Society
AL-ATRASH, Imad

The Applied Research Institute - Jerusalem Society (ARIJ)
GHATTAS, Roubina

The Environmental Education Center of the Evangelical Lutheran Church in Jordan and the Holy Land
AWAD, Simon

The Palestinian Hydrology Group for Water and Environmental Resources Development - Research and Development
RABI, Ayman

Union of Agricultural work Committee
FARRAJ, ABDUL-NASSIR

Panama

Asociación Centro de Estudios y Acción Social Panameño
HOLNESS, Daniel

Asociación Nacional para la Conservación de la Naturaleza
SPADAFORA, Rita

Centro de Incidencia Ambiental
PORCELL, María Soledad

Fundación Amador-BIOMUSEO
SUCRE, Líder

Fundación para la Conservación de los Recursos Naturales
MONTAÑEZ, Rosa

Fundación para la Promoción del Conocimiento Indígena
MASARDULE, Onel

Fundación Parque Nacional Chagres
GUERRA, Rosa Maria

Parque Natural Metropolitano
VÍQUEZ, Dionora

Sociedad Audubon de Panama
MIRÓ, Rosabel

Papua New Guinea

Tenkile Conservation Alliance
THOMAS, Jim

Paraguay

Asociación Guyra Paraguay Conservación de Aves
YANOSKY, Angel Alberto

Fundación Moises Bertoni
JACQUET, Daniel

Peru

Asociación Amazónicas por la Amazonía
PINASCO VELA, Rosa Karina

Asociación para la Investigación y el Desarrollo Integral
RAMIREZ VILLACORTA, Yolanda

Asociación Peruana para la Conservación de la Naturaleza
LEO LUNA, Mariella

Centro de Conservación, Investigación y Manejo de Áreas Naturales - Cordillera Azul
FERNÁNDEZ-DÁVILA, Patricia Ivonne

Centro para el Desarrollo del Indígena Amazónico
RIVERA GONZALEZ, Dani

Eco Redd
CARRILLO ARTEAGA, Pedro José

Ejecutor del Contrato de Administración de la Reserva Comunal Amarakaeri
CHIMATANI TAYORI, Fermín

Fondo Nacional para Areas Naturales Protegidas por el Estado
PANIAGUA VILLAGRA, Moises Alberto

Instituto de Montaña
RECHARTE BULLARD, Jorge

Patronato for Nauyos Cochas Landscape Reserve
LANDEO SÁNCHEZ, Carmela

ProNaturaleza - Fundación Peruana para la Conservación de la Naturaleza
DE LA CADENA, Michael

Sociedad Peruana de Derecho Ambiental
SOLANO, Pedro

Philippines

Ecological Society of the Philippines
CLAPAROLS, Antonio M.

Foundation for the Philippine Environment
MILAN, Paciencia

Haribon Foundation for the Conservation of Natural Resources
DE LA PAZ, Maria Belinda E.

Poland

Polish Society for Nature Conservation "Salamandra"
KEPEL, Andrzej

Russian Federation

Environmental Education Center Zapovedniks
DANILINA, Natalia

Rwanda

Association Rwandaise des Ecologistes
NSABIMANA, Aloys

Saint Lucia

Saint Lucia National Trust
SIMMONS, Shirlene

Senegal

Association Sénégalaise des
Amis de la Nature
SEYDI, Djibi

Centre de Suivi Ecologique
BA, Taibou

Groupe de Recherche et
d'Etudes Environnementales
SECK, Voré

Réseau des Parlementaires pour
la Protection de l'Environnement
au Sénégal
THIAM, Mamadou

Seychelles

Island Conservation Society
ROCAMORA, Gerard

Sierra Leone

Environmental Foundation for
Africa
GARNETT, Stephen

Singapore

Nature Society
LUM, Shawn

Singapore Zoological Gardens
LUZ, Sonja

South Africa

African Conservation Trust
MTHIMKHULU, Oscar Mpiyani
Emmanuel

BirdLife South Africa
STEVENS, Candice

Botanical Society of South Africa
RABANEY, Zaitoon

Endangered Wildlife Trust
FRIEDMANN, Yolan

Institute of Natural Resources
HAY, Duncan

National Association of
Conservancies of South Africa
KOMEN, Mercia

ResourceAfrica South Africa
NDEBELE, Dhaneshree

SANCCOB (Southern African
Foundation for the Conservation
of Coastal Birds)
HOPLEY, Aletta

South African Association for
Marine Biological Research
MANN, Judy

Southern African Faith
Communities' Environment
Institute
JARDINE, Christine

Southern African Wildlife College
SOWRY, Theresa

Wildlands Conservation Trust
VENTER, Andrew

Wildlife and Environment Society
of South Africa
GRIFFITHS, Morgan

Spain

Centro de Extensión
Universitaria e Divulgación
Ambiental de Galicia
VALÉS, Carlos

League for Natural Heritage
Defense
CANALS, M. Purificació

SEO/BirdLife, Sociedad
Española de Ornitología
HOWELL, David

Sociedad Geológica de España
MONGE GANUZAS, Manu

Sri Lanka

Sevalanka Foundation
TENNAKOON, Ajith

Suriname

Suriname Conservation
Foundation
MALONE, Stanley Anton

Sweden

Swedish Association for Hunting
and Wildlife Management
AHLÉN, Per-Arne

Swedish Museum of Natural
History
WESTERBERG, Jan-Olov

Tanzania (United Republic of)

College of African Wildlife
Management, Mweka
SONGORWA, Alexander

Thailand

Freeland Foundation
REDFORD, Tim

Good Governance for Social
Development and the
Environment Institute
Foundation
ANAPRAYOT, Rattanaorn

Mai Khao Marine Turtle
Foundation
SABKHOON, Kittipan

Thai Society for the Prevention
of Cruelty to Animals
DUANGKHAE, Surapon

The former Yugoslav Republic of Macedonia

Macedonian Ecological Society
HRISTOVSKI, Slavcho

The Netherlands

CHIMBO Foundation
GOEDMAKERS, Annemarie

Institute of Environmental
Sciences, Leiden University
DE IONGH, Hans

Togo

Jeunes Volontaires pour
l'Environnement
ALOUKA, Sena

Tunisia

Association Les Amis des
Oiseaux
FELTRUP-AZAFZAF, Claudia

Association Nationale du
développement durable et de la
Conservation de la Vie sauvage
GHARBI, Ali

Association pour la Protection de
l'Environnement et le
Développement Durable de
Bizerte
BOURAOUI, Najoua

Association Tunisienne pour la
Protection de la Nature et de
l'Environnement
ABROUGUI, Mohamed

Fédération Nationale des
Associations des Chasseurs et
des Associations de Chasse
Spécialisées
CHOKKI, Ahmed

Union Nationale de la Femme
Tunisienne
MANAI, Sihem

Turkey

Turkish Association for
Conservation of Nature and
Natural Resources
KOÇ, Ali

Union of Municipalities of Kaz
(Ida) & Madra Mountains
INCEOGLU, Cahit

Uganda

Ecological Christian
Organisation
KABONGO, Isaac

Environmental Management for
Livelihood Improvement Bwaise
Facility
NAIGAGA, Sydah

National Association of
Professional Environmentalists
NAMANYA, Sostine

The Environmental Conservation
Trust of Uganda
KALUNDA, Pauline

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

British and Irish Association of
Zoos and Aquariums
PULLEN, Kirsten

North of England Zoological
Society (Chester Zoo)
ZIMMERMANN, Alexandra

Royal Society for the Protection
of Birds
STOWE, Tim

The John Muir Trust
BROOKS, Stuart

The Sibthorp Trust
MALTBY, Edward

The Wildlife Trusts
HUGHES, Jonathan

Wildfowl & Wetlands Trust
SPRAY, Martin

Wildscreen
STUART, Simon

Zoological Society of London
KUMPEL, Noelle

United States of America

Center for Biodiversity and
Conservation, American
Museum of Natural History -
New York
STERLING, Eleanor

Center for Environmental Legal
Studies
ENGLOT, Suzanne

Center for Humans and Nature,
NFP
RABB, George

Conservation Council for Hawai'i
ZIEGLER, Marjorie

Cornell Plantations of Cornell
University
DUNN, Christopher

Dallas Safari Club
CARTER, Ben

Earth Day Network
CRUZ, Orion

Edith Kanakaole Foundation
KANAHELE-MOSSMAN, Huihui

Environmental Law Institute
SHAFFIE, Ambereen

Environmental Law Program at
the William S. Richardson
School of Law
ANTOLINI, Denise

Grassroots growing through
shared responsibility
CHANG, Kevin

Harold L. Lyon Arboretum, of the
University of Hawaii
EVENSEN, Carl

Hawai'i Conservation Alliance
KENNEDY, Randy

Honolulu Zoological Society
LAGOY, Amanda

InterEnvironment Institute
TRZYNA, Thaddeus (Ted)

Julie Ann Wrigley Global
Institute of Sustainability
KELMAN, Candice

Natural Resources Defense
Council
WETZLER, Andrew

Para la Naturaleza
PUMAREJO-CINTRON, Neida

Paul G. Allen Family Foundation
DEUTSCH, James

PCI-Media Impact, Inc
SOUTHEY, Sean

Rainforest Trust
SALAMAN, Paul

Safari Club International
Foundation
LEWIS, Matthew

San Diego Zoo Global
SWAISGOOD, Ron

Smithsonian Institution
MONFORT, Steven

Sylvia Earle Alliance (DBA
Mission Blue)
EARLE, Sylvia Alicia

The Forests Dialogue
DRAZEN, Erika

The Nature Conservancy
KRUEGER, Linda

The Pew Charitable Trusts
STEUER, Karen

The WILD Foundation
MARTIN, Vance

Tropical Resources Institute
(Yale School of Forestry and
Environmental Studies)
FEYERS, Shane

Turtle Conservancy
MITTERMEIER, Russell

United Plant Savers
LEOPOLD, Susan

Western Pacific Regional
Fishery Management Council
ISHIZAKI, Asuka

Wilburforce Foundation
JOINES, Denise

World Wildlife Fund - US
GARTSHORE, Will

Uruguay

CULTURA AMBIENTAL
PIGNATARO, Gabriela

Vida Silvestre Uruguay
SZEPEGYI, Maria Nube

Venezuela (Bolivarian Republic of)

PROVITA
SUCRE, Bibiana

VITALIS A.C.
MARTÍNEZ, Zoila Rosa

Viet Nam

Institute of Ecological Economy
NGUYEN DUY, Chuyen

Action Center for City
Development
NGUYEN, Phuong Hue

Center for Environment and
Community Research
NGUYEN, Ly

Center for Natural Resources
and Environmental Studies
THANG, Hoang Van

Centre for Marinelife
Conservation and Community
Development
THU, Ho Thi Yen

Zambia

In-Service Training Trust
SAKAJILA, Collins

Zimbabwe

BirdLife Zimbabwe
PIERINI, Julia

Environment Africa
CHUMA, Namo

The Southern African Natural
Products Trade Association
(SANPROTA)
CHIBAYA, Itai

Wildlife and Environment
Zimbabwe
NYAKUSENDWA, Isaiah

Zimbabwe Environmental Law
Association
DHLIWAYO, Mutuso

INTERNATIONAL NGOS

Centro Desarrollo y Pesca
Sustentable
CORNEJO, Alejandra María

Centre for Resource
Management and Environmental
Studies
PENA, María

European Bureau for
Conservation and Development
SYMONS PIROVOLIDOU,
Despina

Fédération des Associations de
Chasse et Conservation de la
Faune Sauvage de l'UE
SCALLAN, David

International Association for
Falconry and Conservation of
Birds of Prey
SIELICKI, Janusz

Asociación Mesoamericana para
la Biología y la Conservación
BONILLA BARBOSA, Jaime

Inuit Circumpolar Council
CARPENTER, Larry

University of the South Pacific
AALBERSBERG, William

Tour du Valat
JALBERT, Jean

Réseau des Aires Protégées
d'Afrique Centrale
NTOUGOU NDOUTOUME,
Omer

Ecologic Institute
BOTELER, Ben

EUROPARC Federation
SCHOPS, Ignace

International Council of
Environmental Law
ROBINSON, Nicholas

Local Governments for
Sustainability
BRAND, Kobie

International Council for Game
and Wildlife Conservation
MARGHESCU, Tamás

African Wildlife Foundation -
Kenya HQ
ATHANAS, Andrea

Forest Stewardship Council A.C.
HONTELEZ, John

International Centre for
Integrated Mountain
Development
CHETTRI, Nakul

Fondo Verde
GAMARRA, Juan

ENDA - Tiers Monde
DRAME, Aby

Game Rangers Association of
Africa
SNOW, Tim

Indigenous Peoples of Africa
Coordinating Committee
CRAWHALL, Nigel

Peace Parks Foundation
BEECH, Craig

The European Association for
the Conservation of the
Geological Heritage
BRILHA, José

World Association of Zoos and
Aquariums
DICK, Gerald

World Business Council for
Sustainable Development
BERGER, Violaine

Western Indian Ocean Marine
Sciences Association
FRANCIS, Julius

International Network of
Engaged Buddhists
MIN, Junghee

Regional Community Forestry
Training Center
ATCHATAVIVAN, Phinyada

European Association of Zoos
and Aquaria
GRIFFITH, Myfanwy

Conservation Through Public
Health
KALEMA-ZIKUSOKA, Gladys

Environment-People-Law
NORENKO, Kateryna

BirdLife International
HEATH, Melanie

Durrell Wildlife Conservation
Trust
TERRY, Andrew

The Born Free Foundation
JONES, MARK

Antarctic and Southern Ocean
Coalition
WEEBER, Barry

Association for Tropical Biology
and Conservation
HUGHES, Alice

Conservation Force, Inc.
JACKSON, III, John J.

Conservation International
MITTERMEIER, Russell

EcoHealth Alliance
ZAMBRANA-TORRELIO, Carlos

International Association for
Impact Assessment
BAKER, Jill

LightHawk
WATSON, Terri

National Geographic Society
LEE, Rob

Project AWARE Foundation
BUDZIAK, Ania

Rare
MILES, Gerald

Sierra Club
CELLARIUS, Richard A

Society for Conservation Biology
SPILLMAN, Nathan

Sustainable Forestry Initiative,
Inc.
TRIANOSKY, Paul

The Christensen Fund
BAVIKATTE, Sanjay Kabir

Wildlife Conservation Society
LIEBERMAN, Susan

AFFILIATES

Brazil

Instituto Chico Mendes de
Conservação da Biodiversidade
MARETTI CARRERA, Claudio

Germany

Bavarian Academy for Nature
Conservation and Landscape
Management
CZIPPAN, Katalin

Monaco

Centre Scientifique de Monaco
VAN KLAVEREN, Patrick

United States of America

Center for Cultural and
Technical Interchange Between
East and West, Inc. dba East-
West Center
LEWIS, Nancy

Kamehameha Schools
JEREMIAH, Jason

National Tropical Botanical
Garden
WICHMAN, Chipper

Office of Hawaiian Affairs
CRABBE, Kamana'opono

The Leona M. and Harry B.
Helmsley Charitable Trust
COOK, Robert

NATIONAL COMMITTEES

Argentina

Comité Nacional de Miembros
de Argentina de la UICN
DI PANGRACIO, Ana

Bangladesh

Bangladesh National Committee
of IUCN Members
MOUDUD, Hasna Jasimuddin

Bolivia (Plurinational State of)

Comité Nacional de Miembros
de Bolivia de la UICN
PACHECO MOLLINEDO, Paula

Botswana

Botswana National Committee of
IUCN Members
AUTLWETSE, Baboloki

Brazil

Brazilian National Committee of
IUCN Members
CAPPELLI, Silvia

Burkina Faso

Comité national des Membres
de l'UICN du Burkina Faso
CISSE, Oumarou

Burundi

Comité national des Membres
de l'UICN du Burundi
KINYOMVYI, Antoine

Cameroon

Comité national des Membres
de l'UICN du Cameroun
ROGER, NGOUFO

Canada

Canada National Committee of
IUCN Members
BECKEL, Margaret

Colombia

Comité Nacional de Miembros
de Colombia de la UICN
ANDRADE CORREA, Miguel
Gonzalo

Congo

Comité national des Membres
de l'UICN de la République du
Congo
MOUSSA, Isaac

Denmark

Denmark National Committee of
IUCN Members
GARN, Ann-Katrine

Ecuador

Comité Ecuatoriano de la UICN
CURI CHACÓN, Maria Nela

El Salvador

Comité Nacional de Miembros
de El Salvador de la UICN
FLORES RIVERA, Carlos

France

Comité national de l'UICN,
France
MONCORPS, Sébastien

Guinea Bissau

Comité national des Membres
de l'UICN de Guinée-Bissau
DA SILVA, Alfredo Simao

Honduras

Comité Nacional de Miembros
de Honduras de la UICN
MUNGUÍA SIERRA, Osvaldo

Japan

Japan National Committee of
IUCN Members
WATANABE, Tsunao

Kenya

Kenya National Committee of
IUCN Members
NJOJU, James

Kuwait

Kuwait National Committee of
IUCN Members
OMAR, Samira

Malawi

Malawi National Committee of
IUCN Members
BRUESSOW, Carl

Morocco

Comité national des Membres
de l'UICN du Maroc
AMHAOUCH, Zouhair

Nepal

Nepal National Committee of
IUCN Members
CHITRAKAR, Yogendra

Nicaragua

Comité Nacional de Miembros
de Nicaragua de la UICN
MANZANAREZ, Joselin

Pakistan

Pakistan National Committee of
IUCN Members
QURESHI, Amjad Rashid

Palestine

Palestine National Committee of
IUCN
RABI, Ayman

Panama

Comité Nacional de Miembros
de Panamá de la UICN
VÍQUEZ, Dionora

Peru

Comité Nacional de Miembros
de Perú de la UICN
NALVARTE ARMAS, Jaime

Senegal

Comité national des Membres
de l'UICN du Sénégal
DRAME, Aby

South Africa

South Africa National Committee
of IUCN Members
DAVIES-MOSTERT, Harriet

Spain

Comité Nacional de Miembros
de la UICN en España
LÓPEZ JAIME, Juan Antonio

Sweden

Sweden National Committee of
IUCN Members
WESTERBERG, Jan-Olov

Switzerland

Comité national des Membres
de l'UICN de Suisse
DE MONTMOLLIN, Bertrand

Thailand

Thailand National Committee of
IUCN Members
SORNSATHAPORNKUL,
Prasert

Tunisia

Comité national des Membres
de l'UICN de Tunisie
GHARBI, Ali

Turkey

Turkey National Committee of
IUCN Members
TAS, Nurettin

United Arab Emirates

United Arab Emirates National
Committee of IUCN
SIMKINS, Gregory

**United Kingdom of Great
Britain and Northern Ireland**

United Kingdom National
Committee of IUCN Members
MAHON, Chris

Viet Nam

Viet Nam National Committee of
IUCN Members
THANG, Hoang Van

Zimbabwe

Zimbabwe National Committee
of IUCN Members
NYAKUSENDWA, Isaiah

REGIONAL COMMITTEES

Comité régional des Membres
de l'UICN pour l'Afrique centrale
et occidentale
MOUSSA, Isaac

Eastern and Southern Africa
Regional Committee of IUCN
Members
NJOGU, James

Comité Regional de Miembros
de la UICN de Mesoamérica
ESQUINCA CANO, Froilán

Comité Regional de Miembros
de la UICN de Sudamérica
ANDRADE CORREA, Miguel
Gonzalo

South and East Asia Regional
Committee of IUCN Members
MA, Keping



UNION INTERNATIONALE POUR
LA CONSERVATION DE LA NATURE

SIEGE MONDIAL
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Suisse
Tel +41 22 999 0000
Fax +41 22 999 0002
www.iucn.org